



LA MÉTÉO: ENSOLEILLÉ
MINIMUM: 0°, MAXIMUM: 5°.
DEMAIN: AVERSES. DÉTAILS PAGE A 2

LE PLUS GRAND CENTRE

Le Carlier
10 300 BOUT. PNEU. 225-400

35cents

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Ailleurs au Québec: 50 cents, Îles de La Madeleine: 90 cents

MONTREAL, LUNDI 18 NOVEMBRE 1985, 102^e ANNÉE, N° 30, 66 PAGES, 4 CAHIERS



La lettre de Weinberger plonge les Américains dans l'embarras

□ L'URSS ACCUSE LES É.-U. DE VOULOIR « TORPILLER » LES NÉGOCIATIONS

GENÈVE — Profitant de l'embarras de la délégation américaine après la publication d'une lettre confidentielle du

JEAN-FRANÇOIS LISÉE
collaboration spéciale

secrétaire d'État à la Défense prônant une ligne dure au Sommet de Genève, un porte-parole soviétique a accusé hier les Améri-

cains de vouloir « torpiller tout le processus de négociations sur les armements ».

Georgi Arbatov, qui dirige l'Institut des Études américaines et canadiennes à Moscou, a déclaré devant un millier de journalistes que la lettre confirme que le « complexe militaro-industriel » dirige la politique des États-Unis. « Des groupes influents tentent de démanteler toute la structure d'accord concernant la limita-

tion des armements... même si cette structure est modeste » dans le but, croit-il, de relancer « la course aux armements ».

Dans le document, le secrétaire Caspar Weinberger conseille au président de ne pas accepter de prolonger en 1986 l'application du traité de limitation des armements stratégiques « Salt II » et de ne pas faire de compromis sur l'Initiative de défense stratégique (« guerre des étoiles »).

À l'argument américain voulant que le secrétaire à la défense ne présente qu'une de plusieurs opinions défendues au sein de l'administration Reagan, M. Arbatov a répondu que « ce qui arrivera au Sommet va montrer dans quelle mesure M. Weinberger représente la position américaine ».

Le conseiller présidentiel en matière internationale, Robert MacFarlane, a pour

voir EMBARRAS en A 2

AUJOURD'HUI

• MIRACLE MART

Les employés des 14 magasins Miracle Mart de la région de Montréal votent en faveur du rapport soumis par le conciliateur.

page A 3

• DÉSACCORD

À l'heure actuelle, une majorité de Canadiens sont en désaccord quant à la politique générale du gouvernement conservateur à Ottawa.

page A 2

• COLOMBIE

À la suite de l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, le gouvernement de Colombie songe à déclarer l'état d'urgence économique.

page A 5

• CHÔMAGE

De tous les grands pays industrialisés, le Canada est celui qui compte le chômage de longue durée le plus bas.

page C 1

• GONCOURT

Sept écrivains restent en lice pour l'attribution du Prix Goncourt, le plus coté des prix littéraires.

page B 6

• L'AUTOMOBILE

Il peut être non seulement coûteux mais inutile de débrancher les systèmes antipollution installés sur votre voiture.

page B 1

LE PARTI DU SOCIALISME CHRÉTIEN

Les jeunes « catholiques » de Paquette-Easter sont présents dans 109 comtés

Branle-bas de campagne électorale, hier, dans la douzaine de maisons « Nouvel Horizon » que Jacques Paquette a établies à travers le Québec depuis dix ans.

GÉRALD LEBLANC

« Les jeunes catholiques à l'oeuvre », le mouvement religieux lancé par Paquette en 1974-75, ont en effet décidé de monter à l'assaut de l'électorat québécois.

À la surprise générale, le Directeur général des élections a révélé, samedi, qu'après le PQ et le PLQ, le troisième parti à présenter le plus de candidats n'était pas le NPD-Québec, le PC-Québec, l'Union nationale ou le Parti indépendantiste de Denis Monière.

Avant tous ces tiers partis vient en effet le « Parti du socialisme chrétien » (PSC), dirigé par Jacob Easter, de Hull, qui présentera 110 candidats à travers le Québec.

Il faut au moins 60 signatures d'électeurs du comté pour qu'une candidature soit acceptée. Jacob Easter a donc trouvé 6600 supporters à travers le Québec pour le Parti du socialisme chrétien.

Deuxième surprise, Jacob Easter n'existe pas vraiment. C'est le nom de plume de Jacques Paquette, le fondateur du groupe évangélique « Les jeunes catholiques à l'oeuvre ».

Mais qui a pu soudain amener M. Paquette-Easter à faire le saut de la religion à la politique? Pas facile de le savoir car ce M. Easter est à la fois partout et nulle part.

Candidat du PSC dans Hull, sa région d'origine, il voyage, paraît-il beaucoup, visitant la douzaine de maisons « Nouvel Horizon » de Hull, Val-d'Or, Montréal, Laval, Longueuil et la plupart des principaux centres du Québec.

Le siège social du mouvement se

trouve au 17, rue Ferland à Québec. Mais le secrétaire de M. Easter peut au plus prendre les messages.

À force de ruse et de patience, il a été possible de savoir que M. Easter était à la maison « Nouvel Horizon » de Montréal, au 5140 de la rue Saint-Urbain.

Un appartement comme un autre, sauf l'affiche évangélique bien en évidence à l'entrée, où s'affairaient des hommes et femmes dans la jeune vingtaine. Un climat rappelant les communes qui ont connu leur heure de gloire à la fin

Québec 85

des années 60.

Tout au long des discussions, Christian, un peu plus âgé et sans doute le leader de la maison, va chercher ses consignes au fond de l'appartement. M. Easter en personne est bien là mais il ne peut rencontrer LA PRESSE. Trop fatigué par la tourmente électorale dans laquelle il vient d'être brutalement plongé, le chef du PSC donnera une conférence de presse ce soir.

On connaîtra alors les raisons de ce saut spectaculaire dans l'arène électorale. On saura aussi comment M. Paquette-Easter a pu, sans faire de bruit, « ramasser » 60 électeurs dans chacun des 110 comtés où le PSC présentera des candidats.

Ce n'est d'ailleurs plus 110 mais 109 puisque Marc Sarault, le candidat dans Papineau, s'est retiré. Ayant appris que son fils venait de le nommer agent officiel à son insu, le père du jeune candidat de 19 ans a mis fin hier à l'aventure électorale.

Plusieurs des autres candidats semblent graviter autour des maisons « Nouvel Horizon » et certains sont même étroitement liés. On retrouve quatre Rivest parmi les candidats de Montréal, dont Joce-

voir JEUNES en A 2

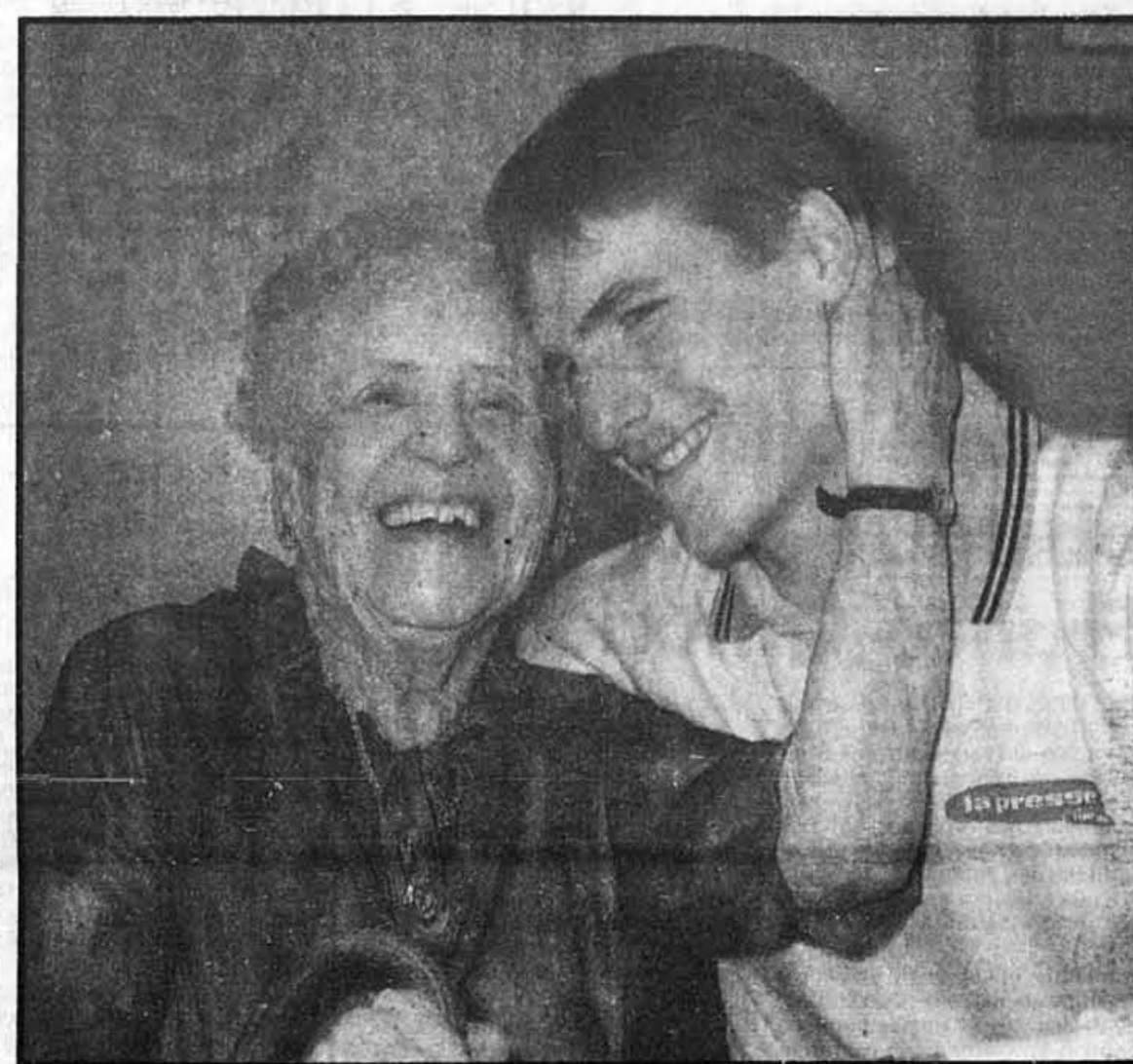
4 000 jeunes libéraux au Centre Paul-Sauvé

page A 9

Culture: Johnson veut éviter le dirigisme

page A 8

SAUVÉE PAR UN PORTEUR DE LA PRESSE



« C'est vrai qu'il est beau », dit Mme Alice Fredette en parlant de son sauveur, Pierre Péland.
photo Armand Trotter, LA PRESSE

Pierre Péland sera décoré pour son acte d'héroïsme

Un jeune porteur de Montréal-Nord qui distribue LA PRESSE depuis huit ans, Pierre Péland, recevra une médaille d'héroïsme des mains du Gouverneur général du Canada, Mme Jeanne Sauvé, le 13 décembre. Dans le cadre de son travail de camelot, il a sauvé la vie d'une de ses clientes subitement atteinte de déficience respiratoire.

CAROLE THIBAUDEAU

« C'est sa faute si j'ai mal tourné ! », dit la rescapée, Mme Alice Fredette, une nonagénaire pleine de « pep ». Mme Fredette aime bien taquiner son sauveur, qui lui a livré LA PRESSE pendant au moins quatre ans. Elle a dû suspendre son abonnement lorsqu'elle a été hospitalisée au centre d'accueil Cascade, situé sur le boulevard Gouin.

Le jour de l'accident, à l'automne 1984, elle a ouvert comme d'habitude la porte au jeune camelot, puis elle s'est éclipse pour aller chercher l'argent de la collecte. « J'attendais qu'elle revienne lorsque j'ai entendu un bruit de chute », relate Pierre, qui a d'abord cru à une attaque cardiaque.

Mme Fredette était étendue dans sa cuisine. « Elle avait le souffle coupé et elle se tenait la gorge », se souvient Pierre. L'adolescent avait par bonheur suivi des cours de sauvetage à la polyvalente et il possédait un certificat de « sauveteur national piscine et plage ».

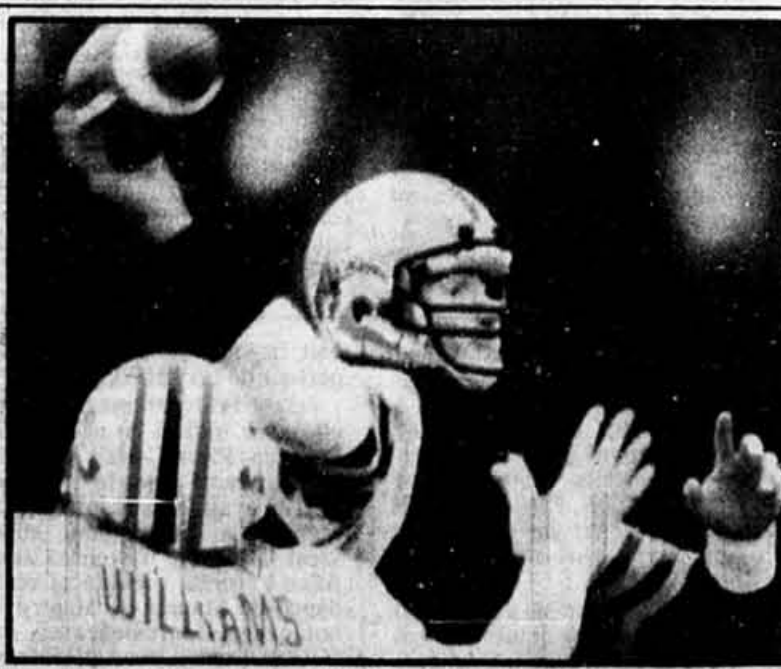
Sans perdre de temps à hésiter ou à demander du secours, Pierre a pris son courage à deux mains et a appliqué la méthode de Heimlich: « On fait une pression abdominale en bas de la cage thoracique, avec un mouvement en forme de J, explique-t-il. Trois pressions ont été suffisantes. C'est un morceau de carotte qui bloquait les voies respiratoires ».

« J'étais très anxieux, reprend le jeune homme. Pour la première fois, j'étais appelé à réanimer une personne en situation réelle et non au cours d'une pratique. C'est toujours un risque à prendre car si on manque son coup, on est exposé aux accusations des proches de la victime. Cela demandait beaucoup de sang-froid. Je pense que ce sera moins énervant la prochaine fois ».

voir PORTEUR en A 2

A.P. GAGNON,
BRAVO!

COMME HE DISAIT
UNE COPINE:
"NOUS LES QUÉBÉCOIS,
ON EST TRÈS FORT
POUR IMITER LES
AUTRES!"



LES CONCORDES PERDENT 50 À 26

Tiger-Cats et Lions à la Coupe Grey

Ayant vaincu les Concordes par la marque de 50 à 26 hier, les Tiger-Cats de Hamilton affronteront maintenant les Lions de la Colombie-Britannique dans le match de la Coupe Grey, qui aura lieu au Stade olympique de Montréal dimanche prochain. Ken Hobart (ci-contre), des Tiger-Cats, a égalé une marque des séries de la Ligue canadienne de football en lançant hier cinq passes de touché pour vaincre les Concordes tandis que les Lions ont inscrit pas moins de 22 points au troisième quart pour finalement l'emporter 42 à 22 sur les Blue Bombers de Winnipeg.

photolaser UPI

Tabloid Sports, pages 2 et 3

SOMMAIRE

Annonces classées C 4 à C 9
Arts et spectacles
— Informations B 6 à B 8
Carrières et professions C 3
Décès, naissances, etc. B 9
Échecs C 7
Économie C 1 à C 3
Êtes-vous observateur? C 6
FEUILLETON
« Maryse » C 5
Horoscope C 6
L'auto B 1 à B 5
Le monde A 12
Loterie - résultats A 4
Mots croisés C 8
« Mot mystère » C 6
Quoi faire aujourd'hui A 14, A 15
Tribune libre A 7

TABLOID SPORTS

Bandes dessinées 12 et 13
Mots croisés 18

MIAMI 189\$

Tarif minimum en vigueur jusqu'au 15 décembre 1985.
Pour les autres conditions, consultez votre agent de voyages ou Air Canada au 931-4411. Mentionnez le DRF 13009.



AIR CANADA

SONDAGE GALLUP

Plus de Canadiens sont en désaccord avec le PC à Ottawa

Il y a maintenant plus de Canadiens en désaccord avec la politique générale du gouvernement conservateur à Ottawa (52 p. cent) qu'il n'y en a qui sont d'accord (29 p. cent). Il y a trois mois, les Canadiens étaient divisés en deux groupes à peu près égaux quant à leur opinion sur le gouvernement : 38 p. cent étaient en désaccord et 41 p. cent étaient d'accord.

Sur le plan régional, c'est dans les provinces des Prairies qu'il y a le plus de gens d'accord avec l'ensemble des actions du gouvernement (35 p. cent). C'est dans le Québec et l'Ontario qu'il y a le moins d'accord (27 p. cent).

Une majorité des partisans conservateurs approuve l'attitude générale du gouvernement (56 p. cent); chez les partisans libéraux, il n'y en a que 14 p. cent; chez les néo-démocrates, 18 p. cent. Parmi ceux qui n'ont pas d'attaches partisanes, il y a deux fois plus de personnes en désaccord avec le gouvernement (45 p. cent) qu'il n'y en a d'accord (21 p. cent).

Les résultats du dernier sondage sont fondés sur 1 028 interviews, à domicile, de personnes de 18 ans et plus, entre les 3 et 5 octobre. Un échantillon de cette ampleur comporte une marge d'erreur ne dépassant pas 4 p. cent 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante :

« Êtes-vous d'accord ou non d'accord avec les performances du gouvernement progressiste-conservateur d'Ottawa, depuis les élections de septembre 1984? »

	D'accord	Pas d'accord	Ne savent pas
Dans l'ensemble			
Octobre 1985	29%	52%	19%
Juillet 1985	41	38	21
Décembre 1984	45	25	30
Selon les régions en octobre 1985			
Atlantique	31	57	13
Québec	27	49	24
Ontario	27	55	18
Prairies	35	47	19
Colombie-Britannique	32	55	13
Selon l'adhésion politique			
Conservateur	56	28	16
Libéraux	14	77	9
Néo-démocrates	18	72	11
non-partisans	21	45	34

À noter que le total des pourcentages peut ne pas être égal à 100 à cause de l'élimination des fractions.

L'école bilingue, un obstacle pour les Franco-Ontariens

OTTAWA (PC) — Les écoles secondaires bilingues de l'Ontario devraient fermer leurs portes en raison du taux élevé d'abandon des études chez les étudiants francophones qui fréquentent ces institutions mixtes, estiment les auteurs d'une étude effectuée pour le compte du Conseil franco-ontarien de l'éducation.

L'étude, qui avait été présentée jeudi au ministre de l'Éducation, Sean Conway, et rendue publique samedi au cours d'une conférence de presse, a permis d'apprendre que les Franco-Ontariens fréquentant des écoles bilingues sont moins susceptibles de terminer leurs études et ne sont pas aussi bien instruits que leurs collègues fréquentant des écoles unilingues francophones.

Le niveau d'instruction des Franco-Ontariens est de loin inférieur à celui de leurs voisins anglophones et leur survie culturelle dépend du contrôle de leurs propres écoles par des commissions scolaires francophones et de la fermeture éventuelle des écoles bilingues.

Les étudiants de langue française de toute la province manquent de matériel scolaire, sur-

tout au niveau supérieur et dans les régions éloignées, a dit Stacy Churchill, professeur à l'Université de Toronto et principal auteur de l'étude.

Le document de 400 pages intitulé « L'éducation et les besoins franco-ontariens : diagnostic d'un système d'enseignement », s'appuie sur trois ans de recherches et comprend une cinquantaine d'entrevues avec des éducateurs.

S'agit de tout premier survol de l'enseignement en langue française en Ontario. Il est assorti de plus de 100 recommandations, y compris la possibilité d'accroître la disponibilité d'un logiciel d'ordinateur en langue française et l'amélioration des programmes pré-scolaires à l'intention de tous les élèves.

Un second volume portant sur l'éducation au collège et à l'université sera rendu public vers la mi-décembre.

Selon le secrétaire général du conseil, Raymond Léger, l'étude tend à démontrer aux parents et aux étudiants qui s'opposent à la fermeture possible des écoles bilingues que de telles institutions encouragent la médiocrité et minent la langue française.



photo Robert Mailloux, LA PRESSE

Au 5140 Saint-Urbain, un logement bien ordinaire, mais une pancarte bien particulière identifiant une des maisons Nouvel Horizon des « Jeunes catholiques à l'oeuvre ». À la sur-

prise générale, les troupes de Jacob Easter présentent 110 candidats aux élections du 2 décembre, sous la bannière du Parti du socialisme chrétien (PSC).

JEUNES

SUITE DE LA PAGE A 1

lyn et peut-être Christian à qui nous avons parlé hier, rue Saint-Urbain. Aussi quatre Sévigné et deux Corcoran, mari et femme, dans le Nord-Ouest.

Justement de Val-d'Or, Guy Corcoran, expliquait, hier soir, au cours d'un entretien téléphonique, sa vision de l'action électorale. « Ce sera une campagne sans argent, une campagne qui nous permettra de mettre sur la place publique certaines des convictions

acquises depuis 10 ans. » Membre de l'équipe fondatrice en 1974-75, Corcoran parle de cellule communautaire, de travail social auprès des démunis (drogués, alcooliques, prostitué(e)s), de thérapie sociale et spirituelle.

À la maison « Nouvel Horizon » de Longueuil, François Séguin, qui sera candidat dans Taillon, se définit comme un « homme du peuple », un « éducateur de la rue ». Il parle de la thérapie de trois mois que suivent les gens qui viennent chercher du secours à la maison « Nouvel Horizon ».

Mais que sont donc au juste ces

jeunes catholiques à l'oeuvre, ces religieux nouveau genre des maisons « Nouvel Horizon », ces politiciens du MSC sortis comme des champignons, ce leader mystérieux appelé Paquette-Easter?

Au Centre d'information sur les nouvelles religions, la vice-présidente Marie-France James décrit le groupe de Paquette-Easter comme « une secte d'inspiration biblique ».

Le directeur du centre, Yvon Lepage, précise qu'il s'agit d'un mouvement de type évangélique mettant l'accent sur le retour du

Christ. Paquette a écrit plusieurs livres, dont il tire une partie de ses revenus, le reste venant de dons de la communauté et de l'apport de certains membres plus fortunés.

Dans un de ces volumes, « L'Apocalypse : prophéties pour la fin des temps », Paquette-Easter parle du socialisme chrétien comme l'ordre social qu'établira le Christ lors de son retour sur la terre.

Avec leur soudaine entrée sur la scène électorale, les troupes de Paquette-Easter ont décidé de brûler les étapes de l'établissement du socialisme chrétien.

EMBARRAS

SUITE DE LA PAGE A 1

sa part indiqué — devant le même auditoire et immédiatement après la conférence de presse soviétique — que le président Reagan ne déciderait qu'à son retour à Washington s'il accepterait ou non de prolonger d'un an l'application du traité « Salt II », en vigueur jusqu'au 31 décembre.

Il confirmait donc qu'aucune entente à ce sujet ne sera conclue à Genève, malgré l'insistance des Soviétiques. Les Américains accusent l'URSS de violer plusieurs dispositions du traité.

Le porte-parole du président, Larry Speakes, a de son côté tenté de minimiser l'incident de la lettre de M. Weinberger, affirmant que les conseils prodigués par le secrétaire à la Défense dans sa lettre n'avaient « rien de nouveau. Il a plusieurs fois fait connaître sa position en privé au président et en public » au cours des derniers mois. Un haut responsable américain avait indiqué samedi que celui-ci avait permis la fuite tentée de saboter le Sommet, mais MM. Speakes et MacFarlane ont affirmé que l'affaire n'aurait « aucune conséquence » sur les discussions des leaders.

« Je suis prêt à parier cinq dollars que le secrétaire général soviétique Mikhaïl Gorbatchev ne demandera pas au président : qu'en est-il de la lettre de Weinberger? », a dit M. Speakes.

Le président Reagan, interrogé alors qu'il recevait des principaux conseillers à sa résidence temporaire, la « Maison de Sasure » au nord de Genève, est allé plus loin en niant qu'un de ses proches ait suggéré que la fuite était une tentative de sabotage.

Visiblement de mauvais poil, le président a déclaré : « Je me demande si cet invidieux n'est pas une création de l'imagination d'un membre de la presse. » Trois heures auparavant, Larry Speakes avait cependant confirmé qu'au moins un haut responsable américain était convaincu que la fuite relevait de la tentative de sabotage.

M. Weinberger, laissé malgré lui à Washington, a déclaré qu'il allait faire une enquête pour trouver l'auteur de la fuite, qu'il juge « malheureuse ». Le principal suspect est cependant son premier lieutenant, Richard Pipes, qui le représente à Genève.

Autres développements

Parmi les autres développements de la journée :

■ Accord chimique, impasse stratégique : Robert MacFarlane a indiqué que les négociations de dernière minute entre les deux super-grands ont produit « un accord substantiel » visant à limiter la prolifération des armes chimiques. Il a indiqué que les discussions n'ont cependant permis aucun progrès sur le sujet central du Sommet : les armements stratégiques. Son affirmation semble confirmée par la ligne dure adoptée par le porte-parole du Kremlin en matière d'armements, le gé-

néral Nikolai Chervov, qui a déclaré aux journalistes que « sans une interdiction des armes spatiales, on ne peut entretenir aucun espoir réaliste que des réductions d'armes offensives puissent survenir. »

■ Sur les futurs transfuges : M. MacFarlane a déclaré que des ententes seraient conclues « d'ici à peu près une journée » sur plusieurs questions bilatérales (échanges d'étudiants, etc.). À ce sujet, la rumeur veut que les Soviétiques demandent aux Américains de garantir le retour en URSS de tous les Soviétiques qui séjourneront temporairement aux États-Unis dans le cadre de ces échanges. Interrogé, M. MacFarlane a déclaré : « Nous ne pouvons donner de garanties aux Soviétiques quant au comportement de leurs propres citoyens. » Il a toutefois promis de ne pas tenter « d'influencer artificiellement » les Soviétiques à demander l'asile politique aux États-Unis.

■ Sur les droits de l'Homme : selon le secrétaire d'État George Shultz, les Soviétiques sont en train de modifier leur attitude. Plutôt que d'affirmer que c'est une question interne, ils acceptent maintenant d'engager la discussion, mais ils présentent leurs propres munitions en affirmant que les droits de l'homme sont bafoués aux États-Unis. (Hier matin, le porte-parole du gouvernement soviétique, Leonid Zamyatne, a cité à Genève le cas de Leonard Peltier, un Américain condamné à la prison à vie pour avoir abattu deux agents du FBI.

Vendredi, il avait déclaré qu'il « y a des pogroms (massacres) majeurs contre les Juifs aux États-Unis. » Selon M. Shultz, si la nouvelle attitude soviétique « mène à un genre de commission d'enquête conjointe sur nos problèmes respectifs de droit de l'homme, nous y serions réceptifs ». M. Shultz a fait ces déclarations au réseau ABC.

■ Larry Speakes a par ailleurs qualifié de « bienvenue » la décision de Moscou de laisser partir d'URSS neuf conjoints de citoyens américains qui réclamaient la permission d'émigrer aux États-Unis. Le chef de cabinet du président, Donald Regan, a été plus dur sur les ondes de CBS en affirmant que ce geste équivalait à « des miettes ». « Ils font ça à chaque sommet, ils relâchent quelques personnes. Où sont le reste des gens (qui veulent émigrer)?... Pourquoi ne relâchent-ils pas tout le monde? Pourquoi gardent-ils leur frontière fermée? » En tout, 22 conjoints de citoyens américains réclament un visa d'émigration, l'un d'entre eux depuis 50 ans.

■ Sur l'Afghanistan : des responsables soviétiques ont affirmé vendredi à Genève qu'ils n'étaient « pas heureux » d'avoir des troupes en Afghanistan et qu'un retrait de ces troupes constituait leur priorité. Sur ABC hier, George Shultz a affirmé qu'il entendait ce genre de langage depuis plusieurs mois mais qu'il avait tenté sans succès d'obtenir des confirmations de ses interlocuteurs soviétiques. « Je n'ai pas l'impression que l'intention existe vraiment » a-t-il dit.

Un attentat terroriste fait 2 morts en France

PARIS (AFP) — Les deux personnes tuées hier soir à Paris par l'explosion d'une voiture dans un parking souterrain, près des Champs Élysées, seraient des activistes d'extrême-droite, a-t-on appris de source bien informée.

Les victimes, tous deux Français, sont connues des services de police en raison de leurs activités politiques, mais les policiers n'ont pas révélé leurs identités.

Les policiers s'efforcent de déterminer si les deux hommes s'appartaient ou non à commettre un attentat et s'ils ont alors été victimes de l'explosion accidentelle d'engins qu'ils étaient en train de manipuler.

À l'arrivée des policiers, les corps des deux hommes gisaient, pratiquement déchiquetés, à environ 15 mètres d'un véhicule de tourisme en flammes, garé au 4ème sous-sol du parc de stationnement. On ignore encore si cette voiture appartenait aux deux hommes.

La Quotidienne à trois chiffres **754** à quatre chiffres **7230**

LA MÉTÉO

lundi 18 novembre 1985

AUJOURD'HUI: Min.: 0° Max.: 5°

ENSOLEILLÉ

DEMAIN: AVERSES ET DOUX

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-5	6	Ensoleillé
Outaouais	-2	6	Ensoleillé
Laurentides	-5	4	Ciel variable
Cantons de l'Est	-4	5	Ensoleillé
Montérégie	-3	4	Ensoleillé
Québec	-3	4	Ensoleillé
Est-Saint-Jean	-5	4	Ciel variable
Bas-Saint-Jean	-3	4	Ciel variable
Gaspésie	-2	4	Nuageux
Île-du-Prince-Édouard	-2	3	Dégel
Cap-Saint-Jean	-1	2	Nuageux

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
--	------	------	-------------

États-Unis

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Boston	-2	6	N.-O. - 18 28
Buffalo	6	9	Pittsburgh 3 13
Chicago	-1	7	S. Francisco 8 13
Miami	22	28	Washington 9 10
New York	9	15	Dallas 12 17

les capitales

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Amsterdam	-2	3	Madrid -8 14
Athènes	11	19	Moscou -8 4
Acapulco	23	32	Mexico 3 23
Berlin	-2	0	Oslo -2 1
Bruxelles	0	4	Paris 1 9
Buenos Aires	20	28	Rome 7 10
Copenhague	1	4	Séoul -1 6
Genève	-1	4	Stockholm -2 1
Hong Kong	20	23	Tokyo 8 12
La Corée	15	26	Trinidad 27 32
Liège	7	16	Vienne -4 3
Londres	5	6	

PORTEUR

SUITE DE LA PAGE A 1

Pierre a raconté son aventure à un chef scout qui en a glissé un mot aux dirigeants du Club optimiste de Montréal-Nord. Ces derniers lui ont alors remis le premier « trophée Pierre-Beaudin », du nom d'un policier de Montréal-Nord décédé il y a plus d'un an dans l'exercice de ses fonctions.

L'histoire est venue aux oreilles de la Fédération des scouts du Québec et enfin, un an plus tard, à celles de l'Association des scouts du Canada, qui est sous l'autorité du Gouverneur général.

Pierre participait à un week-end de scoutisme lorsqu'on lui a appris qu'il recevrait la médail-

le des mains de Mme Jeanne Sauvé. « Le commissaire du district de Montréal est venu à Chertsey (au nord de Rawdon) exprès pour m'apprendre la nouvelle, relate-t-il. J'ai été très excité. Être reçu à Rideau Hall, c'est une chance que je n'aurai peut-être plus jamais. »

Le jeune camelot a encore 55 clients dont une quinzaine sont des personnes âgées. Certaines d'entre elles lui demandent s'il a le temps de faire le ménage. « Il y en a une pour qui j'ai fait une commande d'épicerie », relate Pierre.

De son côté, après l'accident, Mme Fredette a repris conscience à l'hôpital, et a été quitte pour deux semaines de convalescence. Elle a appris de la bouche du médecin qu'elle de-

vait la vie au « beau et jeune porteur de LA PRESSE ».

« C'est vrai qu'il est beau, dit-elle avec malice en prenant le bras de Pierre. Mais il était moins grand dans le temps ». Pierre avait 15 ans lorsqu'il a secouru la vieille dame et il vient tout juste d'avoir 17 ans. Alice Fredette a quitté sa résidence du Manoir de Montréal, boulevard Henri-Bourassa, en février dernier, pour aller vivre au centre d'accueil Angélica, situé sur le boulevard Gouin, puis elle a été hospitalisée au centre d'accueil Cascade.

Rieuse, la nonagénaire affirme « qu'elle a eu une belle vie » et qu'elle est « bien récompensée de pouvoir jouir d'une assez bonne santé » et de pouvoir dormir sans pilules. Elle lit beaucoup, « sans lunettes », précise-

t-elle, des biographies et des romans d'amour. « Ça me fait penser au passé. On vit beaucoup de souvenirs, vous savez, à 92 ans... »

Son médecin se félicite qu'elle ait besoin d'une canne pour marcher, sinon elle serait toujours à se promener dans la rue! « J'aime les endroits où il y a de l'action, dit-elle. Les magasins par exemple, parce que c'est vivant ».

Mme Fredette avait 16 ans lorsque sa mère est décédée, lui laissant sur les bras sept frères et sœurs, dont le plus jeune avait tout juste 15 mois. À trente ans, elle se marie. Elle n'aura pas d'enfants. Son mari, décédé en 1971, disait toujours qu'il était content que son épouse « ait élevé sa famille alors qu'elle était fille ».

Le maire Pelletier garde la haute main sur Québec

■ QUÉBEC — Pour la première fois dans l'histoire de la ville, des femmes siègeront au conseil municipal de Québec. C'est le principal fait marquant des élections municipales qui se tenaient hier dans la capitale, et à l'issue desquelles le maire Jean Pelletier a été reporté à la mairie pour un troisième mandat.

Comme prévu, c'est avec une confortable majorité de 10 000 voix que le maire Jean Pelletier a été réélu. M. Pelletier, qui siège à la mairie depuis 1977, a recollé environ 35 000 voix contre 25 000 pour son adversaire Pierre Mainguy, réalisant une performance électorale semblable à celle de 1981.

Dans l'ensemble, tout indiquait en fin de soirée que le portrait du conseil municipal demeurerait inchangé à l'issue des élections, avec 17 sièges détenus par des conseillers faisant équipe avec le maire Pelletier, et quatre sièges allant à des candidats du Rassemblement populaire.

L'opposition a perdu un des



Jean Pelletier

quatre sièges qu'elle détenait au conseil, mais cette perte a été compensée par la victoire de Mme Winnie Frohn qui a défait M. Luc Cimon du Parti civique dans le district 13, qui revient pour la première fois à l'opposition municipale.

Dans le district anciennement représenté par le chef du Rassemblement populaire (parti d'opposition), M. Pierre Mainguy, deux femmes se faisaient la lutte. C'est la candidate du Parti civique de M. Pelletier, Mme Suzanne Bélanger, qui l'a emporté.

Un peu plus de la moitié (52,5 p. cent) des 116 000 électeurs se sont prévalus de leur droit de vote, ce qui constitue une baisse de 3 p. cent par rapport aux élections de 1981.

— Presse canadienne

LES FERMETURES DE SUCCURSALES REPORTÉES AU PRINTEMPS

Les 14 magasins Miracle Mart rouvrent leurs portes demain

■ Les 14 magasins Miracle Mart de la région de Montréal ouvriront leurs portes normalement demain, les employés syndiqués ayant voté hier à 61 p. cent en faveur du rapport du conciliateur Marcel Boisvert.

CAROLE THIBAUDEAU

Les 1400 employés de Miracle Mart étaient en grève depuis le 28 octobre, essentiellement pour améliorer les conditions de travail des employés à temps partiel, qui représentent 82 p. cent des effectifs.

Une entente de principe était intervenue vendredi entre la partie patronale (Miracle Mart est une filiale de Steinberg) et les représentants syndicaux, pour une

convention collective de deux ans suivant les recommandations du conciliateur. L'entente ne règle pas le principal point en litige; elle maintient plutôt le statu quo sur la question de la parité des employés à temps partiel avec les employés réguliers.

Elle prévoit cependant la création de deux comités bipartites, le premier pour définir un *modus vivendi* tenant compte à la fois des demandes des employés et de la rentabilité de l'entreprise. Le second est un comité de reclassement, destiné à protéger les employés s'il y a fermeture de succursales. Les employés devront être avisés au moins deux mois à l'avance en cas de mises à pied. Quant aux employés à temps plein, leur sécurité d'emploi est

garantie.

Sur 902 votes valides, on a compté hier 349 voix contre l'entente et 543 pour. Ce résultat assez serré reflète bien l'ambivalence des employés de Miracle Mart, qui veulent d'un côté obtenir satisfaction et de l'autre restaurer la santé financière de l'entreprise, considérée comme une éternelle déficitaire. Selon un porte-parole de Steinberg, la grève des employés a fait perdre à Miracle Mart «des centaines de milliers de dollars par jour». Pour l'année fiscale se terminant le 27 juillet, la chaîne de magasins à rayons a perdu \$7,7 millions.

La question salariale, qui n'était pas au coeur du conflit,

s'est réglée avec une augmentation de 8,5 p. cent répartie sur deux ans: 4 p. cent la première année et 4,5 p. cent la seconde.

Steinberg voulait fermer quatre de ses magasins Miracle Mart mais elle reporte cette décision au printemps 1986. Les trois centres de liquidation, destinés à écouler à bon marché la marchandise des magasins, demeureront en fonction. Un quatrième centre de ce genre doit ouvrir cette semaine. Le syndicat, qui qualifie d'illégal les activités de liquidation, a demandé au ministère du Travail de faire enquête sur cette pratique. Steinberg a cependant répondu qu'elle avait tout à fait le droit de liquider les inventaires de Miracle Mart.



Deux incendies d'importance à Montréal

Un incendie nécessitant cinq alertes s'est déclaré hier en fin d'après-midi dans une usine de recyclage de papier se trouvant au coin des rues Pitt et Saint-Patrick, à Côte-Saint-Paul. Plus de 100 pompiers ont combattu les flammes qui s'étaient attaquées aux deux étages de l'édifice et l'incendie était sous contrôle vers 20 h 40.

Un pompier a subi des blessures à une jambe et a été transporté à l'Hôpital général de Verdun. Par ailleurs, dans la nuit de samedi à dimanche, un incendie a ravagé deux immeubles inhabités au coin des rues de Maisonneuve et Université, à Montréal (notre photo). Devant l'ampleur du sinistre, on a sonné une alerte générale et une centaine de pompiers ont combattu les flammes pendant plusieurs heures. Il n'y a pas eu de blessé. Une enquête est en cours.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

13 morts accidentelles durant le week-end

■ Au moins 13 personnes ont perdu la vie de façon accidentelle ce week-end au Québec. Une jeune fille a péri dans un accident de chasse, une femme est morte dans un incendie et la route a fait onze victimes.

Trois personnes sont mortes hier après-midi dans une collision frontale entre une automobile et un camion-remorque survenue à Dégelis, dans le Témiscouata. L'identité des victimes n'a pas encore été révélée.

Hier en fin d'après-midi, une adolescente de 13 ans a été atteinte d'une balle perdue alors qu'elle se promenait avec son frère de 15 ans dans un bois de Roxton-Sud. La jeune victime, Isabelle Ouellet, résidait dans cette municipalité située à une dizaine de kilomètres de Granby.

Une femme a péri dans un incendie survenu au cours de la nuit de samedi à dimanche dans une conciergerie du centre-ville de Montréal. La victime, Suzanne Cholette, âgée de 54 ans, est morte dans son logement de la rue Tupper. Il semble qu'une cigarette mal éteinte soit à l'origine du sinistre.

Un accident de la circulation a fait deux morts et 1 blessé, vers 1 heure dans la nuit de samedi à dimanche, à l'angle de la 81^e Avenue et de la rue Sherbrooke, dans le quartier Pointe-aux-Trembles, à Montréal. Les victimes sont Charles Saucier, 84 ans, de Lachenaie, et Victoire Doucette, 55 ans, de Montréal, qui se trouvaient dans le même véhicule. Le conducteur de l'autre auto a été blessé dans l'accident. Il semble que l'un des deux conducteurs ait brûlé un feu rouge.

Une collision frontale entre deux automobiles a fait trois morts samedi soir à Stanbridge-Station en Estrie. Les victimes sont Yolande Caron-Fontaine et Daniel Plouffe, tous deux âgés de 48 ans, de Bedford. L'identité de la troisième victime n'a pas été révélée.

Une femme de 44 ans, Gisèle Dorion, a été happée par un véhicule alors qu'elle se promenait en bordure du rang 12 à Saint-Sylvestre, samedi soir vers 19 heures. Selon la police, le verglas pourrait être à l'origine de cet accident. La visibilité était si mauvaise que le conducteur n'aurait pu apercevoir la promeneuse.

Une jeune fille de 21 ans, Caro-

Les vins nouveaux prennent l'avion

■ Près de 40 000 caisses de vins nouveaux sont chargées à bord d'avions cargo à Paris et à Lyon, et doivent partir aujourd'hui à destination du Québec.

L'ensemble de la cargaison compte 32 000 caisses de Beaujolais, 3 000 caisses de Beaujolais-Villages et 4 000 de Côtes du Rhône.

Selon la Société des alcools du Québec, la qualité des vins nouveaux cette année est exceptionnelle.

Les vins nouveaux seront mis en vente vendredi prochain dans 330 succursales de la SAQ.

— PC

line Mapachée, de Pikogan, en Abitibi, a perdu la vie vendredi soir vers 23 heures dans un capotage survenu sur la route 101, près de Roche-a-Destor.

Une jeune femme de 28 ans, Céline Whifton, est décédée vendredi soir sur la route 299 en Gaspésie après avoir perdu le contrôle de son véhicule. La voiture a fait un saut de plusieurs mètres avant d'aller choir dans la rivière Grande-Cascapédia.

— d'après PC

Trouvé mort dans le tunnel Ville-Marie

■ Un homme d'une vingtaine d'années a été découvert sans vie hier matin dans le tunnel Ville-Marie, à la hauteur de la rue Sanguinet. La découverte a été faite dans la partie de l'autoroute traversant le centre-ville qui n'est pas encore ouverte à la circulation. On croit que la victime a pu chuter d'un poutre enjambant la voie rapide, mais on ignore s'il s'agit d'un suicide ou d'un accident. Il y aura autop-

LES POLICIERS DE LA CUM RECUEILLEN \$12 000 AVEC DES «BINNES»

Cinq tonnes de haricots, 650 livres de lard et 16 livres de ketchup pour les jeunes handicapés

■ Cinq tonnes de haricots cuits, 650 livres de lard, 750 douzaines de petits pains et 16 livres de ketchup ont été engloutis hier dans la vaste opération policière intitulée «Journée des fèves aux lards». L'événement, organisé au profit de la Société pour les enfants handicapés du Québec, a rapporté environ \$12 000, soit \$2 000 de plus que l'année dernière.

CAROLE THIBAUDEAU

La Fraternité des policiers de la CUM, qui en était à sa 15^e expérience du genre, a réquisitionné pour l'occasion 14 véhicules et des dizaines de bénévoles, principalement des policiers et leurs épouses. Le chef du Parti libéral du Québec M. Robert Bourassa, est venu se sustenter de bonnes binnes avant de se rendre à l'assemblée de jeunes libéraux qui l'attendaient au Centre Paul-Sauvé dans l'après-midi.

«Les locaux situés juste en face de ceux de la Fraternité ont été notre quartier général pendant 15 ans, au cours desquels nous avons entretenu des relations d'amitié avec les policiers», a souligné le chef du PLQ, qui vient dîner chaque année à la Journée des fèves aux lards. Par ailleurs, M. Bourassa a salué au passage la grande «qualité de gestion du fonds de pension des policiers» de même que la «confiance que la Fraternité démontre par ses investissements dans l'économie québécoise».

«L'argent servira principalement au transport des enfants handicapés», explique Jean Beaudry, président de la SEHQ. Le transport des enfants qui vont

à l'école est assuré par les établissements scolaires et la Société s'occupe surtout de véhiculer les enfants d'âge pré-scolaire à la

garderie et à l'hôpital. Elle offre un service de garde de week-end destiné aux parents qui veulent s'évader un week-end hors de la

routine. La SEHQ tient également un inventaire d'appareils orthopédiques et enfin, elle offre un séjour au camps Papillon, au

lac Pierre (au nord de Joliette), un camps de vacances spécialement conçu pour les enfants handicapés.



photo Robert Mailloux, LA PRESSE

Mangez des fèves aux lard au profit des enfants handicapés! Dans l'ordre habituel, on reconnaît Jean Beaudry, président de la Société pour les enfants handicapés du Québec, Louis Simard, président de la Fraternité des policiers, l'animateur Jacques Proulx, président d'honneur de la journée et le policier Robert Babau, organisateur de l'événement.

Le Canada des autres

Michel Vastel



Queen's Park sous la loi du talion

■ TORONTO — Il y a un aspect de la personnalité de Larry Grossman, le nouveau leader tory de l'Ontario, que les commentateurs n'ont jamais relevé ouvertement: ses origines juives. Elles expliquent pourtant beaucoup de ses comportements de politicien: c'est un dur à la rancune tenace.

Elu samedi soir par une mince majorité de 19 voix sur Dennis Timbrell, il aura d'autant plus de mal à refaire l'unité de son parti que, depuis 1975 qu'il siège à Queen's Park, il s'y est fait beaucoup d'ennemis. Bill Davis a dû le rappeler à l'ordre alors que, jeune ministre, il prenait violemment à partie ses collègues du cabinet.

Après la défaite du 2 mai, il agaçait carrément ses collègues du caucus alors qu'il lançait sa campagne sans même attendre que son chef, Frank Miller, se retire dans la dignité.

« Larry Grossman sera un chef de l'Opposition plus coriace, confie un proche du premier ministre David Peterson. Mais cela ne signifie pas grand-chose puisque l'adversaire des libéraux ontariens dans la prochaine campagne est ailleurs: à Ottawa, et il s'appelle Brian Mulroney. »

Le gouvernement minoritaire de l'Ontario se prépare en effet à mener une dure campagne contre le libre-échange et veut acculer le premier ministre fédéral au pied du mur. Le nouveau chef tory se fera rapidement coincer entre le grand frère fédéral et l'intérêt de l'Ontario.

« J'ai d'excellents rapports avec Brian Mulroney », confiait Larry Grossman à LA PRESSE quelques heures avant sa victoire. Le 26 janvier dernier en effet, le premier ministre fédéral avait appelé Larry Grossman pour le consoler de sa défaite devant Frank Miller: « Ne t'inquiète pas Larry, moi aussi j'ai dû m'y reprendre à deux fois pour devenir chef de mon parti! » Et samedi soir, l'un des premiers coups de téléphone de félicitations que recevait Larry Grossman venait encore du 24 Sussex Drive à Ottawa.

Le gouvernement fédéral a pris grand intérêt à cette course à la direction du Parti conservateur ontarien. « La force des libéraux de l'Ontario avait un impact sur les sondages nationaux, confiait samedi un député fédéral, et la situation devrait maintenant se corriger. »

Le contrôle absolu que la « Big Blue Machine » exerce maintenant sur le parti ontarien, après un exil de dix mois sous le règne de Frank Miller, renforcera du même coup son pouvoir à Ottawa. Plus la popularité de Brian Mulroney s'effrite au Québec et dans les Maritimes, plus il va avoir besoin des Tories ontariens. La Big Blue Machine n'attend rien d'autre pour reconquérir l'influence qu'elle se plaint d'avoir perdue dans l'entourage de Brian Mulroney.

Le « petit juif » de Toronto

Dans une province où les archévêques anglicans se permettent de comparer le premier ministre à Hitler, il faut s'attendre à quelques coups bas sur Larry Grossman. On a entendu un adversaire politique du nouveau chef conservateur commenter ainsi ses critiques contre le budget des libéraux: « Le petit juif parle encore de gros sous. »

Exception de mauvais goût? Les propres organisateurs de Larry Grossman admettaient discrètement avant l'élection de samedi soir que leur principale crainte venait des réticences des délégués âgés à voter pour un juif. La province est dans son ensemble moins « Wasp » que l'échantillon de conservateurs présent au Centre des congrès de Toronto, mais la base traditionnelle des Tories ontariens dans le cœur orangiste de la province est clairement mal à l'aise devant le portrait de la famille Grossman, qui semble tout droit sorti d'un roman de Mordecai Richler.

Larry Grossman est endurci à ce genre d'attaques. Fils d'immigrants polonais, il faisait campagne en culottes courtes pour son père, Allan, alors conseiller municipal de Toronto. À peine sorti de l'université, il laissait régulièrement son étude d'avocat pour diriger les campagnes électorales de son père, vingt ans député à Queen's Park et ministre de trois gouvernements conservateurs.

Lorsque Larry Grossman prenait la succession de son père dans le même comté de St. Andrew-St. Patrick, il ne cachait pas ses ambitions politiques et Bill Davis dut à plusieurs reprises l'inciter à la patience.

Larry Grossman fut l'un des plus brillants ministres de Bill Davis: en 1982, ses talents de négociateur réussissaient à désamorcer un conflit avec l'Association des médecins de l'Ontario. Aux Finances, il réussissait à réduire le déficit provincial d'un milliard de dollars alors que la province sortait à peine d'une des pires récessions qu'elle ait connues. Et dans son court passage à l'Éducation, dans le gouvernement minoritaire de Frank Miller, il réussissait à faire accepter au caucus conservateur un projet de loi sur le financement des écoles secondaires catholiques.

En le préférant samedi soir à Dennis Timbrell, les conservateurs ontariens ont parié sur le retour à la modération, sur une percée dans l'électorat urbain, pluraliste, plus jeune et plus féminin, ethnique. Au lieu de consolider sa base du « small town Ontario » que représentait Bill Davis et Dennis Timbrell, l'établissement du Parti conservateur fait le pari, comme avec Brian Mulroney d'ailleurs, de se repositionner au centre de l'échiquier politique.

Mais 49,43 p. cent des délégués conservateurs qui ont refusé à Larry Grossman le couronnement qu'il attendait rappellent volontiers que l'Ontario ne s'est jamais donné un premier ministre de Toronto.

Le goût du pouvoir

Neuf sur dix des conservateurs ontariens qui ont voté samedi pour un nouveau chef sont convaincus d'avoir choisi l'homme qui reprendra le pouvoir aux libéraux d'ici à quelques mois. Mais Larry Grossman a devant lui quatre obstacles à franchir:

■ le Parti conservateur ontarien est profondément divisé par deux campagnes au leadership en moins d'un an: avec Frank Miller en janvier dernier, ce sont les « outs » qui avaient gagné, ceux qui voulaient s'affranchir des professionnels de la politique confortablement installés dans les salons du Albany club. Avec Larry Grossman, les « ins » de la machine bleue ont pris leur revanche;

■ deux courses au leadership et une élection générale ont épuisé les coffres du parti. Non seulement le PC ontarien doit-il plus de \$4 millions aux banques mais il a commencé à puiser dans un Fonds de fiducie. Les grands hôtels de Toronto ont exigé des chèques certifiés de Larry Grossman et de Dennis Timbrell avant de leur louer les nombreuses suites d'hospitalité où l'alcool coulait à flots dans les nuits de jeudi et de vendredi dernier;

■ le parti est en outre profondément divisé idéologiquement. Le premier test sérieux viendra de cet hiver avec le débat sur le financement des écoles secondaires catholiques. Dennis Timbrell et l'aile droite du parti souhaitent ouvertement que les Tories renient cette ultime promesse de Bill Davis. Larry Grossman est enclin à appuyer le gouvernement, d'autant plus qu'il appartient à une communauté religieuse qui a ses propres écoles et qui souhaite un jour bénéficier des mêmes avantages que les catholiques;

■ Larry Grossman s'engage enfin dans une véritable course contre la montre: ce n'est pas lui mais le libéral David Peterson qui décidera de la date de la prochaine élection. En principe, l'accord entre libéraux et néo-démocrates devrait tenir jusqu'en septembre 1986. Les néo-démocrates souhaitent même son renouvellement. Mais on peut douter que le gouvernement donne à son Opposition le temps de se relever d'une des pires années qu'elle ait connues depuis les origines de la Confédération.

Enfin, il ne manque pas d'observateurs pour souligner que Larry Grossman ressemble beaucoup trop à David Peterson. Comme dans le duel Mulroney-Turner, les électeurs ontariens pourraient se dire: « À tout prendre, autant choisir le vrai. »

ÉLU GRÂCE À LA MACHINE DE MULRONEY

Grossman prend ses distances avec le gouvernement fédéral

■ TORONTO — « Larry Grossman n'a jamais été l'otage de personne », a lancé d'un air défiant le nouveau chef conservateur ontarien après une victoire largement attribuée à la machine bleue de l'Ontario, celle à qui Brian Mulroney dut sa victoire le 4 septembre dernier.

MICHEL VASTEL
envoyé spécial de LA PRESSE

« Bill Davis a su défendre les intérêts de l'Ontario contre (le gouvernement conservateur de) Joe Clark et Larry Grossman va faire ce qu'il faut pour défendre sa province. Je me suis battu contre des gouvernements libéraux et conservateurs à Ottawa », a encore précisé le chef tory.

Larry Grossman a été élu samedi soir par une mince majorité de 19 voix contre son principal adversaire Dennis Timbrell. Les ailes progressiste et conservatrice du parti conservateur ontarien se sont ainsi également divisées derrière les deux principaux candidats. Alan Pope, avec 271 voix au premier tour, n'a voulu se rallier ni à l'un ni à l'autre, dans l'intérêt de l'unité du parti.

Cette question de l'unité a été au cœur des entretiens du vainqueur avec ses deux adversaires de même qu'avec l'exécutif et une trentaine des 50 membres de son caucus hier matin. « J'ai été agréablement surpris par l'état d'esprit des militants samedi soir, a confié Larry Grossman hier après-midi en conférence de presse. Les partisans de mes adversaires sont bien sûr déçus mais ils ne se sentent pas menacés ni frustrés. »

Larry Grossman leur a promis qu'ils « auraient un rôle à jouer dans le parti », contrant ainsi les inquiétudes de ceux qui craignent qu'il ne devienne l'homme d'une machine électorale. M. Grossman a précisé qu'il aura recours à la stratégie de Bill Davis. Elu avec une mince majorité de 44 voix en février 1971, l'ancien premier ministre avait réussi à se faire élire à l'élection suivante en faisant appel au talent des organisateurs de son principal adversaire, les mêmes hommes qui formaient aujourd'hui le noyau de l'organisation de Grossman.

Outre la réunification du parti, le chef conservateur doit éponger plusieurs millions de dettes, y compris celles de ses adversaires qu'il a promis d'aider.

M. Grossman ne craint pas de souffrir de la baisse de popularité des Conservateurs fédéraux ni de leurs politiques, généralement considérées comme plus favorables à l'Ouest qu'à l'Ontario. Qu'il s'agisse de libre échange ou de politique énergétique, Larry Grossman a assuré: « Je ne me suis jamais engagé à être d'accord avec Brian Mulroney ni avec le gouvernement conservateur à Ottawa. »

Le premier ministre fédéral a été l'un des premiers à féliciter Larry Grossman, l'assurant de son appui pour la prochaine élection. M. Grossman a précisé que, lors de l'élection du printemps prochain en Ontario, il fera appel à la machine des Norman Atkins, John Laschinger, Hugh Segal, etc., qui assuraient les victoires de Bill Davis et de Brian Mulroney, et dont Frank Miller s'était séparé en mai dernier.

Considéré comme un modéré, Larry Grossman a convoqué pour ce matin le comité des politiques sociales de son parti pour clarifier sa position officielle sur le financement des écoles secondaires catholiques. Les durs du parti voudraient renier cette promesse de Bill Davis mais le nouveau chef conservateur ne désespère pas d'en arriver à un compromis avec le gouvernement minoritaire de David Peterson: « Il ne faut pas exploiter cette question », a-t-il demandé à son caucus.

Larry Grossman promet enfin d'amener son parti à prendre des positions plus modernes sur les grandes questions contemporaines. Peu assuré cependant de faire taire toutes les critiques, il a laissé entendre qu'il dirigera « un caucus qui n'a pas peur de dire ce qu'il pense. »

Larry Grossman a quelques mois seulement devant lui pour réaliser le mandat que 91 p. cent des militants conservateurs attendent de lui: reprendre le pouvoir. « Il nous reste à démontrer que nous sommes prêts », a-t-il

Des Inuit en Éthiopie

■ YELLOWKNIFE (d'après CP) — Le gouvernement de l'Éthiopie a invité plusieurs Inuit à visiter ce pays africain d'ici à la fin novembre.

Cette invitation constitue un geste de reconnaissance à l'endroit des dons faits par les communautés arctiques aux victimes de la famine en Éthiopie.

À ce sujet, les responsables des secours destinés aux Éthiopiens, à Ottawa, ont précisé qu'au Canada, ce sont les Inuit qui ont donné le plus d'argent, per capita, aux fonds de secours pour les affamés d'Éthiopie.



téléphoto CP

Le nouveau chef du PC ontarien, Larry Grossman, a présenté samedi soir aux partisans conservateurs son père Allan, lui-même ex-ministre conservateur.

conclu en se donnant une semaine seulement pour se préparer à prendre la place de Frank Miller.

Elu à Queen's Park depuis 1975, Larry Grossman en était, comme son adversaire Dennis Timbrell, à sa deuxième campagne au leadership en dix mois. En janvier dernier, il avait perdu au troisième tour de scrutin par 77 voix, après avoir devancé le même Dennis Timbrell par sept voix seulement au deuxième.

Résultats

Tirage du 16-11-85

	4	13	18	23	24	40	no complémentaire	45
GAGNANTS	6 6	1					1 798 317,70\$	
LOTS	5 6 +	6					113 227,40\$	
	5 6	180					2 886,20\$	
	4 6	13 230					75,50\$	
	3 6	272 693					10,00\$	
Ventes totales:							14 940 426,00\$	

Prochain tirage: mercredi 20 nov. 1985

Gros lot (approx.): 1 000 000,00\$

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

GOODYEAR

SERVICE AUTOMOBILE GARANTI

LANCEMENT DU SERVICE AUTOMOBILE SANS DEVINETTES

Nous sommes des spécialistes des pneus et du service!

RECHERCHER LES NOUVELLES ENSEIGNES. Partout où vous verrez les mots "Service automobile garanti de Goodyear", vous trouverez une nouvelle apparence, une nouvelle ambiance et un nouvel outillage moderne pour le service automobile.

NOUS SOMMES "INFORMATISÉS". Les véhicules modernes exigent des connaissances spéciales et un outillage à la fine pointe de la technologie pour assurer une performance supérieure. Goodyear a maintenant l'outillage le plus moderne qui soit et des techniciens formés avec soin pour garder votre voiture en parfait état. Le résultat détaillé de l'analyse informatisée est imprimé. Il n'est plus nécessaire de jouer aux devinettes.

LE SERVICE EST TOUJOURS AUSSI PERSONNEL. Bien que l'ordinateur soit le cœur d'une machine de diagnostic merveilleusement efficace, le travail est toujours fait par un technicien certifié de Goodyear.

CHACQUE SERVICE EST GARANTI PAR ÉCRIT. Chaque service informatisé est garanti et appuyé d'une garantie limitée écrite. Pour en obtenir un exemplaire gratuit, adressez-vous au gérant du magasin.

Nous ne jouons pas aux devinettes.

L'ENGAGEMENT DE GOODYEAR

Nous promettons ce qui suit à chacun des clients du Centre de service automobile Goodyear:

- effectuer tous les travaux d'entretien d'une manière vraiment professionnelle
- n'effectuer que le travail nécessaire et autorisé
- retourner toutes les pièces usées pour inspection
- expliquer en détail tout ce que nous faisons
- respecter notre garantie à travers tout le pays

MISE AU POINT INFORMATISÉE DE 12 MOIS

CHEZ GOODYEAR, LE SERVICE N'EST PAS UN JEU DE DEVINETTES. Efficace à souhait, notre ordinateur analyse toutes les pièces du moteur et détecte promptement et précisément les problèmes. Le résultat de l'analyse est imprimé. Il indique exactement les travaux à faire.

Le prix de cette analyse informatisée perfectionnée comprend trois analyses et mises au point additionnelles du moteur au cours de l'année qui suit l'entretien original.

Nous posons des bougies d'allumage neuves et vérifions les systèmes de charge, de démarrage et du moteur.

Prix pour la plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées. Allumage non-électronique: 18,50 \$ en sus.

59⁹⁵ 68⁹⁵ 78⁹⁵

4 cylindres 6 cylindres V6 et 8 cylindres

GARANTIE DE 12 MOIS

ALIGNEMENT DES ROUES INFORMATISÉ

Nous ne jouons pas aux devinettes. Le résultat de l'analyse informatisée est imprimé et indique instantanément les corrections à apporter à chaque roue.

L'entretien garanti comprend le réglage du centrage, de la chasse et de la convergence et l'inspection des systèmes de suspension et des freins et ressorts (s'ils sont nécessaires).

21⁹⁵ 34⁹⁵

2 roues 4 roues

GARANTIE DE 9 000 KM 90 JOURS

HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION

La plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées. Comprend jusqu'à 5 litres d'huile Quaker State 10W/30, filtre à huile Fram neuf et lubrification du châssis. Huile et filtre diesel peuvent entraîner un supplément.

15⁹⁵

la plupart des véhicules

GARANTIE DE 90 JOURS 9 000 KM

ENTRETIEN DES FREINS AVANT À DISQUE

Notre entretien des freins garanti comprend la pose de plaquettes de freins avant neuves, le réglage des roulements des roues et le ponçage des rotors avant. Nous vérifierons toutes les autres pièces des freins et ressorts (s'ils sont nécessaires) et les plaquettes métalliques des disques. 20 \$ en sus.

84⁹⁵

la plupart des véhicules

GARANTIE DE 24 MOIS 40 000 KM

GOODYEAR

OUVERT LES SAMEDIS 7:30 a.m. - 5:00 p.m. POUR SERVICES MÉCANIQUES

MONTRÉAL
1170, rue Sherbrooke est.
120-1202
1700, rue de la Loi
120-1202
1875, rue Ontario est.
120-1202
1875, rue Ontario est.
120-1202
1875, rue Ontario est.
120-1202

MONTRÉAL, CENTRE-VILLE
11, boulevard de Maisonneuve est.
120-1202
1100, rue Saint-Jacques
120-1202
1100, rue Saint-Jacques
120-1202
1100, rue Saint-Jacques
120-1202

LAVAL-CHOMÉ
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202

CHATELAIN
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202

CENTRES DE CAMIONS GOODYEAR
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202
1100, boul. Lacombe
120-1202

APRÈS AVOIR ANNONCÉ QUE LES SAUVETEURS SE RETIRAIENT

Bogota forcé de poursuivre les recherches à Armero

■ ARMERO, Colombie — Le gouvernement de Colombie est revenu hier sur sa décision de mettre fin aux recherches en vue de retrouver des survivants au désastre causé par l'éruption du volcan Nevado del Ruiz et a fait savoir qu'il poursuivait les opérations de secours dans la région d'Armero.

Plus tôt dans la journée, M. Rafael Zubiria, ministre de la Santé de Colombie, avait indiqué aux journalistes que le gouvernement avait décidé de mettre fin aux opérations de sauvetage. « Les trois derniers survivants ont été secourus ce matin à Armero et je crois qu'ils sont décédés subitement », a-t-il dit. « Il n'y a plus personne à secourir », avait-il ajouté.

Mais après que le réseau de nouvelles Caracol eut annoncé que 2 500 personnes étaient encore prisonnières du torrent de boue dans la région, M. Victor Ricardo, un conseiller de haut rang du président colombien Belisario Betancur, a dit que les opérations de recherches allaient se poursuivre.

Ensevelie enlacée

À bord du premier hélicoptère qui a décollé d'Armero dans la matinée se trouvait Omayda Medina, 20 ans, qui a passé près de trois jours ensevelie dans la boue jusqu'au cou, enlacée avec le corps de son mari mort, avant que les sauveteurs ne parviennent à la dégager samedi soir.

Un petit groupe de la Croix-Rouge et de la Défense civile qui avait passé la nuit au milieu de corps en décomposition sur ce qui fut jadis Armero est retourné au petit jour dans les ruines d'une maison où un homme âgé était encore en vie.

Mais les hélicoptères qui survolent la mer de boue et de pierres qui a submergé mercredi cette vallée fertile au pied du volcan Nevado del Ruiz se sont surtout attachés à rechercher des réfugiés bloqués sur des îles ou des terres élevées.

Face aux menaces d'épidémie, des pompiers ont commencé à brûler des corps en putréfaction et le gouvernement a déclaré la région terre sacrée, transformant ainsi Armero en un vaste cimetière.

Hier, en fin d'après-midi, un communiqué de la présidence de la République colombienne annonçait que la situation était totalement normale en ce qui concerne les glaciers du volcan Nevado del Ruiz. « Il n'y a pas d'augmentation du débit des cours d'eau qui prennent leur source dans la région, mais les organismes spécialisés ont réaffirmé la nécessité que l'alerte et la vigilance soient maintenues dans les zones riveraines de ces cours d'eau », ajoutait le communiqué.

Par ailleurs, des scientifiques étrangers ont commencé à installer des moniteurs sur le volcan, de façon à pouvoir prévoir ses soubresauts futurs.

— d'après Reuter, AFP et UPI

On reconnaît l'excellence de CKAC

Le Ruban d'Or de l'Association Canadienne des Radiodiffuseurs: l'un des honneurs les plus convoités du monde de l'information au Canada. Cette année, pour la première fois, l'Association a remis ce prestigieux trophée (catégorie bulletins de nouvelles), à une station francophone, CKAC/73, reconnaissant ainsi l'excellence de ses bulletins d'information.

CKAC/73: plus que jamais le numéro 1 de l'information!



photos Reuter

L'une des dernières survivantes de la catastrophe colombienne à être tirée de la boue, coincée dans les décombres de sa maison, sourit de soulagement en voyant les sauveteurs lui lancer une corde. La scène s'est passée hier.

La Colombie doit faire face à un défi écrasant

■ BOGOTA, Colombie — La Colombie se trouve confrontée aux conséquences humaines, sociales, économiques et politiques de la plus grande catastrophe naturelle de son histoire, le glissement de terrain qui a rasé dans la nuit de mercredi à jeudi la ville d'Armero, faisant près de 25 000 morts.

Devant cet état de fait, le gouvernement colombien étudiait hier la possibilité de décréter l'état d'urgence économique dans le pays, pour venir en aide aux sinistrés de la catastrophe.

Le gouvernement, dans un bilan provisoire, a reconnu officiellement plus de 22 000 morts et disparus et a annoncé que le site d'Armero, une ville de 20 000 habitants située dans la haute vallée du Magdalena, dans les Andes colombiennes, à 120 km à l'ouest de Bogota, sera transformé en sanctuaire.

Le bilan, non définitif, est accablant: aux morts s'ajoutent 3 000 blessés, près de 50 000 sans-abri, la destruction de 20 000 hectares de plantations et la perte de 20 000 têtes de bétail. Le coût total des pertes devrait avoisiner les \$300 millions.

Des dizaines de milliers de tonnes de glace, de rocs et de terre se sont précipitées, à la suite de l'éruption du Nevado del Ruiz, sur la petite ville d'Armero, située près de 5 000 mètres en contrebas, et à 45 km seulement du sommet du volcan.

Déjà deux fois dans le passé, en 1595 et 1845, des glissements de terrains provoqués par des éruptions du Nevado del Ruiz, par ailleurs assez mineures et surtout dangereuses par leurs conséquences secondaires, avaient suivi le même cours de la rivière Lagunilla, qui débouche dans la vallée sur Armero. Mais la zone était alors peu peuplée.

Depuis, dans cette vallée tropicale aux terres riches, s'étaient installés des dizaines de milliers de paysans et d'éleveurs.

Près du tiers des quelque 75 000 personnes vivant dans cette zone

sont demeurés sous la gangue de boue qui l'a recouverte. Les deux autres tiers se trouvent démunis de tout, tandis que le volcan continue de faire planer une menace potentielle.

Tandis que sur place, les centres de secours de la Croix-Rouge, où affluent les donations des Colombiens et du monde entier, tentent de rétablir un semblant de vie organisée, alors que secouristes et hélicoptères fouillent encore l'immense champ de boue séchée à la recherche des derniers survivants, la Colombie doit faire face aux conséquences de ce désastre national.

Des centaines d'enfants se retrouvent seuls au monde, tandis que la plupart des rescapés, choqués, mettront sans doute très longtemps à se remettre du drame qui les a frappés.

Socialement et économiquement, le coup est très dur pour le pays. Les rescapés du glissement de terrain vont grossir le nombre des sans emploi dans un pays où le dernier taux officiel du chômage était de 19,4 p. cent d'une population active de 8,6 millions de personnes.

Ils ont en effet tout perdu: maisons, terres, machines, bétail, et la région ne retrouvera pas avant de nombreuses années, si elle y arrive un jour, sa richesse passée.

Pour sa part, le président Belisario Betancur, qui se trouve toujours dans la région d'Armero pour coordonner les opérations de secours, a reçu hier une demande visant à décréter l'état d'urgence économique dans le pays.

Cette mesure permettrait au président et à ses ministres de promulguer des décrets ayant force de loi pour venir en aide aux sinistrés.

De son côté, le pape Jean-Paul II a demandé hier à tous les catholiques et à tous les hommes de bonne volonté de venir en aide aux victimes de la catastrophe d'Armero.

— d'après AFP



Tant d'expertise à un prix si spectaculaire.
Il n'y a que Seiko Sport-Tech pour vous l'offrir.

Voici les expertes. Les montres munies de capacités les plus avancées dans le domaine de la technologie. (De nos jours, Seiko est synonyme de technologie.) Aussi attrayantes pour leur brillant aspect que pour leur performance remarquable, elles ont été conçues pour votre intérêt aussi particulier soit-il de la course à pied aux sports de stade. Résistantes à l'eau. Elles vous attendent dès maintenant. Venez les admirer. Partez dans la direction des gagnants avec Seiko.

SEIKO

L'HOMME A INVENTÉ LE TEMPS. SEIKO L'A PERFECTIONNÉ.



BIJOUTERIE

Louis Gilbert INC.

Place Longueuil, 825, rue Saint-Laurent ouest
Longueuil, Québec J4K 2V1

Centre commercial Le Domaine
Langelier et Sherbrooke
Montréal

SEIKO
DETAILLANT
AUTORISÉ

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administrationMICHEL ROY
éditeur adjointROGER D. LANDRY
président et éditeurCLAUDE GRAVEL directeur de l'information
JEAN-GUY DUBUC éditorialiste en chefÀ la veille du
sommet de Genève

Tous les regards se tournent vers Genève, où commencent dans quelques heures des conversations entre le chef de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, et le président Reagan.

Ce sommet a été précédé d'une longue et minutieuse préparation, chaque leader multipliant depuis plusieurs mois les consultations avec ses collaborateurs et ses alliés et tentant de se présenter à l'opinion publique comme le champion de la paix. Dans sa dernière allocution publique, le président américain ne s'est-il pas déclaré investi d'une mission de paix? Quant à son concurrent, il se présente comme un gentleman, presque comme un séducteur.

C'est néanmoins avec crainte et tremblement que le déroulement de ces journées va être suivi. Les peuples ne seront pas invités à suivre «live» les échanges entre les deux personnages. Mais l'enjeu est tellement considérable et le déploiement des moyens modernes de communication est tel que tous les indices d'une conclusion favorable ou défavorable seront immédiatement interprétés pour fortifier le pessimisme ou conforter l'optimisme.

Les obstacles à la conclusion d'une entente cordiale sont nombreux. Les sommets entre l'URSS et les États-Unis ont rarement produit des résultats mirobolants et, dans un cas au moins, la rencontre entre John Kennedy et Khrouchchev, les suites ont failli être désastreuses. Richard Nixon, l'homme du Watergate, eut beaucoup plus de chance. C'est peut-être le seul président américain qui réussit à peu près pleinement sa difficile mission.

Kennedy était trop jeune et on dira peut-être aujourd'hui que le président Reagan est trop vieux devant un Gorbatchev en pleine possession de ses moyens, très alerte et visiblement très sûr de son cheminement. Mais ce genre de considérations entraîne facilement à enjamber la Providence.

La Providence, on a bien envie de l'invoquer devant l'énormité des moyens de destruction que détiennent les superpuissances. Il se dépense annuellement la somme de \$800 milliards pour des armements qui ne sont pas tous, il est vrai, aux mains de Moscou et de Washington. Ce sont des réalités auxquelles on préfère ne pas penser, mais qui ne ressortissent pas au domaine de l'imaginaire.

Un holocauste nucléaire reste du domaine du possible. Pas du probable, car nous serions déjà tous perdus. Et Genève ne serait même pas un espoir.

MM. Reagan et Gorbatchev, leur gouvernement respectif, planifient l'avenir. C'est quand on considère les erreurs d'appréciation commises par les meilleurs esprits qu'on ne résiste pas à la tentation de se réfugier derrière des pronostics prudents.

En 1936, Lloyd George, personnalité politique anglaise de premier plan, écrivait dans le *Daily News*: «La conception d'une Allemagne qui pourrait intimider l'Europe n'entre pas dans le nouveau tableau. Les dirigeants de la nouvelle Allemagne ne savent que trop bien que l'Europe est trop grande pour être conquise et soumise par un seul État, quel que soit l'armement de celui-ci... L'établissement d'une hégémonie allemande en Europe, qui était le but et le rêve du militarisme d'avant-guerre, ne figure même pas à l'horizon du national-socialisme.»

On sait quel démenti affreux Hitler devait apporter, quelques années plus tard, à ces vœux idylliques.

Le Numéro 1 soviétique est-il ce loup déguisé en mouton que les plus pessimistes (ou les plus bornés?) s'acharnent à dépeindre? Ceux qui le trouvent «beau et gentil» commettent-ils la même erreur que Lloyd George face à l'Allemagne de 1936? Et M. Reagan lui-même ne cache-t-il pas une face de la vérité quand il annonce la «guerre des étoiles» comme une bonne nouvelle?

Genève sera déjà un succès, si la rencontre n'ajoute pas à la somme des malentendus.

Guy CORMIER

GORBATCHEV-REAGAN



(Droits réservés)



(Collaboration spéciale)

Marc Laurendeau

Certains bains de foule
qui révèlent un climat

À deux semaines du scrutin général, le premier ministre Pierre Marc Johnson et le chef de l'Opposition, M. Robert Bourassa, s'immergent dans des bains de foule très révélateurs quant à la température de l'électorat. Ainsi, juste au moment où le leader péquiste terminait à Montréal un «brunch» pris dans l'intimité avec les créateurs du milieu culturel, son adversaire libéral, à quelques kilomètres plus loin, prononçait un discours devant un énorme rassemblement de jeunes. Une visite aux deux endroits nous a permis de prendre le pouls.

À peine revenu de Chibougamau, revigoré par l'accueil chaleureux des citoyens nationalistes du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Pierre Marc Johnson rencontrait, en cercle restreint, plusieurs créateurs importants. S'il est vrai que le virage fédéralisant du PQ a suscité, dans un premier temps, désarroi et désapprobation dans les milieux culturels, le climat semble s'améliorer.

Car les auteurs et artistes ont mieux que jamais réussi à faire entendre leurs demandes, ces dernières années, particulièrement dans la période où M. Clément Richard dirigeait le ministère des Affaires culturelles. L'exposition Picas-

so demeure parmi ses meilleures réalisations. L'arrivée de M. Gerald Godin à ce portefeuille (même si son règne pourrait s'y avérer éphémère) a également enthousiasmé les milieux de la création. La rencontre d'hier reflétait donc un courant d'affinités qui persévère.

À part l'interlude de M. Jean-Paul L'Allier, qui fut un ministre très apprécié de divers artistes et promoteurs de la création, le Parti libéral du Québec, depuis 1970, est rarement parvenu à traiter le dossier culturel avec la compréhension et l'adresse nécessaires. En Claude Trudel, ancien sous-ministre adjoint et spécialiste de l'édition, le PLQ semble s'être trouvé un porte-parole cohérent et capable de réflexion. Mais la culture obtiendrait, sous un gouvernement libéral, une part nettement plus mince des budgets.

L'emploi pour les jeunes. Telle semble être la préoccupation majeure des libéraux provinciaux, en conformité avec leurs documents et travaux depuis 1982. Un colossal rassemblement de 4 500 jeunes, tenu hier après-midi à l'aréna Paul-Sauvé, démontrait non seulement la redoutable efficacité de l'organisation

libérale mais aussi la puissance mobilisatrice de leur thème. «Pour nous, la question jeunesse, c'est la nouvelle question nationale», s'exclamait hier le député de Saint-Jacques, M. Jean-François Viau.

Il ne croyait pas si bien dire. Peu après, un groupe de jeunes supporters de M. Bourassa entonnaient à nos oreilles l'espiègle chant nationaliste de célébration: «Mon cher Robert c'est à ton tour de te laisser parler d'amour...»

Au total, une foule grouillante, délirante, se déployant par grands mouvements ondulatoires au gré des animateurs, rappelait la ferveur de l'assemblée préférendaire des «Yvettes» et même un célèbre rassemblement en faveur de l'équipe de Jean Lesage au Palais du commerce en 1960.

Une machinerie moderne, appuyée par un réflecteur mobile et des projections de vidéo sur grand écran, de même que la musique de «Flash Dance» («What a feeling») pour accueillir Robert Bourassa, tout avait été mis en place pour canaliser l'enthousiasme de cet auditoire remuant.

On avait parfois l'impression que la politisation de ces jeunes est peu profonde. La traditionnelle nomenclature

des candidats du parti se brisait sur un mur de silence et d'indifférence. Ces jeunes, qui semblent ignorer les noms des porte-couleurs de leur parti savent-ils que le PLQ, après avoir préconisé la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans, assortit maintenant l'aide apportée aux jeunes prestataires à des conditions, notamment une confirmation des activités d'insertion dans le milieu du travail?

Parmi une brochette d'orateurs soigneusement décalqués pour la circonstance (MM. Luc Harvey, Pierre Paradis, Daniel Johnson et Jean-François Viau, qui ont suivi M. Piédro Perrino, président de la Commission jeunesse), le candidat dans Lac-Saint-Jean, M. Luc Harvey, a fait allusion aux drapeaux que les péquistes ont tant demandé aux jeunes de brandir. Il affirmait ensuite: «Le seul moment où les jeunes ont revu ces drapeaux, c'est sur leur chèque de Bien-être social.»

Faisant appel à toute la jeunesse du Québec, M. Robert Bourassa a déclaré que son droit au travail avait été compromis pour des idéologies. Il touchait des cordes sensibles. Son parti, selon les sondages, effectue une percée chez les jeunes de 18 à 25 ans qui n'ont pas de souvenir précis de sa manière d'exercer le pouvoir, sauf une reminiscence de prospérité.

Il arrive que les partis politiques sollicitent l'appui des jeunes et les oublient par la suite. La Commission jeunesse du PLQ est donc appelée, pour l'avenir, à une vigilance encore accrue.

Des réponses
sans lendemain?

Le Conseil du patronat du Québec a trouvé un excellent moyen de faire connaître son point de vue dans la campagne électorale. Il a adressé un questionnaire aux deux partis pour qu'ils exposent leurs positions au sujet de problèmes qui tiennent à cœur aux milieux des affaires. Les questions donnent une idée du genre de gouvernement que veut le patronat et les réponses indiquent que les deux partis sont sensibles aux arguments de la communauté d'affaires. Cependant, rien ne permet de penser que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, fera automatiquement l'affaire du patronat.

Ce qui ressort surtout de ce questionnaire, c'est que le patronat veut un gouvernement responsable. Les temps sont durs et l'État doit surveiller ses dépenses de façon à pouvoir diminuer les taxes et les impôts. En gros, les deux partis lui donnent satisfaction à ce sujet. Ils semblent conscients du fait que les relations entre l'État et l'entreprise privée sont le grand problème économique de l'heure.

Cette situation rappelle la dernière campagne fédérale quand conservateurs et libéraux cherchaient aussi à tenir à peu près le même langage au sujet du rôle de l'État dans l'économie. M. Mulroney avait mûri sa position depuis des mois alors que M. Turner essayait de donner en quelques semaines une nouvelle allure à son parti. Depuis lors, les deux ont faibli dans leur détermination à mettre de l'ordre dans les finances et à faciliter les rapports entre le gouvernement et l'entreprise privée.

Les conservateurs se sont révélés des réformateurs timides: ils ont mis fin rapidement aux excès flagrants de leurs prédécesseurs, notamment le Programme énergétique national et FIRA, mais ils se montrent faibles quand il s'agit de réformer la fiscalité ou de diminuer les dépenses sociales inutiles. De leur côté, les libéraux de M. Turner sont plus fidèles à leur tradition des vingt dernières années qu'à leur programme d'il y a un peu plus d'un an.

Bref, les partis fédéraux ont tenu des propos plus énergiques à l'adresse des hommes d'affaires avant les élections qu'après. La responsabilité de gouverner ou d'être l'opposition parlementaire tend à diluer la force de la pensée préélectorale.

Le même phénomène pourrait se produire dans le cas du Parti québécois et du Parti libéral du Québec. Dans un an, l'un des deux aura formé le gouvernement et l'autre sera l'opposition officielle. Ils n'auront guère le loisir et le penchant de revenir sur les réponses si pondérées qu'ils ont faites au questionnaire du CPO. Sans renier leurs intentions, ils risquent de les laisser sombrer dans l'oubli.

Chacun à sa façon, M. Johnson et M. Bourassa font miroiter des relations plus harmonieuses entre le gouvernement et l'entreprise privée. C'est important pour la santé de l'économie et pour la création d'emplois. Il faut, cependant, qu'ils fassent connaître leurs vues à une audience plus large et qu'ils s'engagent devant les électeurs à prendre les mesures nécessaires pour assainir les finances publiques, remettre l'économie sur la bonne voie et faciliter l'épanouissement de l'entreprise privée.

Frédéric WAGNIÈRE

REVUE DE PRESSE

Un projet de loi douteux

Le projet de loi du ministre de la Justice, John Crosbie, contre la sollicitation, éliminera très certainement les prostituées des rues, mais à quel coût?

Nombreux sont les Canadiens, il va de soi, qui seraient heureux que les prostituées ne puissent poursuivre leurs activités sur la rue. Celles-ci, devons-nous avouer, se sont avérées très nuisibles dans plusieurs grandes villes du pays.

Malgré tout, le projet de loi C-49, sous plusieurs aspects, est sujet à critique.

Ainsi, il confère aux policiers des pouvoirs extrêmement étendus: ces derniers, selon les modalités du projet, pourraient même appréhender sur la rue tout couple surpris à converser.

La définition de lieu public, par ailleurs, est très évasive et pourrait donner lieu à de nombreux abus.

Quoi qu'il en soit, ce projet de loi fait fausse route en refusant de reconnaître que la

prostitution n'est pas illégale, au Canada.

Si elle n'est pas illégale, il est impératif de trouver un moyen de rendre justice à ceux qui sont offensés à la vue des prostituées qui agissent en toute légalité...

La légalisation des bordels représente peut-être une solution radicale mais il faut admettre que les maisons de prostitution permettraient d'écarter les prostituées de la rue et, encore plus, éviterait au législateur le risque de contrevenir aux droits de l'individu.

The Medicine Hat News

Le ministre de la Justice, John Crosbie, assure que son projet de loi sur la sollicitation, qui confère des pouvoirs discrétionnaires aux forces policières, ne prêterait pas le flanc à des abus. Ce n'est pas suffisant.

M. Crosbie a raison d'affirmer que les Canadiens en ont assez de voir les quartiers res-

dentuels envahis par les prostituées. La forme de harcèlement que pratiquent les prostituées et leurs clients n'a sa place sur aucune artère publique, encore moins dans les quartiers résidentiels.

Le projet de loi Crosbie est dangereux, toutefois, en ce qu'il permet l'arrestation des individus dans des endroits publics — bars ou restaurants par exemple — sous prétexte qu'ils sont soupçonnés d'acheter ou de vendre des services à caractère sexuel.

M. Crosbie ne nie pas cette interprétation mais affirme qu'il est «peu probable» que les policiers utilisent leurs pouvoirs discrétionnaires dans de telles situations.

Ces assurances ne suffisent pas. Rappelons que M. Crosbie et les conservateurs de l'Opposition avaient jeté les hauts cris contre de tels pouvoirs discrétionnaires lorsque l'ex-gouvernement libéral — après réception du rapport d'une commission royale d'enquête

sur les activités illégales de la GRC — avait voulu légiférer de façon trop laxiste sur la création d'une agence canadienne de sécurité.

On avait cité en exemple l'incendie criminel d'une grange au Québec, où on soupçonnait des felquistes de se réunir, par des enquêteurs de la GRC.

Les autorités avaient prétexté que cette forme de «harcèlement» avait été employée sous prétexte que la fin — la lutte au crime — justifiait les moyens. La vérité, lorsqu'elle éclata, se révéla très différente. Les pouvoirs discrétionnaires qu'avait utilisés la GRC avaient, dans ce cas, pour objectif de discréditer certains individus à des fins politiques.

Que ce soit au nom de la prostitution ou de la sécurité nationale, il est essentiel de protéger les droits des individus de déambuler sur la place publique ou d'agir à domicile sans risquer d'être pris à partie par les policiers.

The Saskatoon Star-Phoenix

L'éducation à la santé et à la sécurité du travail: à l'école

On n'insistera jamais assez sur le rôle de l'école pour sensibiliser les jeunes à la santé et à la sécurité du travail. Pourtant, les statistiques démontrent que les accidents sont fréquents en milieu scolaire. En effet, selon la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), en 1984, le coût annuel moyen des accidents du travail dans le secteur de l'éducation s'est chiffré à plus de 13 millions de dollars, alors que 7374 accidents ont été déclarés.

Le secteur de l'éducation est donc moins sécuritaire qu'on semble porter à le croire, d'autant plus que ces chiffres ne représentent pas un portrait fidèle de la situation. De fait, plusieurs accidents ou maladies du travail ne sont pas déclarés à la CSST ou sont indemnisés par nos assurances collectives. Et les coûts indirects dus aux accidents vont jusqu'à multiplier par quatre ces premiers chiffres.

Par ailleurs, toujours selon la CSST, la majorité des accidents du travail arrivent aux personnes âgées de moins de 35 ans, les victimes les plus nombreuses ayant entre 20 et 24 ans.

Cette réalité suffit à elle seule à démontrer que l'école ne joue pas pleinement son rôle de lieu d'apprentissage d'habitudes de prévention et de comportement sécuritaire. Faute de moyens et sans doute par négligence, certaines écoles sont moins sécuritaires que bien

des entreprises: problèmes de poussière, défauts d'entretien, d'aération sont plus fréquents que le seuil normal et acceptable. Si bien que plusieurs établissements scolaires ne répondent nullement aux normes imposées aux industries. Une telle situation frise le scandale.

Manque d'eau potable, locaux trop petits, portes de secours verrouillées, bruit, présence non contrôlée de produits toxiques, poussière, fumée, gaz, vapeurs, solvants, systèmes de ventilation inadéquats, poste de travail inadéquat, équipements peu sécuritaires, matériel de premiers secours non disponible ou inadéquat, absence de moyens de protection individuelle et collective sont monnaie courante dans bien des établissements où il suffirait pourtant d'appliquer la réglementation existante en matière de santé-sécurité pour améliorer grandement la situation.

On ne peut non plus ignorer l'importance d'un milieu adéquat. De fait, dans un environnement sain, certaines habitudes changeraient. Cela éviterait sans doute à certaines directions d'avoir à débrancher les sonnettes d'alarme de peur qu'elles ne détectent des anomalies. L'éducation à la santé-sécurité est malheureusement fort déficiente à tous les niveaux.

Pour sa part, la Centrale de l'enseignement du Québec croit fermement à l'importance de l'éduca-

tion à la prévention. Celle-ci devrait être partie intégrante de tout profil scolaire, et il revient au ministère de l'Éducation d'y voir. Par ailleurs, un plan de santé-sécurité doit faire partie intégrante de chaque programme de formation professionnelle qui se respecte.

D'ici là et face à des lacunes criantes, la CEQ a mis à la disposition de l'ensemble des écoles des niveaux primaire et secondaire du Québec un cahier pédagogique visant à développer chez les jeunes une prise de conscience de la santé et de la sécurité au travail et de la nécessité d'un comportement sécuritaire tant pour l'élève lui-même, que pour son entourage.

Plus de 70000 exemplaires ont été acheminés aux personnels des établissements scolaires qui, dans le cadre d'une intervention spécifique qui se déroule jusqu'au 22 novembre, les utiliseront avec enthousiasme.

Bien que le secteur de l'éducation ne soit pas «reconnu prioritaire» par la CSST, nous croyons que le ministère de l'Éducation devrait apporter davantage d'attention aux besoins des écoles. Celles-ci, par définition, ne se doivent-elles pas d'être les lieux de formation par excellence de la main-d'œuvre de demain?

Pietro MONTICONE
vice-président CEQ

L'équité dans les débats

M. Marcel Adam

Il m'arrive souvent de ne pas être en accord avec vos opinions et même à ce moment vous m'apportez un point de vue très différent du mien: vous m'aidez à penser.

Malheureusement, votre chronique du mardi 12 novembre «John-son craignait-il d'affronter Bourassa?» m'a profondément déçu.

Vous embarquez à pieds joints dans les stratégies grosses comme le bras de Monsieur Bourassa, comme, hélas, une trop grande partie de la presse écrite et parlée. Au nom d'un «légalisme» dont ils se moquent, les commentateurs foulent aux pieds «l'équité» fondamentale que devraient viser nos lois. Si M. Johnson avait accepté immédiatement l'idée d'un combat singulier je suis convaincu, du moins j'ose l'espérer, que les commentateurs auraient fustigé sa conduite. Car, qui devrait se permettre de bafouer directement l'opinion de 8 à 12 p. cent des citoyens du Québec (selon les sondages)?

Ces personnes ont droit au respect de leurs engagements. Qu'on accorde aux chefs des «petits» partis un temps d'écoute équitable, ce qui ne veut pas du tout dire égal, m'apparaît important pour notre démocratie et cela peut se faire sans tuer l'attrait polémique d'un tel débat: car ce débat devrait être passionnant comme nous le souhaitons toutes et tous.

Michel PERREAULT
Montréal

Réflexions en marge de la campagne électorale

Voici quelques observations qui me sont venues à l'esprit en suivant la campagne électorale en cours.

1) Le Parti québécois a toujours l'indépendance du Québec comme objectif premier inscrit à l'article 1 de son programme, mais n'en parle aucunement si ce n'est pour dire que la présente élection ne porte pas sur l'indépendance. C'est un peu comme si la première clause d'un contrat de mariage prévoyait que l'objectif premier de l'un des époux était de se séparer: cela ne fera pas des enfants forts...! Ayons un minimum de logique!

2) M. Johnson a réussi à se faire élire président du Parti québécois et premier ministre en laissant croire aux membres de ce parti qu'il était toujours indépendantiste, mais pas pour tout de suite, because le «beau risque» fédéraliste... Il essaie maintenant de convaincre l'électorat du Québec que la notion indépendantiste-fédéraliste n'est pas l'enjeu de la campagne, même s'il est toujours indépendantiste... sans le dire!

Sommes-nous assez naïfs comme collectivité pour tomber dans cette double trappe? Sommes-nous assez sots pour nous faire «empriser» de la sorte? Ou avons-nous été tellement profondément «traumatisés» par la période référendaire que nous sommes redevenus à M. Johnson de son éviter de revivre cette question? Si nous ne prenons garde, le réveil risque d'être brutal le 3 décembre 1985, si les ténors indépendantistes encore au PQ sont reportés au pouvoir. Ils vont sûrement nous la faire revivre cette question, sous une forme ou sous une autre.

3) L'image semble d'extrême importance dans cette campagne. On aime bien l'image de M. Johnson, au point d'en oublier qu'il était membre du parti au pouvoir depuis 1976. Par exemple, il projette l'image de celui qui va régler le problème des urgences dans les hôpitaux. Oublierions-nous qu'il a été incapable de le régler alors qu'il était ministre responsable de ce secteur?

On aime moins l'image de M. Bourassa au point d'en oublier ses réalisations de 1970 à 1976, son expérience et son retour politique spectaculaire, sans oublier sa participation très importante au référendum. J'ai l'impression d'assister au concours du plus bel homme ou de la plus belle femme de l'année. Laissons M. Johnson soigner son image dans l'opposition comme M. Bourassa l'a fait pendant quelques années: on verra ce qui en restera!

4) Oublie-t-on que nous avons le privilège d'avoir en Robert Bourassa un homme jeune et intelligent, mature, qui a l'expérience du pouvoir, le privilège de quelques années de réflexion sérieuse de par le monde entier, et surtout qui est prêt à «reprenre le collier pour un autre mandat»? Son image: Quelle importance! La seule question véritable: Qui formera le gouvernement le plus apte à gouverner le Québec pour les quatre prochaines années? Il ne faudrait quand même pas camoufler cette question et oublier la réalité pour ne voir que l'image.

5) Le Parti libéral est au moins clair sur un sujet: il est fédéraliste. Faudrait quand même pas l'oublier. Si le PQ est fédéraliste, qu'il modifie son programme ou, au minimum, que son chef l'établisse clairement et prenne l'engagement de modifier le programme: On pourra alors à loisir comparer les deux partis quant au reste de leurs programmes respectifs! Je mets M. Johnson au défi de se prononcer aussi clairement là-dessus: On verra quels remous cela créera dans le PQ. Même Jean-Guy Pa-

rent, le candidat-vedette, a déjà viré capot sur cette question: cela présage bien pour l'après-élections...

Robert Bourassa en novembre 1976, quelques jours avant l'élection: «Ne laissez pas le renard (PQ) entrer dans le poulailler.» Le renard semble prêt à tout pour demeurer dans le poulailler; mais le maître renard peut-il nous indiquer où il se situait avant son revirement idéologique récent? Le maître renard fera-t-il au peuple québécois la même «job» qu'il vient de compléter contre M. René Lévesque.

6) Où se situent les deux principaux partis sur certaines questions importantes:

a) dans les programmes?
b) dans les déclarations publiques des chefs et principaux candidats?

Exemple No 1:
Le PQ, social-démocrate, est contre la parité de l'aide sociale aux moins de trente ans. Le Parti libéral, promoteur de l'entreprise privée, est favorable à cette parité. Allez essayer d'y comprendre quelque chose. Heureusement, le ridicule ne tue pas!

Exemple No 2:
Le PQ, encore indépendantiste, semble absolument favorable au libre-échange avec les USA, tandis que les libéraux prônent des échanges plus libres avec les USA, de crainte qu'une trop grande intégration économique mène à un désir de trop grande intégration politique.

Exemple No 3:
Que nous propose-t-on exactement comme rôle du secteur public? Le PQ s'est bien fourvoyé dans la privatisation de la SAQ: Que veut-il faire exactement dans ce dossier? Quelle serait la solution de rechange des libéraux?

7) La confusion la plus totale semble régner dans l'électorat. À preuve, les résultats des récents sondages rendus publics le 2 novembre. Mais cette confusion semble être encouragée par les deux principaux partis en lice qui font des pirouettes pour ne pas nous indiquer clairement où ils se situent. Aurons-nous un gouvernement élu le 2 décembre 1985 sans savoir pourquoi nous l'avons élu?

8) Où sont les gros candidats de M. Bourassa? Quelles positions ont-ils prises à ce jour dans la campagne? Où sont les ténors péquistes, candidats défaits à la chefferie et autres? Le silence est-il d'or même pendant une campagne électorale?

9) Le peuple veut du changement et se retrouve devant le PQ «déguisé» et camouflé, affaibli par des départs nombreux, déchiré par des querelles internes, mais assoiffé de pouvoir. Admettons que comme possibilité de changement, à première vue cela a l'air mince, à moins que l'on commence à respecter notre intelligence d'électeur et à bien afficher à quelles enseignes on se situe.

10) Faudrait peut-être aussi que certains anglophones cessent de rechigner sur le bill 22 et le rôle de Robert Bourassa sur ce sujet. En rétrospective, Bourassa n'a-t-il pas démontré que le bill 22 était correct, forçant ainsi le PQ à aller trop loin sur ce terrain avec la loi 101?

Espérons que mes réflexions auront contribué à dissiper un peu de confusion, ou encore à convaincre les candidats d'être un peu plus clairs dans leurs discours.

P.S. Au fait, j'ai l'intention de voter libéral, et de prendre le beau risque Bourassa, parce que j'ai au moins la certitude que ce sera un beau risque fédéraliste.

Norman MONTCALM
Ville Mont-Royal

La vieillesse: deuxième jeunesse?

À 65 ans, disent les statistiques (des compagnies d'assurances), 45% des hommes qui ont eu 25 ans en même temps sont déjà morts! Sur les 55 sur 100 qui restent, ce n'est pas une assurance (sic), 28 vivent aux crochets de la société... Si d'aucuns doivent encore travailler ou jouissent d'une retraite dorée, ils ne sont pas pour autant à l'abri du poids de la vieillesse, selon Claire Dutrisac, sur quatre «i»: l'insécurité, l'inactivité, l'inutilité et l'isolement!

Voilà pourquoi tant de «vieux», riches ou pauvres, sont malheureux, parce que ce ne sont pas les assurances ni le compte en banque qui apportent le bonheur. «Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il perd son âme? On a déjà entendu cela. Perdre son âme, c'est perdre le sens de la vie, de ses peines et de ses joies.

Les quatre «i» d'ailleurs ne sont pas exclusifs à la vieillesse. Parce que le sens de la vie s'acquiert avec le temps, l'insécurité, l'inactivité, l'inutilité ou l'isolement peuvent peser plus lourdement sur les

épaules du jeune homme ou de la jeune fille que les aspérités de l'existence n'ont pas encore endurci(e).

Les mots cependant sont un bien mince prix de consolation pour les maux de la vieillesse. Bien sûr, les plus vigoureux et les mieux nantis peuvent remercier le Ciel d'être parvenus à un troisième ou quatrième âge, d'être des aînés qu'on envie parfois, des sages qu'on consulte, des patriarches qu'on admire — sans nécessairement aimer — jusqu'à leur centenaire, mais pour parodier Victor Hugo: combien de jeunes qui sont partis joyeux pour une course lointaine, sont déjà disparus dans un abîme sans fond?

Quand on s'arrête à penser qu'on vogue encore sur cet océan insupportable de la vie, je crois qu'on peut être heureux de vivre et de pouvoir espérer atteindre un port qui se trouve sûrement quelque part par delà les flots et les tourments de toutes sortes.

C'est la lutte en mer, pour la vie, qui fait vivre, et non le farniente, les bruits et les folies du rivage. Le

sens de la vie, c'est la foi dans une planche de salut qui peut assurer des bonheurs plus sûrs que ceux laissés à l'embarquement. Et comme l'Au-delà, à ce que l'on sache, est sans retour, la vieillesse n'est-elle pas une deuxième jeunesse, celle de la vie éternelle, et combien plus belle que celle qui a marqué le départ de la course à ce que la sagesse biblique appelle les «illusions de ce monde»?

Le véritable âge d'or n'est-il pas celui de la foi en ce que réserve la jeunesse éternelle, même si les quatre «i» font ployer des épaules croulantes?

Les vieillards malheureux sont ceux qui n'ont pas la foi. C'est leur manque de foi en effet qui les rend si souvent plus tristes que la jeunesse qui s'ennuie des petits plaisirs sans lendemain. La vraie jeunesse n'est pas celle qui finit avec l'usure du temps, mais celle qui commence avec la foi ou une vision plus claire du monde à venir.

Gérard LANGLOIS
Québec

La Bourse

Je n'arrive pas à comprendre que dans le cahier Économie et particulièrement à la section «La Bourse», que ce ne soit pas la Bourse de Montréal qui occupe le premier rang de votre journal.

Je suis un cadre, parmi tant d'autres, qui investit une partie de ses économies à la Bourse et il me serait agréable de lire le compte rendu des actions de la Bourse de Montréal en première page plutôt que celui de la Bourse de Toronto, surtout qu'il y a maintenant plusieurs actions d'entreprises québécoises qui ne sont pas inscrites à la Bourse de Toronto.

En tant qu'entreprise montréalaise, LA PRESSE devrait reconnaître une institution qui a fait beaucoup d'efforts pour promouvoir l'investissement au Québec et lui accorder la première page.

Gilles LAUZON
Saint-Léonard
Nous vous donnons satisfaction immédiatement.

Francine OSBORNE
directrice des pages financières

LIBRE OPINION

De grandes manoeuvres dans le brouillard

Après toutes les retombées des événements sanglants de ces dernières semaines, au Proche-Orient, on a le sentiment — du moins en Israël — d'assister maintenant à des grandes manoeuvres, à une espèce de préparation non pas d'un nouveau conflit mais au contraire d'une offensive de paix.

DAVID CATARIVAS
journaliste

Dans les deux camps en effet, et il s'agit essentiellement d'Israël et de la Jordanie, les dirigeants préparent le terrain, essaient leurs armes en vue de l'affrontement — pacifique — qui devrait permettre un progrès de la paix dans cette région.

Le roi de Jordanie cherche, tout à la fois, à se libérer des contraintes de l'accord qui le lie à Yasser Arafat et à l'OLP, à s'assurer le soutien de divers pays arabes — dont la Syrie, adversaire numéro un de l'OLP, et l'Égypte qui l'a précédé dans la négociation avec Israël — et à trouver des Palestiniens suffisamment représentatifs et pouvant être acceptés par Israël. Ce n'est point une tâche facile. Et c'est pourquoi les déclara-

tions — et les fuites — en provenance d'Amman semblent parfois contradictoires. Tandis que le roi Hussein déclare — surtout à la presse occidentale — que les propositions de Shimon Pérès contiennent des éléments nouveaux et positifs, ses ministres — dont celui de l'Information — affirment les positions traditionnelles de la Jordanie et semblent rejeter les démarches du Premier ministre israélien.

La vérité est que pour l'instant le souverain hashémite ne peut ni accepter ces propositions — car il est encore trop lié à l'OLP et pas assez soutenu par le monde arabe — mais ne peut non plus les rejeter entièrement, car il perdrait tout crédit dans le monde occidental et aux États-Unis. Et il ne faut jamais oublier l'élément «relations publiques» et lutte pour la conquête de l'opinion publique qui accompagne les développements politiques dans cette région.

Le roi Hussein rejette donc officiellement l'idée d'une négociation séparée — et signe à cet effet une déclaration commune avec la Syrie — mais laisse cependant la porte entrouverte.

En Israël, M. Shimon Pérès qui

se trouve à la tête d'un gouvernement d'union nationale est bien obligé de tenir compte du «programme» de ce gouvernement qui constitue un compromis entre les positions du Parti travailliste et celles du Likoud. Pour lui la manoeuvre consiste surtout à se démarquer suffisamment des positions de refus qui semblaient être celles d'Israël jusqu'ici pour adopter une position plus positive sans, cependant, prêter le flanc aux accusations des plus farouches de ses adversaires — au sein même du gouvernement.

Il faut se souvenir que M. Shimon Pérès est passé maître dans l'art du «Oui... Non» et a un don pour trouver des formules suffisamment ambiguës.

Les principales pierres d'achoppement avec le Likoud sont la question de la conférence internationale devant accompagner les négociations et la base de ces négociations: Camp David ou Résolutions 242 et 338 des Nations unies. Tous les gouvernements israéliens se sont opposés au principe de la conférence internationale en lieu et place de négociations directes — bien qu'après la guerre de Kippour, en 1973, une conférence internationale eut été convoquée à Genève. Mais c'est sans conférence internationale que l'Égypte et Israël ont négocié la paix.

Aujourd'hui le Premier ministre d'Israël rejette l'idée de confen-

ce internationale mais veut bien accepter des «auspices» de la communauté internationale pour mener la Jordanie et Israël à des négociations directes. Ce seraient ces «auspices», quelles seraient les nations dont les «bons offices» seraient acceptables, tout cela reste dans le brouillard.

Aux Nations unies et à la Knesset, le Premier ministre d'Israël a confirmé que les négociations pourraient être fondées sur les Accords de Camp David. Il n'a pas dit «devraient». Est-ce à dire que si elles se fondaient uniquement sur les Résolutions 242 et 338 des Nations unies Israël renoncerait à la formule de Camp David? C'est ce que le président Moubarak a voulu comprendre. C'est ce que certains ministres du Likoud ont aussi voulu comprendre et à quoi ils s'opposent.

On le voit, le jeu est très subtil mais la volonté israélienne d'avancer et d'avancer aussi rapidement que possible ne fait pas de doute.

Les raisons de cette volonté ne manquent pas: sur le plan intérieur, le premier ministre est convaincu que s'il réussit — après avoir retiré l'armée israélienne du Liban et avoir muselé l'inflation — à amorcer une négociation de paix avec la Jordanie, il pourra en toute sécurité demander un mandat pour poursuivre son action sans avoir à passer la main à M. Shamir d'ici moins d'un an.

Sur le plan extérieur, si l'objectif est d'écarter de la négociation l'OLP de Yasser Arafat, jamais la conjoncture n'a été plus favorable. L'OLP et son chef se sont discrédités, ont connu échec sur échec à Londres, à New York et même à Paris où le président Mitterrand envisage de «réexaminer» la position de la France vis-à-vis de l'OLP. Le moment est donc favorable à l'apparition d'une alternative à l'OLP, alternative qui peut se trouver parmi les Palestiniens de Samarie et de Judée dotés d'une plus grande «autonomie» administrative.

Mais tout cela ne peut se faire ouvertement, au grand jour. Personne ne peut véritablement abattre toutes ses cartes. Il faut donc s'attendre à encore bien des déclarations ambiguës, contradictoires. Mais dans l'ombre, derrière le brouillard soigneusement entretenu de part et d'autre, des pièces sont mises en place pour une construction positive.

Kibboutz Hanita
Israël

NOËL

DÉPARTS 17 et 22 DÉCEMBRE

LA COSTA DEL SOL — L'ESPAGNE TOURISTIQUE

L'endroit idéal pour passer vos vacances au soleil

2 semaines à partir de **1040\$** semaines additionnelles **75\$**

TORREMOLINOS, HÔTEL APARTEMENT BAJONDILLO
FUENGIROLA, HÔTEL APARTEMENT PYR (supplément)

EN EXCLUSIVITÉ

MONTRÉAL 4484, rue Saint-Denis 911, rue Beaudry Centre Domestique Galerie Marmontelle Galerie Dupuis	SAINT-EUSTACHE 845-8223 273-7755 334-9991 331-9991 844-8416	GRANBY 473-6634 2, rue Court ROCK FOREST 563-3788 Place Mc-Vellan DRUMMONDVILLE 679-3777 918, boulevard Saint-Jacques
LA SALLE Place Newman	BROSSARD 364-6780	RÉGION DE QUÉBEC 673-5353
LAVAL Centre Laval	VALLEYFIELD 667-0880	SAINT-JOY 377-7470
FABREVILLE 3122 e., boulevard Dagenais	SAINT-HYACINTHE 346, rue Saint-Denis	NUCHATEL 773-8291

DÉTENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC

394, Laurier ouest.
Montréal 273-2484

À Mme Claire Dutrisac

C'est avec un sentiment de vénération mêlé de mélancolie que j'ai appris que Madame Claire Dutrisac quittait LA PRESSE et qu'elle ne signerait plus la chronique Vieillesse dans le cahier magazine PLUS, pour prendre une vraie retraite, que nous lui souhaitons remplie de sérénité et de bonheur.

Parmi tous les articles de presse publiés de nos jours, sa chronique était l'une des plus valables car elle touchait la dignité humaine en manifestant une empathie, un intérêt indéfectible envers nos aînés. Madame Dutrisac projette l'image de ce que revêtait la véritable grandeur, l'authentique beauté, l'ultime richesse.

À défaut de lui voir confier un

ministère avec adjoints et collaborateurs, il devrait y avoir un département de gérontologie universitaire portant son nom. C'est l'université Concordia qui a mis sur place un Institut des sciences féminines portant le nom de Simone de Beauvoir, sans doute inspiré par Le Deuxième Sexe.

C'est en lisant La Vieillesse de Simone de Beauvoir que l'on se rend compte que tout l'amour d'un monde de justice est dans le cœur de Mmes de Beauvoir et Dutrisac et que ces deux femmes remarquables nous montrent la vraie nature de la noblesse.

Jeannine GINGRAS
Montréal

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe» — Enregistrement numéro 1400. «Port de retour garanti».

ABONNEMENT Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 18 h.	285-6911	ANNONCES CLASSÉES Commandes du lundi au vendredi 8 h à 17 h.	285-7111
RÉDACTION	285-7070	Pour changer du lundi au vendredi 9 h à 16 h 30.	285-7205
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES Détailants	285-7202
COMPTABILITÉ Grandes annonces	285-6892	National, Télé-Press	285-7306
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carières et professions, nominations	285-7320

Québec 85

LE 2 DÉCEMBRE

Qui a peur?

Parce qu'il accreditait l'étonnante interprétation de la Loi électorale que proposait le Directeur général des élections, M. Pierre F. Côté, on a cru que M. Pierre Marc Johnson avait peur d'affronter son principal adversaire dans un « face à face » télévisé.

C'est maintenant M. Robert Bourassa qui donne cette impression en utilisant tous les prétextes pour fuir l'affrontement qu'il a tant réclamé.

Peut-être le désirait-il vraiment au début, quand il ne savait pas où s'arrêterait l'ascension du PQ amorcée avec l'élection d'un nouveau chef. Peut-être cherchait-il un moyen de faire trébucher celui à qui tous les augures souriaient. Mais à la mi-campagne, après l'échec du projet de Radio-Canada, il a — rassuré par les sondages — brusquement changé d'attitude.

Quand TVA lui offrait 36 minutes de « face à face », il en demandait 60. Mais lorsque le réseau offrit un compromis à 44 minutes, le chef libéral en exigea 75, en plus d'établir les règles du jeu.

TVA s'étant retiré, M. Johnson revint à la charge et proposa, pour le 22 novembre, un débat de 90 minutes. Un vrai « face à face », sans « Coluches » pour jouer les trouble-fête. Seule condition: que les deux partis paient à parts égales le temps d'antenne.

Etonné, M. Bourassa tergiversa. Il trouve la proposition « farfelue et ridicule ». Il est quand même prêt à l'accepter si on change la date (le débat à Télémedia a lieu le même jour) et si le Directeur général des élections lui explique par écrit son interprétation de la Loi électorale.

Cette deuxième condition équivalait à un refus puisqu'il n'appartient pas à M. Johnson de la remplir et qu'elle équivalait à demander à M. Côté de rendre des comptes au chef de l'opposition.

Quand M. Johnson tergiversait, ses stratégies expliquaient qu'on ne devait pas en conclure qu'il avait peur. Il tient à respecter la loi, disaient-ils, mais surtout il veut que le débat ait lieu vers la fin de la campagne afin que M. Bourassa n'ait pas le temps de se remettre de sa défaite.

Ces arguments ressemblaient à des prétextes, mais les hésitations du chef libéral tendent à les accréditer. Il semble donner raison aux conseillers de M. Johnson qui jurèrent que le premier ministre, bête de télévision, ne peut perdre un débat contre un adversaire qui passe si mal au petit écran.

Reste que M. Bourassa paraît avoir gagné la guerre des débats puisque tout indique que le face à face télévisé n'aura pas lieu. Il n'y aura d'affrontement qu'à la radio où le chef libéral est bien meilleur.

Feu l'UN

L'Union nationale ne présente que 19 candidats! Sans argent, sans militants et avec un chef de fortune, l'UN est bien morte et enterrée.

Il ne reste qu'un nom, encore magique à certains endroits, en Mauricie, en Estrie. C'est sans doute pour cette raison que M. Bourassa s'est réjoui de recevoir l'appui de deux anciens chefs de ce parti, MM. Gabriel Loubier et Maurice Bellemare.

Le premier l'a conduit une première fois dans la tombe en 73, alors que le parti a été rayé de la carte électorale. Le second, chef intérimaire après le départ de M. Loubier, lui a donné la respiration artificielle et a présidé, par l'entremise de Rodrigue Biron, à la résurrection temporaire de 76.

Le geste de M. Bourassa est de bonne guerre, mais on peut douter que ces deux nouveaux libéraux soient en mesure de lui livrer le vote unioniste. Avec son seul nom, le fils à Daniel possède un bien meilleur atout.

LOUIS FALARDEAU

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DOIT DEMEURER « VIGOUREUSE »

En matière de culture, Johnson compte éviter le dirigisme

■ Un gouvernement dirigé par Pierre Marc Johnson continuera d'intervenir d'une façon vigoureuse et importante dans la culture. Mais, a dit le premier ministre hier, en s'abstenant de la diriger et de l'orienter.

YVON LABERGE

Devant près de 60 artistes — du théâtre, de la télévision et des variétés — M. Johnson a expliqué que cette intervention en sera une de soutien plutôt que de programme politique.

« Il faudra que l'intervention de l'État demeure vigoureuse et importante, en évitant le dirigisme et la prétention d'orienter la culture dans un sens défini pour des motifs idéologiques ou politiques. »

Dans l'esprit du premier ministre, cette nouvelle façon de faire n'interdit pas à l'État de s'associer à des intervenants du secteur privé, au contraire.

« Il faut, dit-il, que le milieu des affaires prenne davantage conscience qu'investir dans la culture est non seulement une responsabilité sociale, mais aussi un bon placement. »

Partisan de l'ouverture du Québec sur le monde, M. Johnson n'en estime pas moins que la culture québécoise doit être essentiellement francophone et d'expression française. « Mais elle sera d'autant plus forte qu'elle saura se nourrir des autres cultures qu'elle côtoie. »

Bref, M. Johnson croit que la culture est vitale pour le développement social et économique du Québec et, selon lui, c'est pour ça qu'il ne faudrait pas que des hommes politiques y débarquent avec de gros sabots. »

Se portant à la défense de Radio-Québec que son adversaire veut traiter comme les autres sociétés d'État, il a eu ce commentaire: « L'ennui, avec lui, c'est qu'il pense que tout peut s'ajouter et se soustraire: les chiffres, les lettres, les promesses, les votes, les hommes et les femmes. »

Hier soir, le premier ministre était dans le comté montréalais de Dorion. Il s'est notamment rendu à la salle de danse Do-Ré-Mi où il a dansé le sirtaki sur une musique empruntée à Zorba le Grec.

Ensuite, il a tenté sa chance au bingo. La gagnante, Mme Yvette Thérien, en plus de remporter \$25, pourra dîner en tête-à-tête avec le premier ministre. Après le scrutin du 2 décembre, évidemment.

« Si j'avais gagné, a dit M. Johnson en parlant du débat télévisé avec son adversaire, j'aurais invité M. Bourassa. Il n'aurait pas pu le refuser ce tête-à-tête là. »

M. Johnson a terminé sa journée dans Saint-Louis, où il a participé à une soirée portugaise pour le financement de la campagne électorale de cette circonscription du centre-ville de Montréal.

LA RAFFINERIE DE SUCRE DE SAINT-HILAIRE

Johnson a un plan d'action

■ Le premier ministre Pierre Marc Johnson s'engage à tout mettre en œuvre pour sauver la Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire et, par le fait même, l'industrie québécoise du sucre de betterave.

MICHEL GIRARD

Dans la lettre qu'il vient de faire parvenir au président de l'Association des producteurs de betteraves à sucre du Québec, M. Johnson indique cependant que le gouvernement ne pourra pas éternellement investir à fonds perdu dans la raffinerie.

Il est en faveur du maintien de la raffinerie et de l'industrie de sucre de betteraves, mais à la condition de trouver des solutions pour les rendre rentables à moyen terme.

Pour montrer sa bonne foi envers les producteurs, le premier ministre a annoncé la mise en place d'un train de mesures devant contribuer à atteindre cet objectif de rentabilité. Ces mesures qu'un gouvernement Johnson mettrait en œuvre s'il garde le pouvoir le 2 décembre sont les suivantes:

■ Il exercera les pressions requises auprès du gouvernement fédéral pour qu'une vraie politi-



photo Armand Trotter, LA PRESSE

Hier soir, dans le comté montréalais de Dorion, le premier ministre Johnson a dansé le sirtaki sur une musique empruntée à Zorba le Grec. C'était à la salle de danse Do-Ré-Mi.

« Ne lâchez pas la proie pour l'ombre »

■ CHIBOUGAMAU — Il fait nuit sur la ville nordique. L'heure n'a plus d'importance. L'avion se pose. Il neige sur Chibougamau.

YVON LABERGE
envoyé spécial de LA PRESSE

À l'aéroport, plus de 100 personnes sont là à attendre Pierre Marc Johnson et sa suite arrivant de Bagotville. Elles sont là depuis plus d'une heure.

Des poignées de main sont échangées. Quelques mots sont prononcés et le cortège se dirige vers une « brasserie », ce dérivé populaire de la brasserie d'il n'y a pas si longtemps.

Dimanche matin, 8 h 30, plus de 400 personnes se sont donné rendez-vous au sous-sol de l'église Saint-Marcel. Architecture moderne. Il s'y tient un brunch. Au menu: beans, croissants, saucisses et muffins.

Pierre Marc Johnson prend la parole. Il est accompagné du candidat dans Ungava, Christian Claveau, maire de Chapais, la seule autre ville à 100 milles à la ronde.

L'économie de Chibougamau-Chapais, dit en substance M. Johnson, c'est les mines et la forêt. Et il y a aussi le tourisme. Un tourisme nordique. Il faut qu'il se développe, tout autant que le nord, dit-il aux convives.

Pour le secteur minier, le premier ministre ne prend pas d'engagement. Tout juste affirme-t-il que la question du Fonds minier fera surface à un moment ou à un autre, la crise économique ayant enseigné la solidarité.

De la Baie James — tout juste à côté — Phase II, il ne pense pas beaucoup de bien. Il lui préfère le développement hydro-électrique planifié d'Hydro-Québec. Cela n'ayant rien d'un feu de paille, dit-il.

Un avertissement: « Ne lâchez pas la proie pour l'ombre, lance M. Johnson. Ne lâchez pas le Parti québécois pour Bourassa. »

Son épouse, Marie-Louise Parent, qui l'accompagne depuis la veille au Saguenay-Lac-Saint-Jean, apprécie l'effet de la formule. Elle sourit. L'effet est le même dans l'assistance qui apprécie.

ÉLECTOGRAMMES

Pas de débat télévisé

■ Pour la troisième fois depuis le début de la campagne un projet de débat télévisé est tombé à l'eau. Après l'échec des projets de Radio-Canada et de TVA, M. Johnson avait proposé à son adversaire d'acheter ensemble 90 minutes au réseau TVA pour un face à face. Mais M. Bourassa n'a pas répondu officiellement à l'offre qui expirait hier midi. Le chef libéral n'a pas contacté son adversaire, se contentant d'expliquer par communiqué — et en assemblée — que même s'il trouvait l'idée ridicule, il était prêt à y souscrire si on changeait la date et si le Directeur général des élections expliquait pourquoi ce débat serait permis et non celui offert par Radio-Canada. M. Johnson en conclut que M. Bourassa se défendait alors que ce dernier dit que son adversaire se couvre de ridicule. Hier soir, une rumeur a voulu que M. Bourassa ait proposé la date du 26 novembre, alors que M. Johnson sera à Halifax pour une conférence fédérale-provinciale. Mais au Parti libéral on nous a expliqué qu'on (avait) lancé ça comme un ballon. »

Asselin fulmine



dossier aussi d'ici à la fin de la campagne.

Douze partis en moins

■ Le nombre de partis politiques est passé de 25 à 13 au Québec samedi quand 12 formations se sont vu retirer leur statut de parti reconnu par le Directeur général des élections puisqu'elles ne présentaient pas au moins 10 candidats. La non-reconnaissance signifie, notamment, que ces partis ne peuvent plus recueillir des contributions ou effectuer des dépenses électorales. Au nombre de ces partis on trouve le Freedom of Choice party, le Parti alternatif du Québec et le Parti communiste ouvrier.

Préoccupations des anglophones

■ Alliance Québec, organisme de défense de la communauté anglophone, met de l'avant certaines revendications durant la campagne électorale. Rappelant que le climat de confrontation et d'agressivité relativement à la langue au Québec s'est dissipé, l'organisme n'en est pas moins soucieux de la viabilité de plusieurs noyaux communautaires d'expression anglaise installés dans les régions. Il réclame que les services du gouvernement et de ses agences soient disponibles en langue anglaise, un accès aux programmes d'éducation des adultes, des garanties législatives en matière de services sociaux et de santé, l'affichage multilinguistique et le rétablissement du droit de vote au niveau scolaire pour les résidents non protestants et non catholiques.

Pauline Marois et les libéraux

■ Quatre candidates libérales, pilotées par Thérèse Laviolette-Roux, ont désavoué la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, Pauline Marois, pour avoir déclaré que l'intégration des travailleuses au foyer dans le régime des rentes du Québec était irréalisable. Soulignant que le PLQ s'est engagé à trouver une solution d'ici à la fin de son prochain mandat, les candidates soutiennent qu'elles privilégient la transformation, partielle ou totale, de l'exemption de personne mariée en crédit d'impôt et le versement des primes requises à même ce crédit d'impôt. À leur avis, l'exemption de personne mariée coûte à l'État \$600 millions par an, ce qui représente plus d'argent qu'il n'en faut pour payer une rente raisonnable.

Des réserves

■ Le leader néo-démocrate, Jean-Paul Harney, ne se réjouit pas plus qu'il ne faut de l'arrivée de la firme Hyundai au Québec. M. Harney fait remarquer que cette compagnie sud-coréenne a une réputation d'anti-syndicalisme.

Québec 85

Plus de 4 000 jeunes libéraux fêtent la « victoire de la jeunesse du Québec »

Dans une ambiance de concert rock, plus de 4 000 jeunes sont venus fêter par anticipation la « victoire de la jeunesse du Québec », selon l'interprétation que la Commission jeunesse du Parti libéral donne déjà à l'élection d'un gouvernement libéral, le 2 décembre prochain.

MARIO ROY

Pour l'occasion, on avait prévu une image-choc. « La question de la jeunesse est maintenant devenue la nouvelle question nationale », a déclaré le plus jeune député du PLQ, Jean-François Viau, 27 ans, du comté de Saint-Jacques.

Après avoir traversé le Centre Paul-Sauvé sous des tonnerres d'applaudissements et au son du désormais classique « What a feeling », échappant à une enthousiaste et souriante bousculade qui a fait les délices des caméras de télévision, Robert Bourassa a pour sa part lancé : « C'est l'histoire qui s'écrit ici, aujourd'hui, avec ces milliers de jeunes qui réclament la victoire du Parti libéral et la défaite du Parti québécois ».

La courte allocution du chef libéral — un résumé des visées économiques et sociales du PLQ — a à maintes reprises été interrompue par une cacophonie de trompettes, de sirènes, de sifflets, et même par l'espèce d'hymne guerrier que les partisans des Nordiques entonnent au Colisée de Québec.

Robert Bourassa était alors debout, des confettis dans les cheveux, devant trois fleur-de-lysés qui s'agitaient au rythme des applaudissements de la foule.

En commençant son discours, Jean-François Viau, a d'ailleurs hurlé : « Messieurs et mesdames les péquistes, n'ajustez pas votre appareil... » La phrase avait une consonance particulière dans une enceinte où, le 15 novembre 1976, le Parti québécois célébrait une historique victoire.

Outre Robert Bourassa et Jean-François Viau, les députés de Brémis-Missisquoi et de Vaudreuil-Soulanges, Pierre Paradis et Daniel Johnson, ont pris la parole. Le candidat libéral dans Lac-Saint-Jean, Luc Harvey, été chargé d'ouvrir la partie du ralliement — qui a duré près de deux heures — réservée aux allocations, coïncées entre deux pro-



Robert Bourassa a traversé le Centre Paul-Sauvé sous des tonnerres d'applaudissements et au son du désormais classique

« What a feeling », échappant à une enthousiaste et souriante bousculade.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

jections de montages magnéto-

Le programme-jeunesse

Il a été difficile d'imposer le silence à cette foule exubérante, et le député de Saint-Jacques, notamment, a dû livrer une performance un peu plus ardue, le contenu du programme-jeunesse du parti, devant un public plus volontiers porté à manifester et à festoyer.

Ceux qui ont tout de même prêté l'oreille ont ainsi appris que le PLQ se propose d'instaurer un système d'évaluation permanente des politiques gouvernementales.

les par rapport à l'évolution du marché de la main-d'œuvre et de mettre sur pied un Conseil permanent de la jeunesse.

Le PLQ promet en outre de favoriser :

- l'incitation à la retraite graduelle et la réduction du temps de travail sur une base volontaire ;
- l'instauration d'un régime d'épargne-recyclage, y compris au sein de la Fonction publique ;
- la mise en place d'un guichet unique donnant accès aux services fédéraux et provinciaux reliés à l'emploi ;
- une révision de la politique des prêts et bourses accompa-

gnée d'un gel des frais de scolarité ;

— l'abolition de la discrimination fondée sur l'âge des bénéficiaires de l'aide sociale.

Tout cela était destiné à constituer la substance de cette sorte de party bruyant et coloré mais discipliné, qui a surtout été superbement organisé, témoignage éloquent de la qualité d'une machine électorale parvenue au sommet de la perfection.

Pour le PLQ, qui misait gros en organisant un tel ralliement en milieu de campagne, l'événement se voulait une démonstration de dynamisme et de solidarité. Pour les têtes dirigeantes de la Commission Jeunesse, il s'agissait d'imposer leur présen-

ce et leur force à l'establishment du parti.

On n'a rien négligé. Se déversant des autobus en provenance de 80 comtés, les jeunes partisans libéraux ont été guidés, conduits tour à tour en parade, pancartes en mains, devant la scène et autour de la patinoire. Tout, absolument tout, même les « vagues » devant agiter les estrades — elles aussi inspirées des foules sportives — étaient prévues au « cue sheet » distribué aux organisateurs de l'événement. Près de 5 000 fanions étaient disponibles, une centaine de drapeaux, cinq ballons de cinq pieds de diamètre.

On avait aussi imprimé 5 000 dépliant exposant le programme « Priorité-Jeunesse » du PLQ.

Francisation: Laurin préfère le PQ pour protéger les acquis

Camille Laurin estime que le PQ demeure le parti politique le mieux placé pour protéger les acquis de francisation du Québec. Et, cela, en dépit de tous les adoucissements qu'un éventuel gouvernement Johnson se propose d'apporter à la loi 101 et malgré le fait, aussi, qu'il déplore avoir dû livrer une dure bataille à l'intérieur même de son ancien parti pour faire accepter son projet de Charte sur la langue.

PIERRE VINCENT

L'ancien ministre péquiste croit, par ailleurs, que les citoyens ont tort de croire que la loi 101 a tout réglé, qu'il n'y a plus de menaces contre le fait français au Québec. Le Dr Laurin, qui se dit heureux d'avoir retrouvé sa vie privée et ravi de ne pas se trouver en campagne électorale aujourd'hui, est plus persuadé que jamais qu'une vraie politique de francisation du Québec passe par l'accession à la souveraineté.

Le Dr Laurin participait, hier,



Camille Laurin

à un débat sur la loi 101. Un débat organisé par le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI), et auquel étaient conviés les candidats de tous les par-

tis politiques se faisant la lutte dans les circonscriptions de Gouin, Mercier, Viau, Crémazie, Rosemont et Dorion. Aucun des candidats des deux principales formations politiques n'a accepté d'y participer. Pas même Gerald Godin, ex-responsable du dossier linguistique dans le cabinet Lévesque. « J'en déduis que le fait français au Québec n'est plus important pour eux », a déclaré l'animateur Roger LeClerc devant une quarantaine de personnes.

Si la question linguistique soulève si peu d'intérêt en ce moment, c'est, selon Camille Laurin, parce que les citoyens se sont enfermés dans une « fausse sécurité », une « sécurité excessive ». « Il n'y a pas assez péril en la demeure pour que les gens se mobilisent, souligne le père de la loi 101, et pourtant nous faisons face à un Canada Bill qui a déjà invalidé les chapitres sur l'enseignement, la justice et la législation de la loi 101, et qui risque également d'invalider le chapitre sur l'affichage ».

Le NPD se contenterait volontiers d'une troisième place, le 2 décembre

Les néo-démocrates et leur chef, John Harney, seront bien heureux le 2 décembre si, comme ils le croient, leur parti termine troisième dans la faveur populaire.

PIERRE VENNET

M. Harney, qui tenait hier après-midi un meeting enthousiaste de ses candidats et de plus de 200 autres militants dans un hôtel de la métropole, ne se fait toutefois pas trop d'illusions sur l'importance de cette troisième place.

« Les électeurs du Québec commencent tout juste à savoir que notre parti existe au Québec ».

Le NPD n'a pas réussi à recruter 122 candidats comme il l'espérait, mais il affirme néanmoins

que les 90 candidats qu'il présente constituent un bon début pour un parti qui a fait son apparition sur la scène provinciale en septembre dernier.

Il était fier de dévoiler les principaux résultats d'un sondage Sonrecom que son parti a fait effectuer entre le 4 et le 12 novembre dernier, auprès de 900 électeurs.

D'après ce sondage, 35 p. cent des répondants croient qu'il serait important que le NPD ait au moins quelques représentants à l'Assemblée nationale. Chez les moins de 35 ans, le pourcentage grimperait à 50 p. cent. M. Harney y voit la preuve que l'idée fait son chemin.

Le chef néo-démocrate est également fier du style de campagne de son parti. « On ne se vend pas comme du savon avec l'argent des contribuables », a-t-il lancé

hier après-midi dans la partie publique du meeting avec ses candidats.

Les candidats ont eu droit à un cours d'organisation d'une « petite campagne ». Le document de travail qui leur a été remis met l'accent sur le porte-à-porte.

« Vous n'avez pas les moyens d'ouvrir une salle de comité, pas d'argent pour la publicité, alors tout ce que vous pouvez faire, c'est du porte-à-porte », recommande le document. Il ajoute : « votre candidat n'a pas tellement de prestige dans la communauté, il n'a pas trop de temps, pas d'argent pour les affiches, les médias boudent tout ce que vous faites. Donc, la seule façon de vous faire connaître, c'est le porte-à-porte ».

PÉQUISTES ET LIBÉRAUX SONT D'ACCORD

Laval deviendra une région administrative distincte de Montréal

Peu importe qui sera porté au pouvoir le soir du 2 décembre, Laval ne fera pas, dans les mois suivants l'élection du prochain gouvernement, partie de la même région administrative que Montréal. Péquistes et libéraux affirment en effet que le temps est venu pour Laval de se détacher de Montréal.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Si le Parti québécois est reporté au pouvoir, les ministres représentant les circonscriptions des régions Laval, Lanaudière et Laurentides sont prêts à appuyer une proposition pour que la deuxième ville du Québec devienne une région autonome.

Le ministre des Affaires sociales, Guy Chevrette, a déclaré que Laval avait tout ce qu'il fallait pour devenir une région. « Par contre, ajoute-t-il, Laval n'a pas à démantibuler deux régions pour en créer une autre ».

M. Chevrette fait ainsi allusion aux six municipalités régionales de comté qui font front commun dans le but de former ensemble une région administrative. Celle-ci regrouperait 32 municipalités ayant une population totale de 553 840 personnes. Les six MRC regroupées sont celles de Laval (qui compte à elle seule 283 000 habitants), Deux-Montagnes, Des Moulins, Mirabel, l'Assomption et Thérèse-de-Blainville.

Toutes ces MRC sont présentement dans trois régions différentes : Laval-Montréal, Laurentides et Lanaudière.

En 1983, François Gendron, alors ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions, avait mentionné que Laval pourrait devenir un jour une région seule. En juin dernier, le ministre Henri Lemay, le nouveau responsable de ce ministère, présentait un décret qui laissait Laval avec Montréal mais coupait en deux la région Laurentides-Lanaudière.

Un CRSSS pour Laval

Lors de l'entrevue à son bu-

reau de comté, M. Chevrette a même mentionné qu'il n'avait pas objection à donner son appui à l'établissement à Laval d'un Conseil régional de la santé et des services sociaux. Ce qu'il réclame le milieu depuis des années. « Il serait toutefois plus facile pour Laval d'obtenir un CRSSS si elle devenait une région seule », précise-t-il.

La semaine dernière, le ministre Bernard Landry, député de Laval-des-Rapides, a déclaré que Laval pouvait être, en elle-même, une région administrative. Il a cependant affirmé son intention de se ranger du côté du maire Lefebvre et de respecter le choix des MRC.

Lors de discussions, le ministre Elie Fallu, député de Groulx (qui regroupe la MRC Thérèse-de-Blainville) a lui aussi laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à un projet à un tel projet. Il n'approuve cependant pas la création d'une région Laval/Bloc-Nord. Le ministre Robert Dean qu'il partage l'opinion de son collègue de Groulx.

Par contre, les candidats libéraux ont majoritairement indiqué leur intention de se ranger du côté des maires des municipalités de leurs régions si leur parti était porté au pouvoir.

Pour sa part, Lise Bacon, députée de Chomedey, a précisé qu'au tout début des pourparlers pour la création d'une nouvelle région administrative, elle prônait « Laval une région », mais qu'elle avait depuis changé d'idée. « Maintenant, souligne-t-elle, il faut débattre étant donné les grandes possibilités économiques d'une région Laval/Bloc-Nord ».

Actuellement, l'équipe libérale régionale de Laval favorise un jumelage avec d'autres MRC pour créer une nouvelle région.

Tous les conseils municipaux des MRC favorables à la création de cette région ont envoyé des résolutions d'appui aux autorités lavalloises. Deux maires ont toutefois indiqué qu'ils n'avaient pas reçu la résolution d'appui du comité exécutif de Laval concernant ce projet.

LES ÉLECTIONS



DE SOULIÉ

Le bain de foule

Les comtés se suivent et ne se ressemblent pas. Ni enseignants, ni fonctionnaires, pas d'empêcheurs de serrer les mains en rond, vendredi soir, pour le premier ministre Johnson. Le bain de foule avait lieu dans le grand centre commercial de Limoilou.

Seul fait saillant de la ballade entre les comptoirs de lingerie ou les étais de bouchers, la rencontre avec un partisan péquiste qui se lance dans un grand discours apologétique et prophétique. Pierre Marc Johnson en rougit presque, mais retrouve tout de suite son ton et ses cibles préférées : les couples avec des enfants, les jeunes caissières. Les enfants, les jeunes familles il les découvre de loin. C'est sur ceux-là qu'il met instinctivement le cap. Il s'intéresse aux âges, note les ressemblances entre frères et sœurs, pour le plus grand plaisir des parents. Pas de rebuffades, les gens âgés, les jeunes femmes, tout le monde serre la main du PM avec le sourire.

Après les auditoires « captifs » des usines de IPL, la veille à Saint-Damien, et de Montel, quelques heures avant à Montmagny, la visite à Limoilou tranche par un ou deux aspects « préparés ».

Les clients du centre commercial, c'est P. M. Johnson qui va les chercher. Mais on sent poindre une organisation, une présence bien peu perceptible lors des deux visites précédentes.

À Limoilou on sent les bonnes vieilles méthodes. Le PM doit manger à la cafétéria du centre d'achat. La gastronomie est absente, mais c'est très démocratique. Bien avant que le chef arrive, une bonne trentaine de partisans, macarons en évidence, remplissent la salle à manger. Et quand la visite sera terminée, un groupe d'une trentaine de militants attendra sagement dans le froid que M. Johnson pousse la porte de sortie pour entonner quelque slogan et applaudir avec conviction.

Le candidat péquiste dans Limoilou, c'est Léopold Fournier. Il est l'ancien président du Carnaval de Québec, et il jouit ici d'une popularité certaine. Jeune, très à l'aise dans son rôle de candidat, il a avec lui des gens qui ont travaillé pour l'organisation du Carnaval, et il circule parmi son public.

À côté de Léopold Fournier, juste derrière M. Johnson, un grand sourire aux lèvres, Fernand Grenier se replonge avec délices dans la foire électorale. L'ancien député Unioniste élu en 1966, battu par un crétiniste en 1970, réélu en 1976, Fernand Grenier avait démissionné en 1979 pour tenter sa chance au fédéral. Battu, il a tenté en vain de reprendre son siège aux complémentaires.

Sa dernière apparition dans le monde de la politique fut au Comité du « non » en 1980. « Quand Claude Ryan nous a évincés du Comité du Non, en disant des choses désagréables sur Rodrigue Biron, je suis rentré chez moi ».

Il replonge avec Léopold Fournier. Il affirme en connaissance de cause : « C'est un très bon candidat qui a toutes les chances de passer. Dans Limoilou, il n'y a que 21 p. cent de fonctionnaires, et ce ne sont pas les mieux payés. Alors il est facile de leur rappeler que sous Bourassa aussi, ça n'avait pas été drôle pour eux ». En remontant un peu plus loin, il pourrait dire la même chose de lui.

Fernand Grenier est là pour « reconstruire la structure du parti ». Du Oui. La politique, personne n'abandonne ça pour un oui ou pour un non.

JEAN-PAUL SOULIÉ

« LES GRANDES VACANCES, CETTE TRADITION NUISIBLE » Un pédagogue suggère plutôt de nombreux congés pendant l'année

■ BRUXELLES — Les grandes vacances d'été devraient être abolies au profit de nombreuses périodes de congé durant l'année scolaire, a suggéré au cours du week-end un pédagogue renommé à un colloque de directeurs d'écoles.

ANDRÉ NOËL
envoyé spécial de LA PRESSE

Les grandes vacances correspondent à l'époque révolue où la majorité de la population travaillait dans les champs pendant l'été, a ajouté M. Antoine Roosen, professeur à l'université de Liège (Belgique).

Le maintien de cette tradition nuisible, selon lui, reflète la rigidité du système scolaire, a-t-il dit à 700 directeurs d'écoles du Québec, de France, de Belgique et d'autres pays et régions franco-

phones réunis à Bruxelles pendant trois jours.

« De nombreuses études démontrent que les enfants seraient beaucoup plus attentifs à l'école s'ils jouissaient de nombreux congés répartis dans toute l'année, a-t-il dit. Des médecins ont noté une baisse de tonus à la fin novembre, par exemple.

« Mais nous nous entêtons à regrouper les congés pendant l'été, comme si les jeunes devaient encore faire les moissons, comme si les activités agricoles occupaient encore beaucoup de gens. »

Funeste rigidité

La rigidité la plus funeste, a ajouté le professeur Roosen, est toutefois celle des horaires quotidiens. Le découpage des journées de classe en périodes de 50 minutes pour une dizaine de matières cloisonnées empêche selon lui les jeunes du secondaire d'établir les

liens nécessaires entre les diverses disciplines.

Il a invité les directeurs d'école à plutôt favoriser « l'interdisciplinarité ».

Dans les premières années du secondaire, a-t-il dit, un seul maître pourrait enseigner le français, l'histoire, la géographie, etc., et un autre les mathématiques et les sciences.

La spécialisation pourrait s'installer progressivement. Et les professeurs de chimie, de biologie et de physique, par exemple, devraient se concerter pour enseigner les grandes lois communes à la science.

M. Roosen a raconté une vieille parabole indienne pour ridiculiser le cloisonnement entre chaque matière. Quatre aveugles rencontrent un éléphant. Le premier touche la trompe et croit toucher un serpent. Le second prend une patte pour un tronc d'arbre; le troisième le ventre pour une jarre, et le quatrième une oreille pour une feuille.

« Si nous laissons s'exercer cette façon de débiter le savoir en tranches, nous risquons tous de devenir aveugles », a dit M. Roosen.

Corrections en cours

Quelques délégués de l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) ont

souligné que certains pays corrigent actuellement cette situation.

En France, le ministre de l'Éducation, M. Jean-Pierre Chevènement, a lancé la semaine dernière une expérience-pilote pour que les disciplines soient enseignées de façon moins sectorielle au secondaire. Des enseignants seront amenés à collaborer pour aborder les mêmes thèmes en français, en histoire et en géographie, par exemple.

En Allemagne fédérale, les élèves ont cours seulement le matin. L'après-midi est consacré à des activités de tous genres liés aux objectifs pédagogiques.

Le directeur d'une école québécoise a raconté comment des élèves avaient pu s'instruire dans plusieurs matières en aménageant un étang.

Dans son discours de clôture, le président de l'AFIDES, Réal de Guire, de Montréal, a lui aussi insisté sur la souplesse.

« Dans l'établissement scolaire, les activités ne peuvent plus être centrées exclusivement sur l'enseignement, a-t-il dit. On ne peut plus oublier la dimension sociale moderne: les familles qui éclatent, les valeurs changées, les vidéos, la musique moderne. »

Fondée à Montréal il y a deux ans, l'AFIDES se réunira de nouveau à Lyon (France) dans deux ans.



Mai 68 à Paris: tandis qu'il brandit un drapeau rouge, un étudiant embrasse sa compagne.

Un autre « mai 68 » ?

■ BRUXELLES — Les pays occidentaux peuvent s'attendre à une explosion violente d'une bonne partie de la jeunesse, a dit au cours du week-end un professeur connu d'une université parisienne, au colloque de l'AFIDES.

Il y a plus de 15 ans, M. Jacques Ardoine, alors professeur à Vincennes, avait prévu quelques mois à l'avance les événements de mai 1968 qui avaient ébranlé surtout la France, mais aussi l'Italie, l'Allemagne et la Californie.

Selon lui, tous les ingrédients sont de nouveau réunis pour pro-

voquer une nouvelle déflagration: chômage endémique, pauvreté croissante des jeunes, incompréhension des pouvoirs en place.

« On présente aux jeunes une vitrine d'abondance, mais on est contraint de leur interdire de s'y servir », a-t-il dit.

« Il viendra un moment où le taux de frustration deviendra tel qu'il débouchera sur une violence bien plus grande et incontrôlable que celle de mai 1968 », a-t-il ajouté au cours d'une entrevue.

Le professeur Ardoine a exhorté les 700 directeurs d'écoles du Québec, de France, de Belgique et d'autres pays francophones présents au colloque à ne pas revenir à l'école rigide d'avant 1968.

« Outrancier »

De nombreux gouvernements voudraient faire entrer l'école dans une phase de régression en imposant les valeurs d'antan, ce qui est « outrancier », a affirmé M. Ardoine.

Il a reconnu que la pédagogie avait souffert de laisser-aller pendant les 15 dernières années. Mais, selon lui, le vent de liberté qui a soufflé sur les écoles pendant tout ce temps a eu aussi de bons effets.

« Avant, les parents pouvaient dire à leurs enfants qu'ils devaient apprendre l'histoire parce qu'ils devaient apprendre l'histoire. On s'est aperçu que les jeunes n'obéissent plus aussi facilement. Ils contestent les ordres. »

Les écoles ne peuvent donc plus fonctionner selon les anciens schémas, a-t-il dit. Tout en transmettant des connaissances, elles doivent répondre aux attentes des jeunes en formant des êtres complets.

Dans ce contexte, a conclu le professeur Ardoine, le directeur d'école doit exercer une autorité à la fois souple et éclairée et ne pas craindre les contradictions.

Au cours des ateliers, des directeurs ont d'ailleurs souligné qu'ils avaient l'impression d'être coincés entre des exigences souvent opposées. Le sentiment général, c'est qu'on leur demande de faire de plus en plus en leur offrant de moins en moins de moyens.

Le directeur d'une école de Bruxelles a traduit l'opinion de plusieurs en dénonçant les coups de barre successifs à gauche et à droite.

« On nous a d'abord demandé d'être moins traditionnels, a-t-il dit. Et maintenant, on nous critique pour ne pas l'avoir été assez. »

Déficit de Québec-84 épongé

■ Le ministre québécois des Communications, Jean-François Bertrand, a confirmé que son gouvernement et celui d'Ottawa contribueront à éponger le déficit de \$5 millions de la Corporation Québec 1534-1984.

Le ministre n'a cependant pas voulu révéler quel chiffre que ce soit. Il a laissé entendre,

au cours du week-end, que la proposition conjointe des deux gouvernements serait présentée aux créanciers de la corporation.

Selon des sources généralement bien informées, la contribution d'Ottawa s'établirait à 50 cents pour chaque dollar de déficit de Québec 84. — PC



« Nos camions sont maintenant doublement rentables »

Le gaz naturel pour véhicules contribue grandement aux profits d'une entreprise.

LES TÉMOIGNAGES SONT ÉLOQUENTS

L'utilisation du gaz naturel pour véhicules (GNV) permet des économies réelles de 40 % à 45 % et même 50 % sur les coûts de carburant.

De plus, le GNV permet de réduire les frais d'entretien de façon significative: voilà des économies supplémentaires importantes à long terme.

UNE INSTALLATION FACILE

La grande majorité des véhicules à essence peuvent être équipés d'un système à gaz naturel, peu importe l'âge ou le modèle du véhicule. En tout temps et rapidement. Aucun changement n'est apporté au moteur: on n'y ajoute que quelques pièces. Le véhicule peut donc rouler au gaz naturel et, au besoin, à l'essence, en actionnant simplement un bouton de commande. De plus, l'installation est garantie par les centres d'adaptation autorisés.

ET LE DIESEL ?

Si vous avez déjà songé à remplacer vos véhicules à essence par le diesel, comparez: le GNV en offre les avantages, sans les inconvénients. À preuve:

— Un véhicule muni d'un moteur diesel coûte 30 % de plus à l'achat: de 4 000 \$ à 9 000 \$ de plus! Équiper un moteur à essence au GNV ne représente qu'un investissement, après subventions, de 350 \$, plus taxe applicable.

— Un véhicule équipé au GNV peut rouler tant au gaz naturel qu'à l'essence. Le diesel n'offre pas ce choix.

— L'adaptation des véhicules au GNV peut être effectuée en tout temps, alors que l'achat de véhicules au diesel nécessite une longue planification, tant financière que technique.

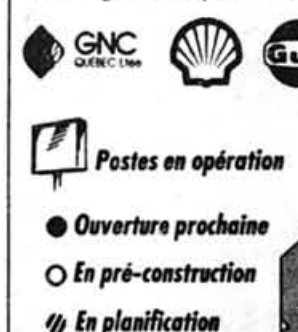
— Le GNV est aussi silencieux à utiliser que l'essence, et plus écologique. Un moteur diesel est bruyant et dégage une odeur désagréable.

ACCÈS DIRECT

Un réseau en pleine expansion!

Le réseau de postes de ravitaillement de gaz naturel pour véhicules s'élargit sans cesse au Québec. En incluant les postes existants, la région de Montréal comptera, à elle seule, 24 stations-service au cours des prochains mois.

Stations de distribution GNV de la région métropolitaine.



ÉQUIPEZ-VOUS À PROFITS!
Communiquez avec nous aujourd'hui-même, en composant le
(514) 598-3333
Nous acceptons les frais d'appel.

Un représentant se fera un plaisir de démontrer combien votre entreprise peut économiser cette année avec le GNV. En moyenne, l'utilisateur récupère son investissement en 6 mois ou moins.

Gaz Métropolitain

OFFRE SPECIALE*

pour un temps limité
Profitez des généreuses subventions de Gaz Métropolitain et du gouvernement fédéral:
équipez votre voiture pour seulement
350 \$ (plus taxe**)
(par véhicule)
Obtenez en plus une valeur de 150 \$ de coupons-rabais sur les pleins de carburant au gaz naturel offert par GNC Québec Ltée!

*Installation standard avec 1 réservoir. Cette offre peut varier en tout temps, sans préavis.
**La taxe provinciale est applicable sur les pleins seulement.

Prenez 5 minutes de leurs nouvelles

Avec l'interurbain Bell, vous pouvez prendre 5 minutes de nouvelles de parents ou d'amis éloignés, n'importe quel soir de la semaine, du lundi au vendredi, dès 18h, et profiter de tarifs réduits d'au moins un tiers.

Cette offre s'applique sur tout le réseau de Bell Canada, au Québec et en Ontario.

Montréal-Toronto 2,18\$*

*les 5 minutes, du lundi au vendredi, de 18h à 23h, avec l'interurbain automatique

L'efficacité passe par Bell

Membre du réseau national
Telecom Canada

Bell



Brigadier Général J. Aird Nesbitt 1908-1985

Les employés, la direction
et les nouveaux actionnaires
ont appris avec une profonde tristesse
la disparition d'un homme
dont l'esprit visionnaire et les qualités d'entreprise
ont créé une institution.

Sa loyauté et son dévouement envers
son établissement, sa ville, ses amis et ses employés
continuera d'inspirer notre vie
et son souvenir demeurera parmi nous.

OGILVY

LA TROUPE REMPLACE LES EMPLOYÉS NOIRS EN GRÈVE Situation « normale » à Baragwanath

JOHANNESBOURG — L'armée sud-africaine a pris la relève des infirmiers et auxiliaires à l'hôpital géant de Baragwanath à Soweto, la grande banlieue noire de Johannesburg, remplaçant les quelque 1 800 grévistes noirs de l'établissement, menacés de licenciement.

À la suite de l'intervention de l'armée (médecins, infirmiers et simples conscrits), la situation était redevenue normale hier à Baragwanath, le plus grand complexe hospitalier d'Afrique du Sud, ont assuré les autorités sanitaires. La veille encore pourtant, après trois jours d'arrêt de travail, la situation était qualifiée de « chaotique ».

Les 1 800 grévistes, quelque 700 aides-infirmières et le personnel

d'entretien journalier, ont tous été menacés de licenciement. La plupart des journaux affirment qu'ils recevront aujourd'hui leur paie et seront congédiés.

Le mouvement, déclaré illégal par les autorités, avait été déclenché pour protester contre les bas salaires des travailleurs hospitaliers les moins qualifiés (environ \$60 par mois) et contre leur statut de temporaires. L'hôpital de Baragwanath dispose de 2 770 lits et emploie 8 000 salariés, parmi lesquels 600 médecins. La cité-dortoir de Soweto où il est implanté compte environ 1,2 million d'habitants.

Entre-temps, l'agitation sociale qui sévit dans tout le pays a fait quatre morts ce week-end alors que l'on assiste à une recru-

descence d'attaques au cocktail Molotov. Hier, les forces de police ont utilisé leurs armes à Sandbult pour riposter aux manifestants qui leur lançaient des pierres, selon la version officielle. Une femme noire a été tuée et trois autres femmes et un homme ont été blessés. La police a également tiré à balles réelles pour disperser des groupes de manifestants dans les cités noires et métisses de Queenstown. Un homme a été tué au cours de ces affrontements. Deux Noirs avaient été tués dans d'autres incidents précédents.

De son côté, la dirigeante nationaliste noire Winnie Mandela continuait hier de défier les autorités qui lui ont ordonné de retourner en exil intérieur à Brandfort. Arrivée samedi soir au Cap,

elle séjourne dans un grand hôtel pour être auprès de son mari, Nelson Mandela, qui se remet dans un hôpital de cette ville d'une opération de la prostate. Son avocat a indiqué qu'elle resterait au Cap jusqu'à ce que son mari, condamné à l'emprisonnement à vie, retourne en prison où il a déjà passé plus de 20 ans.

Pour sa part, le président de la Chambre des mines sud-africaine, M. Clive Knobs, a promis hier l'égalité des salaires pour les mineurs de toutes les races dès que les dispositions favorisant l'accès de certains postes à des Blancs seront supprimées. Des garanties d'emploi seront toutefois données aux Blancs une fois ces pratiques démantelées.

— AFP et Reuter

Thatcher s'engage à faire appliquer l'accord sur l'Ulster

LONDRES — Le premier ministre Margaret Thatcher a déclaré hier qu'elle ferait « appliquer résolument » l'accord signé vendredi entre Londres et Dublin sur l'Irlande du Nord, en dépit de l'opposition des protestants et des « durs » catholiques.

Dans une interview à la chaîne commerciale ITV, Mme Thatcher a déclaré: « Nous essayons de mobiliser tous ceux qui sont contre les hommes qui prônent la violence, car la violence et la démocratie ne peuvent coexister ». Elle a ajouté qu'il « faut donner l'assurance à la population d'Irlande du Nord qu'elle restera britannique à moins qu'elle n'en décide autrement. C'est la politique que nous avons annoncée et nous l'appliquerons résolument ».

À Belfast, les porte-parole protestants ont annoncé leur intention de prendre tous les moyens pour faire échouer l'accord anglo-irlandais, notamment en paralysant le gouvernement de l'Ulster. Les politiciens protestants ont menacé d'abandonner leurs sièges à la Chambre des communes de Londres et de se retirer des organismes dirigeant les services publics de la province, à moins que l'accord ne soit soumis à un référendum.

Londres aurait déjà mis au point des plans d'urgence pour

maintenir les services essentiels en cas d'actions des protestants pour désorganiser ces services. Selon certains journaux britanniques, Londres serait également prêt à dépêcher des renforts militaires en cas de troubles en Ulster.

Mais un porte-parole du ministère de la Défense a démenti ces informations et déclaré qu'on n'avait pris « aucune précaution inusitée ».

À Dublin, le principal parti d'opposition irlandais a annoncé qu'il votera contre la ratification de l'accord sur l'Irlande du Nord, qui doit être discuté mardi par le Parlement de Dublin. Le leader du parti Fianna Fail (nationaliste-centre droit), M. Charles Haughey, a rejeté l'accord des sa signature vendredi par Mme Thatcher et M. Garret Fitzgerald. Pour M. Haughey, farouche partisan de l'unification de l'île, ce texte représente un pas en arrière dans la longue lutte de Dublin pour récupérer les six comtés du Nord de l'Irlande qui sont restés sous contrôle britannique en 1921, lors de la partition.

Malgré l'opposition du Fianna Fail, M. Fitzgerald semble toutefois assuré d'avoir le soutien de la majorité du Parlement pour faire ratifier l'accord.

— AFP et UPI

Le Sierra Leone accusé de complicité dans le putsch raté au Liberia

ABIDJAN — Une querelle diplomatique se prépare, en Afrique occidentale, à la suite de l'accusation portée par le président libérien Samuel Doe contre le Sierra Leone qu'il dit être directement impliqué dans la tentative de coup d'état de mardi dernier contre lui.

En recevant des diplomates à Monrovia, le chef de l'Etat libérien a affirmé que les putschistes dirigés par le général Thomas Quiwonkpa avaient reçu un entraînement au Sierra Leone avant de franchir la frontière à bord d'un camion de la police de ce pays. Toutes les armes utilisées par les rebelles provenaient du Sierra Leone, selon lui.

Le général Doe, dont les propos sont rapportés par la radio privée libérienne ELWA, a aussi déclaré que les putschistes avaient préparé leur coup en Côte d'Ivoire avant de se rendre au Sierra Leone pour établir une jonction avec d'autres rebelles recrutés dans ce pays.

C'est la deuxième fois depuis mardi dernier que le Liberia met en cause son voisin sierra-léonais en raison de l'entretien des relations difficiles. Les rapports du Liberia et du Sierra Leone avaient failli dégénérer en conflit, avec l'envoi de 3 500 militaires libériens à la frontière en février 1983, à la suite d'affirmations d'un journal de Freetown accusant faussement le président Doe d'avoir tué sa femme.

Trois mois plus tard, une nouvelle crise couvait à la suite de l'entrée au Liberia de ressortissants sierra-léonais fuyant la violence politique dans la province de Pujehun. Les rapports devaient toutefois se réchauffer après la venue en septembre 1983 du président Doe à Freetown.

Le gouvernement du Sierra Leone a démenti les dernières accusations du chef de l'Etat libérien.

— Reuter



M. Terry Waite, émissaire au Liban de l'archevêque de Canterbury, a donné une brève conférence de presse, hier, à son passage à l'aéroport de Rome.

photo AP

Une lueur d'espoir pour les 4 otages américains au Liban

BEYROUTH — M. Terry Waite, représentant de l'archevêque de Canterbury, a quitté Beyrouth hier en annonçant qu'il allait rencontrer des responsables du gouvernement des États-Unis pour rendre compte de ses « longs contacts » avec les ravisseurs de quatre Américains au Liban.

« Je retourne maintenant à Londres pour informer l'archevêque de Canterbury. Après quoi je rencontrerai des membres du gouvernement américain. Je partirai pour Washington ou une autre destination cette nuit (la nuit dernière) », a déclaré M. Waite lors d'une brève conférence de presse à l'hôtel Commodore, quartier général de la presse américaine à Beyrouth-Ouest.

« J'ai eu de longs contacts au cours des derniers jours. Il n'y a absolument aucun doute que j'ai atteint les gens qu'il faut (les vrais ravisseurs) et qu'une certaine confiance s'est établie entre nous. Ma qualité d'émissaire indépendant a été respectée, a-t-il ajouté. Des progrès ont été faits, mais la situation reste très difficile et très dangereuse. Il reste beaucoup de chemin à faire », a indiqué M. Waite.

L'émissaire britannique a enfin indiqué qu'il avait des assurances que les quatre otages étaient en bonne santé, mais il a refusé de dire qu'il avait rencontré, soulignant que toute spéculation sur ses démarches à Beyrouth pourraient « coûter des vies ».

À Genève, la Maison-Blanche a exprimé l'espoir que M. Waite réussira à obtenir la libération des otages détenus au Liban et a souhaité pouvoir le consulter. « Nous suivons cette mission de très près et nous serons certainement prêts à entendre le point de vue de M. Waite à Washington ou à Genève », où se trouvent la plupart des proches conseillers du président Reagan, a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat George Shultz s'est entretenu de cette affaire, hier à Genève, avec l'ambassadeur américain à Beyrouth, M. Reginald Bartholomew. M. Shultz a expliqué qu'il avait demandé à l'ambassadeur de venir à Genève « parce que nous avons le sentiment que quelque chose se prépare ».

Par ailleurs, un groupe chiite, l'Organisation des déshérités du monde, jusque là inconnue, a proposé à Beyrouth la libération de quatre Juifs libanais enlevés il y a sept mois à Beyrouth-Ouest, contre celle des détenus de la prison de Khayam, dans la bande frontalière au Liban-Sud. Le groupe accuse Israël de détenir à Khayam plus de 300 « combattants de l'Islam » (moujahidines), ajoutant que cette prison remplaçait celle d'Atlit, près d'Haïfa, dont le millier de détenus libanais et palestiniens ont été libérés cet été par Israël.

— AFP, Reuter et AP

REAGAN GORBATCHEV

Délégation de pacifistes américains

Une délégation d'Américains partisans du désarmement a envoyé une délégation à Genève pour y remettre une pétition réclamant l'interdiction des essais nucléaires qui a recueilli 1,25 million de signatures aux États-Unis. Quelque 700 pacifistes participant à la sixième convention annuelle de la campagne pour le gel des armes nucléaires étaient venus accompagner à l'aéroport de Chicago la délégation conduite par le pasteur Jesse Jackson, ancien candidat à l'investiture démocrate aux élections présidentielles.

Appel pour les Juifs d'URSS

Le premier ministre israélien Shimon Peres et son ministre des Affaires étrangères Yitzhak Shamir ont adressé hier un appel en faveur des Juifs d'URSS au président Reagan et à M. Gorbatchev pour qu'ils accordent à cette question « la place qu'elle mérite » à leur rencontre de Genève. M. Peres a par ailleurs affirmé disposer d'indices selon lesquels l'URSS s'apprêterait à évoquer la question des réunifications de familles juives.

Les réfugiés afghans s'en vont

Une vingtaine de réfugiés afghans qui occupaient depuis samedi soir la cathédrale Saint-Pierre de Genève, pour protester contre la présence soviétique dans leur pays, ont quitté les lieux de leur plein gré, hier en fin d'après-midi. Hier matin, le pasteur assurant le culte interconfessionnel prévu à l'occasion du sommet Reagan-Gorbatchev les avait invités à participer à l'office. À la fin de l'office, les Afghans se sont tous retirés sans la moindre intervention.

Message du pape aux deux Grands

Le pape Jean-Paul II a adressé un message personnel au président Reagan et à Mikhail Gorbatchev, exprimant l'espoir que leur rencontre de Genève permettra le développement d'un dialogue et éloignera le risque de guerre. Le pape a annoncé lui-même l'initiative en s'adressant hier après la prière de l'Angelus à quelques milliers de pèlerins rassemblés sur la Place Saint-Pierre. Rappelant que le sommet de mardi avait suscité des espoirs dans le monde entier, le pape a souligné que « nul ne peut ignorer les difficultés qui se dressent sur la voie des accords souhaités sur les problèmes qui seront examinés, spécialement celui de la course aux armements ». Il a invité la foule à joindre ses prières aux siennes pour une paix qui serait conforme aux espérances de l'humanité.

Reagan agacé par les comparaisons

Le président Reagan est agacé par les commentaires selon lesquels Mme Raisa Gorbatchev serait plus jolie que son épouse, écrit aujourd'hui l'hebdomadaire américain Newsweek. Cette comparaison fait même « bouillir son sang irlandais », écrit le périodique, qui se fonde sur une source non identifiée. Le magazine ajoute que le président en a par-dessus la tête de devoir lire l'énorme documentation préparée par ses collaborateurs en prévision du sommet.

Coquin...

« Vous êtes beaucoup plus beau que je ne le pensais. C'est le président américain qui a fait ce compliment hier à la personne qui occupait le fauteuil réservé au secrétaire général Mikhail Gorbatchev. La complimentée était sa femme Nancy, qui faisait avec son mari la tournée de « la Fleur d'Eau », la résidence choisie par les Américains pour recevoir les Soviétiques demain, premier jour du sommet. Avant de passer aux choses sérieuses, les deux leaders bavarderont une quinzaine de minutes en seule compagnie de leurs interprètes. Ils seront assis près d'un feu de foyer dans de gros fauteuils confortables, ceux-là mêmes que le couple Reagan a testés hier.

« Humeur fantastique », hein ! ...

Pour le reste, Ronald Reagan n'était pas très volubile. Même si un de ses porte-parole le décrivait comme « d'humeur fantastique », il ne répondait que par monosyllabes aux questions créées par les journalistes qui l'accompagnaient pendant son inspection des lieux.

« Allez-vous renvoyer (le secrétaire à la Défense Caspar) Weinberger? », demande un reporter.

« Vous voulez une réponse en un ou deux mots? », lance le président.

« Deux ».

« Diable non », répond Reagan (Hell No).

Quelques minutes plus tard: « Donnez-moi cinq autres mots pour terminer votre phrase ».

« Pas de questions. Je vais tout garder pour Gorbatchev ».

Pas encore découragé (et n'ayant que ça à faire), un journaliste lance:

« Quelle sera votre priorité au sommet? ».

« La paix », dit finalement le président, qui s'éclipse alors, sans préciser s'il veut la faire, ou s'il désire qu'on la lui fiche.

Du chemin à faire...

Malgré tout ce qui a été dit et écrit sur la soudaine conversion des Soviétiques en autant d'agents de relations publiques « Américan style », une seule journée en leur compagnie suffit à démontrer que leur conseiller en communications a encore beaucoup de travail devant lui. Il pourrait suggérer au général Nikolai Cherov d'éviter de crier dans les micros et le faire taire lorsqu'il égrene les « ICBM », « SLBM » et autres « RV » et « INF » pendant plus de 25 minutes en ouvrant une conférence de presse. Autre conseil: ne pas conclure une discussion incompréhensible en disant: « C'est d'une netteté parfaite ». C'est sûr, ils font un effort. Douze spécialistes ont été dépêchés à Genève pour satisfaire les caméras de télévisions occidentales. Mais on attend toujours les transcriptions de « briefings » et de conférences de presse que les Américains produisent en série.

Zamyatine n'a pas de chance

Le camarade Leonid Zamyatine, chef du département de l'Information, n'a vraiment pas de chance. Déjà vendredi, un militant du mouvement pour les droits des Juifs en Union soviétique interrompait sa conférence de presse. Hier, c'était une dissidente fraîchement sortie d'URSS après trois ans de prison qui lui demandait des nouvelles d'Anatoly Koryagin, psychiatre interné depuis 1981 pour avoir critiqué les conditions de détention. « Nous ne poursuivons pas la conférence sur ce thème », a menacé Zamyatine, qui a cependant promis d'en tenir une autre, exclusivement sur les violations des droits de l'Homme. Il a cependant omis de citer une date. La dissidente, Irina Grivnina, 40 ans, a cependant eu droit à une couverture de presse internationale.

JEAN-FRANÇOIS LISÉE
collaborateur spécial

DÉPÊCHES

BRESIL: le Parti démocratique brésilien (PMDB) au pouvoir a remporté 10 des élections municipales qui se sont déroulées vendredi dans 23 capitales du pays et se maintient en tête du scrutin dans six autres capitales, malgré les défaites subies à Sao Paulo et Rio de Janeiro. Dans les anciennes « zones de sécurité nationale » établies par les militaires, le parti au pouvoir a conquis 70 maires sur 176. C'étaient les premières élections depuis le retour à la démocratie en 1984.

GRÈCE: Plus de 100 000 personnes, des étudiants pour la plupart, ont parcouru hier le centre d'Athènes en scandant des slogans anti-américains. Cette manifestation marquait le 12e anniversaire du soulèvement étudiant de novembre 1973 qui précéda la chute des colonels.

Un garçon de 15 ans a été tué lors de heurts avec la police.

BOTSWANA: quatre personnes, dont deux enfants, ont été tuées samedi soir par l'explosion d'une voiture piégée près d'un hôpital de Mochudi, au nord de Gaborone, la capitale. Selon la police, la bombe devait être destinée à commettre un attentat au Botswana ou en Afrique du Sud et aurait explosé prématurément.

OLP-JORDANIE: Yasser Arafat a achevé hier une visite de six jours en Jordanie sans que des progrès sensibles aient été réalisés au niveau de la « nouvelle action commune jordanienne », estime-t-on de bonne source à Amman. Le chef de l'OLP était arrivé mardi à Amman alors que le premier ministre jordanien Zeid Rifai était à Damas pour sceller la réconciliation avec la Syrie après plus de sept ans de brouille.

SOMMET: le président François Mitterrand se rend aujourd'hui à Londres pour le 10e

sommet franco-britannique, qui sera probablement dominé par les problèmes Est-Ouest à la veille de la rencontre Reagan-Gorbatchev de Genève. Les projets de réforme des institutions de la CEE et les rivalités commerciales devraient également faire l'objet de discussions.

AFGHANISTAN: l'Afghanistan a repoussé hier la demande de retrait immédiat des forces étrangères formulée mercredi par l'Assemblée générale de l'ONU en qualifiant la résolution votée d'« illégale ». Radio-Kaboul y voit une ingérence dans les affaires internes de l'Afghanistan.

SALVADOR: les guérilleros du FMLN ont réitéré leur volonté de trouver une solution négociée à la guerre civile au Salvador. Un document signé par des dirigeants du mouvement indique que les guérilleros n'ont pas renoncé à une victoire par les armes mais préfèrent une solution négociée.

PORTUGAL: le chef de l'Etat portugais, le général Antonio Eanes, a décidé d'apporter son « appui ouvert et sans réserves » à la candidature de M. Francisco Salgado Zenha, ancien numéro deux du parti socialiste portugais, à l'élection de janvier 1986. M. Zenha fera la lutte à M. Mario Soares, le chef socialiste défait aux législatives.

POLOGNE: Lech Walesa et la chanteuse américaine Joan Baez ont été ovationnés par quelque 6 000 personnes à l'issue d'une messe célébrée hier en la paroisse Sainte-Brigitte de Gdansk. La chanteuse américaine, effectuant une visite privée en Pologne, a chanté deux chansons pendant la messe.

LON NOL: l'ex-président de la République khmère, le maréchal Lon Nol, est mort hier à l'âge de 72 ans, en Californie. Il vivait aux USA depuis 1975, année où les Khmers rouges l'ont renversé.

FONDS DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

Les religieux et ex-religieux ratifient l'entente de principe

■ QUÉBEC (PC) — Les ex-religieux et religieuses enseignants ont presque à l'unanimité ratifié l'accord de principe intervenu avec le gouvernement du Québec au sujet de leur régime de retraite.

« L'entente que nous venons de voter va enfin permettre à plusieurs de nos membres de prendre leur retraite, et ça va ainsi libérer des postes pour créer de l'emploi. Mais ça n'effacera jamais l'injustice commise envers ceux qui ont été obligés de travailler alors qu'ils auraient dû avoir le droit de s'arrêter », a déclaré à l'issue du vote le président du Comité provincial pour la défense des religieux enseignants sécularisés après 1965, M. Raymond Dolbec.

Cet accord de principe permet à quelque 2 700 personnes de doubler les bénéfices de retraite qui leur étaient alloués pour les années de travail dans l'enseignement avant 1965. En vertu de l'entente, qui doit encore faire l'objet d'une loi et qui devrait entrer en vigueur au plus tard en juillet prochain, les ex-religieux devenus enseignants laïques après 1965 pourront bénéficier de conditions de retraite

légèrement inférieures à celles de l'ensemble du corps enseignant après 35 années de service. Les nouvelles modalités s'appliqueront aux enseignants déjà sécularisés, comme à ceux qui le deviendront dans l'avenir.

Le vice-président de la CEQ, Québec, M. Raymond Johnston, a expliqué que les enseignants qui se seraient normalement retirés après 35 années de service devaient dans les conditions actuelles cumuler jusqu'à 40 ou 45 ans afin de s'assurer une retraite acceptable. L'entente conclue entre le gouvernement, la CEQ et les ex-religieux pourrait permettre de libérer jusqu'à 800 postes, dont la moitié pourraient être comblés par des enseignants actuellement en disponibilité et l'autre moitié, par du nouveau personnel, estime M. Johnston.

Moins de 50 p. cent des ex-religieux et religieuses enseignants se sont prévalus de leur droit de vote. Seulement quatre des 1 040 participants ont rejeté l'entente de principe.

Religieuse libanaise béatifiée

■ CITÉ DU VATICAN (Reuters) — Le pape Jean-Paul II a béatifié hier une religieuse maronite libanaise, sœur Rafka, et appelé une fois de plus à la réconciliation et la paix au Liban.

La cérémonie solennelle de béatification s'est déroulée en la basilique Saint-Pierre en présence de plus de 20 000 fidèles au premier rang desquels avaient pris place Amine et Nicole Gemayel, épouse et fille du président libanais Amin Gemayel. Environ 4 000 Libanais se trouvaient parmi les fidèles.

Sœur Rafka, née au village d'Himlaya, sur le mont Liban, en 1832, entra dans l'ordre maronite en 1871. Elle pria pour connaître les souffrances du Christ et, pendant les trente ans précédant sa mort en 1914, souffrit de mala-

dies atroces et d'une cécité totale.

« Puissent les habitants du Liban trouver dans l'exemple de cette femme énergique, qui a

tant souffert et n'a pas causé de souffrance, un encouragement à progresser sur la voie du pardon, de la réconciliation et de la paix », a dit le pape dans son homélie.



Pour prendre sa place au soleil aujourd'hui, il y a bien des façons. Pour Chantal Houle, 22 ans, de Montréal, la solution a été le bénévolat au sein du Mouvement québécois des chantiers. En un an, elle a appris à mieux se connaître, à

travailler en équipe, à gérer des projets et à administrer des budgets. Aujourd'hui, elle travaille à contrat pour le Mouvement québécois des chantiers.

**PRENDS
TA PLACE
AU SOLEIL**

Voici le tout nouvel

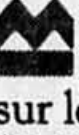
INVESTICOMPTE AVEC CHÈQUES



Faites plus d'argent... et des chèques sans frais!

Oui, ça compte vraiment! Car avec le tout nouvel Investicompte avec chèques de la Banque de Montréal, vous pouvez bénéficier d'un intérêt à taux d'investissement élevé et faire autant de chèques que vous le voulez, sans frais. Oui, ça compte vraiment, car vous profitez...

 d'un intérêt à taux d'investissement élevé sur les soldes de plus de \$3 000

 d'un taux d'intérêt d'épargne intéressant sur les soldes de \$500 à \$3 000

 de chèques sans frais quand vous maintenez un solde mensuel minimum de \$500.

Ça compte vraiment car, en plus, ce compte spécial est offert en fonds canadiens et en fonds américains. Alors, passez vite vous renseigner à la succursale de la Banque de Montréal la plus près! Profitez-en pour ouvrir un Investicompte avec chèques de la Banque de Montréal et commencez à gagner plus d'argent dès aujourd'hui!



Banque de Montréal

Toujours plus pour vous

*Taux en vigueur en date d'aujourd'hui. Peut être modifié sans préavis. Ce taux ne s'applique qu'aux soldes de plus de \$3 000 (taux d'intérêt annuel, calculé chaque jour et payé chaque mois).

7 1/4 %*
Aujourd'hui,
le taux d'intérêt
d'investissement
est de

La
grande
tournée
s'en
vient!

GBS
GENERAL
BEARING SERVICE INC.

POUR QUE
ÇA ROULE

Ouvert le samedi avant-midi 937-7423

1326, rue Notre-Dame Ouest 1915, boul. des Laurentides
5759, rue Hochelaga 805, boul. Ste-Foy (Long)
8909, rue Jerry Est 120, boul. Ste-Croix (St-Laurent)

SERAY
AUTO INC.
HYUNDAI
STELLAR
CHAMBLY
658-4482

CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE

Dr JACQUES TARDY, o.d.
Dr LIONEL RENAUD, o.d.
Dr JACQUELINE TARDY, o.d.

EXAMEN DE LA VUE - VERRES DE CONTACT

1411, rue AMHERST,
angle Sainte-Catherine
527-8978

Apprenez l'
ANGLAIS
avec nos spéciaux
4 semaines **INTENSIVES**
à 199\$ ou
10 semaines **RÉGULIÈRES**
GALOIS
844-5060
Depuis 1965

1410, rue Stanley 

**BAZAR ANNUEL GÉANT
ORT FÉMININ MONTRÉAL
PLACE BONAVENTURE**

Hall d'exposition sud
accès facile par autobus ou métro

Mardi 19 novembre de 13h à 22h.
Mercredi 20 novembre de 10h à 18h.

ENCAN: mardi 19 novembre à 19h.

- Vêtements pour toute la famille
- Articles ménagers - Jouets
- Cadeaux de Noël
- Tissus - Artisanat
- Articles en cuir
- Cases-croûte

AUBAINES
Grandes épargnes
Pour renseignements, veuillez appeler
481-2787


ENTRÉE GRATUITE

COLLECTES DE SANG

■ Le 18 novembre: à l'Université de Montréal, aile U-1, Pavillon Principal, 2 900, boulevard Edouard-Montpetit, de 10 h à 16 h; à la salle de la Légion NDG, 5 455 ouest, boulevard de Maisonneuve, de 14 h 30 à 20 h 30; au Collège de Rosemont, café des étudiants, 6 400, 16e Avenue, de 10 h à 16 h; à Saint-Pierre, hôtel de ville, 69, 5e Avenue, de 14 h 30 à 20 h 30.

■ Le 19 novembre: à l'Université de Montréal, aile U-1, Pavillon Principal, 2 900, boulevard Edouard-Montpetit, de 10 h à 16 h; à Longueuil, à l'école Jean-de-Brébeuf, 1 863, rue Brébeuf, de 10 h à 20 h 30.

CONFÉRENCES

■ L'Association québécoise des professeurs de français, section de Montréal, présente une conférence sur le thème « Le professeur de français et le burn-out » donnée par M. André Savoie, professeur à l'Université de Montréal, le 18 novembre, à 20 h, à l'hôtel Sheraton Laval, 2 440, autoroute des Laurentides. Prix d'entrée: membres, 4 \$; autres, 6 \$.

■ Le mouvement Eckankar présente des causeries d'introduction à Eckankar, le 18 novembre, à 20 h, au 1 319 est, rue Sainte-Catherine. Entrée gratuite. (521-6518), et au 215, boulevard des Laurentides, local 101, quartier Pont-Viau, Laval. Entrée libre. (669-0358).

■ Les Programmes de culture canadienne présentent une conférence du professeur L. Lacroix, avec diapositives, sur l'apport des artistes néo-canadiens sur l'art au Québec, le 18 novembre, à 13 h 30, à l'auditorium de la Banque Royal, mezzanine 2, a. place Ville-Marie. Entrée libre.

■ La Société d'animation du Jardin et de l'Institut botanique présente une conférence de M. Richard Lizotte, guide-trappeur de la Malbaie, sur la survie en forêt, le 18 novembre, à 19 h 30, à la salle André-Michaux du pavillon administratif du Jardin Botanique, 4 101 est, rue Sherbrooke. Il y aura projection du film « Les plantes comestibles en hiver ». Entrée gratuite. Renseignements complémentaires: 252-1179.

■ L'université McGill présente une lecture commentée de Josef Skvrecky, romancier canadien-tchécoslovaque, le 18 novembre, à 18 h, à l' amphithéâtre H. Noel Fieldhouse du pavillon Leacock.

RÉUNIONS

■ L'Association québécoise pour la défense des droits des retraités de Longueuil présente un exposé sur l'administration des biens et la planification successorale, le 18 novembre, à 13 h 30, au 370, chemin de Chambly. Renseignements complémentaires: 670-4192.

■ Les jeunes de 18 à 30 ans sont invités à une soirée de discussion sur le thème « Enfance spirituelle et maturité dans la foi », le 18 novembre, dans le cadre des Lundis de la foi, le 18 novembre, à 20 h, au centre Leunis, 4 100, avenue Vendôme. Renseignements complémentaires: 481-1781 (le jour); 487-5399 ou 484-7783 (le soir).

■ L'Office de la famille du diocèse de Montréal organise deux rencontres pour personnes séparées ou divorcées ou remarriées civilement, les 18 et 25 novembre, à 19 h 30, à la paroisse Saint-Arsène, 1 025, rue Bélanger (métro Jean-Talon). Renseignements complémentaires: 931-7311, poste 311 ou 312.

■ Le Cercle du Graal de la région de Montréal organise une soirée de réflexion sur le thème du bonheur en s'inspirant de l'oeuvre « Dans la lumière de la vérité » de Abd-Ru-Shin, le 18 novembre, à 19 h 30, au 8 305, rue Saint-André. Renseignements complémentaires: Madeleine Sauriol, 389-0348; Diane Charest-Braut, 663-7025.

■ Le Club des lecteurs de la Bibliothèque Municipale de Longueuil invite le public à une discussion portant sur les romanciers anglophones de Montréal, le 18 novembre, à 19 h 30 le lundi, au 100 ouest, rue Saint-Laurent, à Longueuil. Renseignements complémentaires: 646-8611.

■ L'ACEF-Centre invite la population à une séance d'information sur la loi de la protection du consommateur, le 18 novembre, à 19 h 30, au 1 215, rue de la Visitation (métro Beaudry). Renseignements complémentaires: 598-7288.

■ L'Association des Déprimés anonymes invite les personnes se sentant déprimées à participer à des réunions d'échange et de partage, dans un esprit fraternel d'entraide, les lundis, à 19 h 30, au 370, chemin de Chambly, à Longueuil; ainsi qu'à 19 h 15, au 750, rue Saint-Louis, à Joliette (résidence des Soeurs de l'Immaculée-Conception).

■ Le Gesù présente une rencontre de croissance spirituelle selon les exercices de saint Ignace de Loyola, avec le père Florian Larière, s.j., le 18 novembre, à 19 h 30, à la salle du Gesù, 1 200, rue de Bleury (métro Place-des-Arts; stationnement rue Saint-Alexandre). Les frais sont de 2 \$ pour chaque soirée. Renseignements complémentaires: 866-2305.

■ L'Association gnostique internationale de recherche anthropologique tient une réunion sur le thème « L'ère du Verseau: opportunité merveilleuse pour l'éveil intérieur », le 18 novembre, à 19 h 30, au centre communautaire Saint-Joseph, 1 450, rue Pie X, quartier Chomedey, à Laval, local 21. Entrée libre. Renseignements complémentaires: 688-8710.

■ L'Association d'entraide pour le bien-être émotionnel du Québec, organisme sans but lucratif pour les personnes ayant un vécu psychiatrique organise les activités suivantes: les lundis, atelier de créativité; les mardis, atelier d'écriture; les mercredis, réinsertion à l'emploi; les jeudis, atelier de rire; les vendredis, atelier de détente. Chaque jour de la semaine, il y a des cafés-rencontres et un service d'emploi. Renseignements complémentaires: 5 889 ouest, boulevard Gouin, local 204; téléphone 332-9013.

■ Le Regroupement des séparés et divorcés de l'Ouest tient un café-rencontre le 18 novembre, à 19 h 30, au CLSC de Pierrefond, 15 700, boulevard Pierrefond. Mme Ghislaine Chiasson, sexologue, et M. Jean-Claude Plourde, travailleur social, animeront la soirée. Prix d'entrée: membres, 3 \$; autres, 5 \$. Renseignements complémentaires: le jour, Raymonde, 694-6404; le soir, 620-2497.

■ La Communauté homophile chrétienne tient des réunions tous les lundis, à 19 h 30, au Comité social centre-sud, 1 710, rue Beaudry. Entrée libre. Renseignements complémentaires: 272-9498 (le matin) ou 845-1302.

SANTÉ

■ Le collège Marie-Victorin présente une conférence de M. Jean Tremblay, psychologue sur le burn-out, le 18 novembre, à 19 h 30, au 7 000, rue Marie-Victorin (à la limite est de Montréal-Nord). Prix d'entrée: 6 \$. Renseignements complémentaires: 325-0150, poste 382.

SPECTACLES

CINÉMA

ASTRE (1): «Invasion U.S.A.»: 19 h 15, 21 h 15.
ASTRE (2): «Death Wish III»: 19 h 15, 21 h.

ASTRE (3): «Back to the future»: 19 h 10, 21 h 15.

ASTRE (4): «Sole temps pour un flic»: 21 h.

BEAVER: «Sweet Cakes»: 12 h 05, 16 h, 19 h 45. «Roadside Service»: 11 h, 14 h 50, 18 h 40.

BERRI (1): «Les jours et les nuits de China Blue»: 12 h 45, 17 h 05, 21 h 25. «Les amants de Maria»: 14 h 55, 19 h 15.

BERRI (2): «Escalier C»: 12 h 30, 14 h 40, 16 h 50, 19 h, 21 h 20.

BERRI (3): «Rendez-vous»: 13 h 15, 15 h 15, 17 h 15, 19 h 15, 21 h 15.

BERRI (4): «Le matou»: 13 h, 16 h, 19 h, 21 h 30.

BERRI (5): «Les anges se fendent la gueule»: 12 h 30, 14 h 20, 16 h 10, 18 h, 19 h 50, 21 h 40.

BIJOU: «Minouche l'insatiable»: 13 h 50, 16 h 50, 19 h 50. «Le volier des passions»: 12 h 10, 15 h 10, 18 h 10, 21 h 10.

BONAVENTURE (1): «Romo Williams, the adventure begin»: 13 h 45, 16 h 15, 19 h, 21 h 30.

BONAVENTURE (2): «Kiss of the Spider Woman»: 13 h 30, 16 h, 19 h, 21 h 30.

BROSSARD (1): «Fletch aux troussees»: 21 h 20. «Touché»: 19 h 20.

BROSSARD (2): «Les griffes de la nuit»: 21 h 30. «L'exécuteur, exterminateur»: 19 h 30.

BROSSARD (3): «Invasion U.S.A.»: 19 h 25, 21 h 30.

CAPITOL: «Un crime pour une passion»: 13 h 10, 15 h 10, 17 h 10, 19 h 10, 21 h 10.

CARREFOUR (1): (Saint-Jérôme) «Pole rider, cavalier solitaire»: 21 h 25.

CARREFOUR (2): «Détournement de mineures»: 21 h 25. «Filles à contrats»: 21 h. «Messeuses de Hong Kong»: 19 h 30.

CARRÉ SAINT-LOUIS: «Barnabé ou service de ces dames»: 11 h 30, 15 h 20, 19 h 10. «Libéringo à la ferme»: 12 h 45, 16 h 35, 20 h 30. «Innocence impudique»: 13 h 55, 17 h 45, 21 h 40.

CARTIER-LAVAL: «Fletch aux troussees»: 21 h. «Breakfast Club»: 19 h 10.

CHAMBLY: «Le matou». Lun., 19 h 30; ven., 18 h 30, 21 h 30.

CHAMPLAIN (1): «Un été pourri»: 19 h 35, 21 h 30.

CHAMPLAIN (2): «Fletch aux troussees»: 21 h 15. «Touché»: 19 h 30.

CINÉMA CRISTAL: «Beverly Hills Cop», «Windy City», «Sadie».

CINÉMA DE MONTRÉAL (1): «Rambo II, la mission»: 14 h 05, 17 h 50, 21 h 30. «L'enfer de la violence»: 12 h 15, 16 h, 19 h 40.

CINÉMA DE MONTRÉAL (2): «Un été pourri»: 12 h 50, 14 h 55, 17 h, 19 h 05, 21 h 10.

CINÉMA DE PARIS: «Death Wish III»: 11 h 45, 13 h 30, 15 h 15, 17 h, 19 h, 21 h. Ven., 11 h 45, 13 h 30, 15 h 15, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h.

CINÉMA DU PARC (1): «Live and die in L.A.»: 19 h 10, 21 h 30.

CINÉMA DU PARC (2): «After Hours»: 18 h 30, 20 h 30.

CINÉMA DU PARC (3): «After Hours»: 19 h 30, 21 h 30.

CINÉPLEX (1): «War in love»: 13 h, 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

CINÉPLEX (2): «St-Elmo's Fire»: 13 h 15, 15 h 15, 17 h 15, 19 h 15, 21 h 15.

CINÉPLEX (3): «Sweet Dreams»: 13 h 15, 15 h 15, 17 h 15, 19 h 15, 21 h 15.

CINÉPLEX (4): «Teen Wolf»: 13 h 20, 15 h 20, 17 h 20, 19 h 20, 21 h 20.

CINÉPLEX (5): «Fright Night»: 13 h 35, 15 h 35, 17 h 35, 19 h 35, 21 h 35.

CINÉPLEX (6): «Joshua then and now»: 13 h, 15 h 05, 17 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

CINÉPLEX (7): «Prizzi's Honor»: 13 h 15, 16 h 15, 19 h, 21 h 15.

CINÉPLEX (8): «Back to the future»: 13 h, 15 h 05, 17 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

CINÉPLEX (9): «Carmen»: 14 h, 17 h, 20 h.

COMMODORE: «F... comme fille», «Les nocesses en folie», «Passions intimes».

COMPLEXE DESJARDINS (1): «Amadeus»: 12 h 05, 14 h 55, 17 h 45, 20 h 35.

COMPLEXE DESJARDINS (2): «Le flic de Beverly Hills»: 12 h 15, 16 h 30, 20 h 45. «Indiana Jones, le temple maudit»: 14 h 20, 18 h 35.

COMPLEXE DESJARDINS (3): «Minouche l'insatiable»: 13 h 50, 16 h 50, 19 h 50. «Le volier des passions»: 12 h 10, 15 h 10, 18 h 10, 21 h 10.

COMPLEXE DESJARDINS (4): «La rose pourpre du Caïre»: 12 h 30, 14 h, 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30.

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: «La peau douce»: 2 h 30.

CRÉMAZIE: «3 hommes, un couffin»: 19 h 30, 21 h 30.

DAUPHIN (1): «Le baiser de la femme araignée»: 19 h, 21 h 15.

DAUPHIN (2): «Partir et revenir»: 19 h 15, 21 h 30.

DÉCARIE SQUARE (1): «Invasion U.S.A.»: 19 h, 21 h 15.

DÉCARIE SQUARE (2): «Remo Williams, The Adventure begins»: 19 h 20, 21 h 40.

DORVAL (1): «Live and die in L.A.»: 19 h 10, 21 h 30.

DORVAL (2): «Target»: 19 h, 21 h 15.

DORVAL (3): «Plenty»: 19 h, 21 h 15.

ELYSEE (1): «Camilla»: 18 h 50, 21 h.

ELYSEE (2): «Péril en la demeure»: 19 h 15, 21 h 15.

EVE: «Sorority Sweethearts»: 9 h 50, 12 h 30, 15 h 10, 17 h 50, 20 h 30. «Ball Game»: 11 h 05, 13 h 45, 16 h 25, 19 h 05, 21 h 45.

FAIRVIEW (1): «That was then this is now»: 19 h, 21 h.

FAIRVIEW (2): «After Hours»: 19 h 10, 21 h 10.

FANTAISIE: «Mad Max — au-delà du dôme du tonnerre»: 21 h 15. «Quelle affaire!»: 19 h 30.

GREENFIELD (1): «Elvis Gratton»: 18 h 05, 19 h 55, 21 h 45.

GREENFIELD (2): «To live and die in L.A.»: 19 h 10, 21 h 30.

GREENFIELD (3): «Hold-up»: 19 h, 21 h 20.

GUY: «Taboo III»: 12 h, 14 h 45, 17 h 30, 20 h 15. «Aunt Peg»: 13 h 40, 16 h 25, 19 h 10, 21 h 55.

IMPERIAL: «After Hours»: 13 h 10, 15 h 10, 17 h 10, 19 h 10, 21 h 10.

JEAN-TALON: «Les griffes de la nuit»: 21 h 15. «L'exécuteur, exterminateur»: 19 h 30.

KENT (1): «Target»: 19 h, 21 h 15.

KENT (2): «That was then this is now»: 19 h, 21 h.

MIRACLE MART

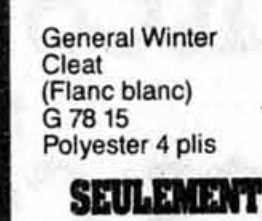
Nos magasins de la
région de Montréal
sont fermés aujourd'hui
en prévision de notre
GRANDE
RÉOUVERTURE
DEMAIN!
Voyez notre annonce
de réouverture dans
votre quotidien de mardi!

Fêtons
Noël

N'y manquez pas!

Miracle Mart

PRÊTS POUR
L'HIVER?
OUI, MON GÉNÉRAL!

 Ameri★Way XT Radial toutes saisons ceinturé d'acier (Flanc blanc) P 185/75 R14 \$6995 SEULEMENT!	 Radial d'hiver "Dual Steel Gripper" (Flanc blanc) P 155/80 R13 \$5995 SEULEMENT!
 General Winter Cleat (Flanc blanc) G 78 15 Polyester 4 plis \$4795 SEULEMENT!	 Radial d'hiver "Dual Steel Gripper" (Flanc blanc) P 205/75 R15 \$7795 SEULEMENT!

PRIX SPÉCIAUX SUR LES SERVICES

Prix spécial sur alignement des roues — seulement \$1295*	Prix spécial sur alignement des roues par ordinateur — seulement \$1895**
"Freins et tambours arrière" • Rectifier les 2 tambours de freins arrière et inspecter toutes les pièces du système de freinage.	"Freins à disque avant" • Rectifier les 2 disques avant et inspecter à fond toutes les pièces du système de freinage. Supplément de \$15 pour les freins métalliques.
\$4495*	\$6495*
SEULEMENT!	SEULEMENT!

*Valable jusqu'au 7 décembre 1985 sur la plupart des modèles nord-américains et importés. Argent comptant ou cartes de crédit seulement. Non disponible à notre centre de service de St-Léonard. **Valable seulement à notre centre de service de la rue Jean-Talon ouest. Appelez pour rendez-vous.

CIE CANADA TIRE INC.

PARTEZ DU BON PNEU!

MONTRÉAL-EST 6000 est, rue Sherbrooke Tél: 254-6006	CENTRE VILLE 770 ouest, Notre-Dame Tél: 861-1611	DOLLARD DES ORMEAUX 3352, boul. Des Sources Tél: 683-2844	ST-LÉONARD 5500, Métropolitain (Sortie Lacordaire) Tél: 253-5656
NORD-OUEST 5150 ouest, rue Jean-Talon Tél: 731-7811	NORD-EST 1025 est, rue Jean-Talon Tél: 271-3551	RIVE-SUD 3435, boul. Taschereau Tél: 678-8080	

SPECTACLES

CINÉMA

L'AMOUR: «All the way in»: 12 h, 14 h 40, 17 h 25, 20 h 10. «Worksex»: 13 h 30, 16 h 15, 19 h, 21 h 50.

L'AUTRE CINÉMA: «Blanche et Marie»: 19 h. «Le motelor 512»: 19 h 30. «Car-men»: 21 h. «Passe ton bac d'abord»: 21 h 30.

LAVAL (1): «Target»: 19 h, 21 h 15.

LAVAL (2): «Elvis Gratton»: 18 h 05, 19 h 55, 21 h 45.

LAVAL (3): «To live and die in L.A.»: 19 h 10, 21 h 30.

LAVAL (4): «Commando»: 18 h 05, 20 h, 21 h 50.

LAVAL (5): «Hold-up»: 19 h, 21 h 20.

L'ERMITE (Ancien Villeray): «Le matou»: Ven., 20 h; sam., 13 h, 16 h, 19 h, 21 h 45; dim., 14 h, 17 h, 20 h, du lun. au jeu., 20 h.

LOEWS (1): «Commando»: 13 h 30, 15 h 30, 17 h 30, 21 h 30.

LOEWS (2): «That was then this is now»: 13 h 10, 15 h 15, 17 h 25, 19 h 25, 21 h 30.

LOEWS (3): «Target»: 12 h 15, 14 h 30, 16 h 45; 19 h, 21 h 15.

LOEWS (4): «Mixed Blood»: 13 h 25, 15 h 25, 17 h 25, 19 h 20, 21 h 20.

LOEWS (5): «A boy and his dog»: 12 h 30, 14 h 15, 16 h, 17 h 45, 19 h 35, 21 h 25.

MASCOUCHE (1): «Sale temps pour un flic»: 21 h 15. «Ninja III, la domination»: 19 h 30.

MASCOUCHE (2): «Agnes of God»: 21 h 30. «Les saisons du cœur»: 19 h 30.

MERCIER: «Sale temps pour un flic»: 19 h, 21 h.

LE MILIEU (5380, Saint-Laurent): «O Pi-casso»: 19 h, 21 h.

ODEON LAVAL (1): «Un été pourri»: 19 h 15, 21 h 30.

ODEON LAVAL (2): «Back to the future»: 19 h, 21 h 10.

OMEGA (1): «Mad Max — au-delà du dôme du tonnerre»: Ven., 14 h 45, 18 h 25, 22 h 10; du lun. au jeu., 21 h 10.

«Quelle affaire»: Ven., 13 h, 16 h 40, 20 h 20; du lun. au jeu., 19 h 30.

OMEGA (2): «Christa»: Ven., 13 h 30, 16 h 15, 19 h, 21 h 45; du lun. au jeu., 20 h 45.

«La petite bonne française»: Ven., 14 h 55, 17 h 40, 20 h 25; du lun. au jeu., 19 h 30.

QUIMETOSCOPE: «Terminator»: 19 h 15, 21 h 30. «Rencontres avec des hommes remarquables»: 19 h, 21 h.

OUTREMONT: «La nuit porte jarretelles»: 19 h. «Amadous»: 21 h.

PALACE (1): «Live and die in L.A.»: 12 h 10, 14 h 30, 16 h 50, 19 h 10, 21 h 30.

PALACE (2): «Street Walking»: 13 h, 14 h 45, 16 h 30, 18 h 15, 20 h, 21 h 45.

PALACE (3): «Silver Bullet»: 12 h 15, 14 h 05, 15 h 55, 17 h 45, 19 h 35, 21 h 25.

PALACE (4): «Cocoon»: 12 h 40, 14 h 50, 17 h, 19 h 10, 21 h 20.

PALACE (5): «Better off dead»: 12 h, 13 h 55, 15 h 50, 17 h 45, 19 h 40, 21 h 35.

PALACE (6): «Macaroni»: 13 h, 15 h 05, 17 h 10, 19 h 15, 21 h 20.

PAPINEAU (1): «Christa»: 12 h 15, 14 h 50, 15 h 25, 20 h. «La petite bonne française»: 13 h 35, 16 h 10, 18 h 45, 21 h 20.

PAPINEAU (2): «Chasseuses d'étoiles»: 11 h 50, 14 h 20, 16 h 50, 19 h 25, 22 h.

«Ma femme est une portouzeuse»: 13 h, 15 h 30, 18 h, 20 h 35.

PARADIS (1): «Fletch aux trousses»: 21 h 10. «Breakfast Club»: 19 h 20.

PARADIS (2): «Mad Max, au-delà du dôme du tonnerre»: 21 h. «Gremlins»: 19 h 05.

PARADIS (3): «Les anges se fendent la queue»: 20 h 50. «Les prédateurs du fu-ture»: 19 h 20.

PARALLELE: «L'événement du pont de l'Alma»: 19 h 30, 21 h 30.

PARIS (1) (Saint-Hyacinthe): «Les nanas»: 21 h 40. «Le ravageur»: 19 h.

PARIS (2): «On ne meurt que deux fois»: 21 h. «Jovet dangereux»: 19 h.

PARISIEN (1): «Hold-up»: 12 h 25, 14 h 35, 16 h 50, 19 h, 21 h 15.

PARISIEN (2): «Elvis Gratton»: 12 h 30, 14 h 20, 16 h 10, 18 h, 19 h 50, 21 h 40.

PARISIEN (3): «Subway»: 13 h, 15 h, 17 h 05, 19 h 10, 21 h 15.

PARISIEN (4): «Le 4^e pouvoir»: 13 h 30, 15 h 30, 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30.

PARISIEN (5): «Police»: 12 h 55, 15 h 05, 17 h 20, 19 h 30, 21 h 45.

PLACE DU CANADA: «Jagged Edge»: 19 h, 21 h 15.

PLACE LONGUEUIL (1): «Un été pourri»: 19 h 15, 21 h 15.

PLACE LONGUEUIL (2): «Le matou»: 19 h, 21 h 30.

PLAZA ALEXIS-NIHON (1): «Agnes of God»: Du ven. au dim., 13 h, 15 h, 17 h, 19 h, 21 h; lun., 13 h, 15 h, 17 h; du mar. au jeu., 13 h, 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

PLAZA ALEXIS-NIHON (2): «Invasion U.S.A.»: 13 h, 15 h 05, 17 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

PLAZA ALEXIS-NIHON (3): «Back to the future»: 13 h, 15 h 05, 17 h 10, 19 h 20, 21 h 30.

RIO (1): «F... comme filles», «Les nocues en folie», «Que c'est bonté», à compter de 13 h.

RIO (2): «Mad Max», «Académie de police III», à compter de 19 h.

SAINT-DENIS (2): «Pale Rider, cavalier solitaire»: 12 h 40, 16 h 40, 20 h 50.

«Gremlins»: 14 h 45, 18 h 50.

SAINT-DENIS (3): «Mad Max, sous le dôme du tonnerre»: 14 h 10, 17 h 40, 21 h 20.

«Quelle affaire»: 12 h 30, 16 h, 19 h 35.

THÉÂTRE ARLEQUIN (1004, Sainte-Catherine e.): «Chine de tous les jours»: 20 h.

VERSAILLES (1): «Hold-up»: 19 h, 21 h 20.

VERSAILLES (2): «Commando»: 18 h 05, 20 h, 21 h 50.

VERSAILLES (3): «Elvis Gratton»: 18 h 05, 19 h 55, 21 h 45.

WESTMOUNT SQUARE: «To live and die in L.A.»: 19 h 10, 21 h 30.

YORK: «Plenty»: 12 h 15, 14 h 30, 16 h 45, 19 h, 21 h 15.

MUSIQUE

UNIVERSITÉ MCGILL (Pollack Hall) — Veronica Jochum, pianiste. Musique de l'époque Baroque. 20 h.

CONSERVATOIRE — Ensemble d'Ordes Martenot. 12 h.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (Faculté de Musique) — Jacques Lachapelle, baryton, Elisabeth Pomès-Turpin, soprano, Luc Saucier, basse et Solange Sior, soprano. 17 h 30.

PLACE DES ARTS (Salle Maisonneuve) — Orchestre de chambre McGill. Dir. Boris Brott. Denis Brott, violoncelliste. Concerto pour violoncelle en do maj. (Haydn), «Andante cantabile» (Tchaïkovski), «Suite hébraïque» (Glück), Sérénade (Elgar), Divertimento (Bartok). 20 h 30.

THÉÂTRE

PLACE DES ARTS (Salle Port-Royal) — «Le gars de Québec», de Michel Tremblay. Du mar. au ven., 20 h; sam., 17 h, 21 h.

CAFÉ DE LA PLACE (Place des Arts) — «A cinquante ans, elle découvre la mer», de Denise Chalem. Du mar. au sam., 20 h.

THÉÂTRE FELIX LECLERC (1450, Sainte-Catherine e.) — «Même jour, même heure l'an prochain», de Bernard Slade. Du mar. au sam., 20 h; dim., 14 h.

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS (100, av. des Pins e.) — «Being at home with Claude», de René-Daniel Dubois. Du mar. au sam., 20 h; dim., 15 h.

THÉÂTRE DENISE-PELLETIER (4353, Sainte-Catherine e.) — «Le seigneur des anneaux», de J.R.R. Tolkien. Ven., sam., 20 h 30.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI (197, Popi-neau) — «Mademoiselle Autobody». Présentation de Les Folles Alliées. Du mar. au sam., 20 h 30; dim., 15 h.

L'ESKABEL (1235, Sanguinet) — «Air froid», d'après l'œuvre d'Howard Phillip Lovecraft. Du mer. au dim., 20 h 30.

TRICORNE (2071, Saint-Laurent) — Claude Gauthier (extraits de textes). 20 h 30.

EGLISE SAINT-LOUIS-DE-FRANCE (3767, Berri) — «Raz de marée», de Denis Bouchard et Rémy Girard. 20 h 30.

ESPACE LIBRE (1945, Fullum) — 5 contes parmi tant d'autres pour une tribu perdue, de René-Daniel Dubois. Du mer. au sam., 20 h 30; dim., 15 h.

OF GALERIE (3454, Saint-Denis) — «Le système magistère». Du mer. au sam., 21 h.

OUTREMONT (5210, Durocher) — «Les amoureux de la rue Prince-Arthur», de Raymond Lévesque. Jeu., ven., sam., 20 h.

CENTAUR (453, Saint-François-Xavier) — «The Zen of an intelligent machine», de William Kuhns. Du mar. au sam., 20 h; dim., 19 h; mar. sam., 14 h.

ANCIEN BARREAU DU QUÉBEC (70, Notre-Dame e.) — «Les gens déraisonnables sont en voie de disparition», de Jean-Maurice Gélinas. Lun., 20 h.

SALLE MOYSE (Université McGill, pavillon des arts, 853, Sherbrooke e.) — «The Ballad of the Sad Café». Du mer. au sam., 20 h.

LE STAGE-DINER-THÉÂTRE (Restaurant La Diligence, 7385, boul. Décarie) — «Dix», revue musicale. Avec Glenn Bowser, Melody Finnley, Doriane Donati et Patti Belbot. Du mer. au dim., 21 h.

LE REINE ELIZABETH (Salle Arthur) — «L'enfer à l'envers», d'après «Orphée aux enfers» et «La belle Hélène». Du mer. au ven., 21 h 30; sam., 22 h 30.

DINER-THÉÂTRE LES MASQUES (Grand Hôtel, 777, University) — «Hats», de Roger Peace. Mar., jeu., dim., 21 h.

THÉÂTRE DE L'HÔTEL MERIDIEN (4, Com-plexe Desjardins) — «Qui a vendu la mèche?», de Jean Guilda. Du mar. au sam., 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA DAME DE CŒUR (Upton) — «Voisin-Voisine», de Christian Bédard. Ven., sam., 21 h.

LA BELLE ÉPOQUE (Saint-Timothée) — «Trois femmes pour un homme». Avec Mario Bertrand, Danielle Gadin, Carol Jones et Marie-France Domingue. Du jeu. au sam., 21 h.

GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC (Québec) — «La puce à l'oreille», de Georges Fey-deau. 20 h.

THÉÂTRE DE LA BORDÉE (1091-1/2, Saint-Jean, Québec) — «Sauriez Mlle Robi», de Simon Fortin et Guyline Tremblay. Du mar. au sam., 20 h 30.

MAISON DU CITOYEN (25, Laurier, Hull) — «Un ami... imprévu», d'Agatha Christie. Du mar. au ven., 20 h 30; sam., 19 h, 22 h.

THÉÂTRE DE L'ÎLE (1, Wellington, Hull) — «La nuit des p'tits couteaux», de Suzanne Aubry. Du mer. au ven., 20 h 30; sam., 19 h, 22 h.

CENTRE NATIONAL DES ARTS (Studio, Ottawa) — «L'année de la grosse tempête», d'André Ricard. 20 h.

POUR ENFANTS

THÉÂTRE DE LA GALERIE (6968, Saint-Denis) — «Chagrin d'ourson», de Monique Fournier. Dim., 14 h.

LA CHACONNE (342, Ontario e.) — «Rapunzel», écrit par les frères Grimm. Dim., 15 h.

VARIÉTÉS

CAFÉ CAMPUS (3315, chemin Queen Mary) — Ligue universitaire d'improvisation. 21 h.

LE PUZZLES (333, Prince-Arthur) — Pierre Leduc, pianiste et Ron Séguin, contrebassiste. Du lun. au ven., de 18 h à 21 h.

SALON DES CENT (1647, Saint-Denis) — Pierre Nadeau, Bill Gagnon et Genevieve Mauffette. Du dim. au mer., 20 h 30.

LE RISING SUN 1 (286, Sainte-Catherine e.) — Big Moose Walker, à compter de 21 h.

DOONESBURY (1180, Bishop) — Mike Gauthier. Dim., à compter de 21 h.

LA COUR (1693, Saint-Denis) — Ivan Symonds. Lun., mar., mer., à compter de 21 h.

SHIBUMI (5345, av. du Parc) — Trio de jazz Pierre Pouliot. Mar., mer., 21 h 30.

Groupe Tchukon. Du jeu. au dim., à compter de 22 h.

BAR 2080 (2080, Clark) — Michael Gauthier. Du jeu. au dim., 21 h.

BOCCACCIO (Place Bonaventure) — Claude Foisy, et Sylvain Gagnon. Du lun. au ven., de 17 h à 20 h.

SOLMAR (111, Saint-Paul e.) — Fati Malina, Luis Duarte, Jose Manuel et Alcides Araujo, à compter de 21 h.

HÔTEL MERIDIEN (Bar du foyer) — Claude Foisy. Du lun. au ven., de 17 h à 20 h.

Fred Neylor. Du mar. au sam., à compter de 20 h.

LE GRAND HÔTEL (Tour de Ville, 777, University) — Quatuor Transit Band.

LA CITADELLE (410, Sherbrooke e.) — Jimmy Goffand. Du mar. au ven., de 17 h à 20 h.

Marie Denise Pelletier. Du mer. au sam., de 8 h 30 à 1 h.

LA FORGE (8375, Christophe-Colomb) — Ghislaine, organiste. Du jeu. au dim., à compter de 18 h 30.



L'AVANTAGE DE LA QUALITÉ ET DES VALEURS SÛRES

Plus

UNE REMISE EN ARGENT DE

5000\$

DE FORD SUR LES

ESCORT · LYNX · TEMPO · TOPAZ · MUSTANG · CAPRI

La remise de 500 \$ en argent de Ford est offerte sur les modèles Escort, Lynx, Tempo, Topaz, Mustang et Capri 1985 et 1986 en stock, vendus et livrés à des particuliers. Tous les détails chez les concessionnaires Ford et Mercury participants: mais faites vite, cette offre est d'une durée limitée.

Plus

des aubaines additionnelles sur les "ensembles valeurs plus!"



LA FORD ESCORT 1986

Économisez 632\$



LA FORD TEMPO 1986

Économisez 981\$



LA FORD MUSTANG 1986

Économisez 972\$



LE RANGER 1986

Économisez jusqu'à 1468\$



LA MERCURY CAPRI 1986

Économisez 936\$



LA MERCURY LYNX 1986

Économisez 632\$



LA MERCURY TOPAZ 1986

Économisez 981\$



LE BRONCO II 1986

Économisez 952\$



La qualité, chez Ford, passe avant tout.



Le Point: les sujets de l'heure

- Portrait de Mikhaïl Gorbatchev.
- Genève: analyse du sommet américano-soviétique.
- Cantons de l'est: confrontation sur les élections.
- Les criminalistes au Québec.
- Les arsenaux nucléaires.
- Ces malades qui nous gouvernent.

Avec Simon Durivage, Madeleine Poulin et Pierre Nadeau.
Du lundi au vendredi à 22h27



À la télévision de
Radio-Canada

AVIS LÉGAUX APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS

Lachine



PROVINCE DE QUÉBEC

APPEL D'OFFRES ASSURANCES GÉNÉRALES

La Ville de Lachine demande des soumissions publiques pour ses assurances de dommages.

Les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le cahier des charges qui est disponible au bureau du greffier situé à l'hôtel de ville de Lachine, 1800, boulevard St-Joseph, Lachine, à compter de 9 h, mardi, le 19 novembre 1985.

Sont autorisées à soumissionner les compagnies d'assurances autorisées à exercer au Québec par l'intermédiaire de courtiers d'assurances détenant un permis valide de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.

Un versement de 25 \$ (comptant, chèque visé ou mandat), payable à la Ville de Lachine, est requis pour obtenir les documents de soumission. Ce montant pour chaque exemplaire n'est pas remboursable.

Un chèque visé au montant de 250 \$ payable à l'ordre de la Ville de Lachine est requis de chaque courtier soumissionnaire, à l'occasion de la remise de sa soumission. Ce montant sera remboursé à chaque courtier soumissionnaire dont la proposition n'aura pas été retenue. Quant au courtier soumissionnaire dont la proposition aura été retenue, il aura droit audit remboursement lorsque les contrats d'assurances auront été émis conformément à sa soumission.

Les soumissions seront reçues au bureau du greffier jusqu'à 12 h le jeudi 5 décembre 1985 et elles seront ouvertes publiquement le même jour à 12 h dans la salle du conseil de Ville de Lachine. La Ville de Lachine se réserve le droit d'octroyer les contrats à un ou plusieurs soumissionnaires, de les scinder ou de les octroyer pour une période moindre.

La Ville de Lachine ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

DONNÉ À LACHINE, ce 12 novembre 1985.

Le greffier
Alain CARDINAL

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que conformément à un jugement de la Cour Supérieure, district de Montréal, rendu le treize novembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) dossier #14-003223-849, il sera procédé le vingt-neuf novembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985), à 10:00 heures de l'avant-midi, au bureau du notaire soussigné au 2383, Beaubien est, suite 300, Montréal, (Tél. 729-5238) à la vente de l'encre et à l'adjudication publique de l'immeuble appartenant à Jacqueline St-Cyr, interdit et désigné comme suit:

DÉSIGNATION:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Gouin est, en la ville de Montréal, d'une contenance de soixante-six pieds (66') de largeur par une profondeur de cent deux pieds (102') mesure anglaise et plus ou moins, à partie du chemin public, ou boulevard Gouin est, jusqu'à la clôture qui se trouve en arrière et qui borne ledit lopin de terre à la profondeur, lequel lopin de terre est connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro CENT SOIXANTE-HUIT (Pte 168) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse du Sault-au-Récollet, borné en front par ledit boulevard, Gouin est, d'un côté par le lot numéro 167 du même cadastre appartenant à Gérard Pénin ou représentant; d'un côté par une partie du même lot 168 dudit cadastre, appartenant à Edmond Perron ou représentants, et en profondeur par une autre partie de lot 168 du même cadastre, appartenant à Edmond Perron ou représentants.

Avec bâtisse y érigée portant les numéros 2117 à 2121 dudit boulevard Gouin est, en la ville de Montréal.

Pour les conditions s'adresser au notaire soussigné.

Signé à Montréal,
ce quinze novembre
mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985).
Jean-J. Brossard, notaire



Saint-Laurent APPEL D'OFFRES P-406

Des soumissions sous pli cacheté seront reçues au bureau du greffier de la Ville de Saint-Laurent, à l'Hôtel de Ville, 777 boulevard Laurentien, Saint-Laurent, Québec, H4M 2M7, jusqu'à jeudi le 28 novembre 1985 à 10 heures pour:

— Impression et fourniture de 6 copies du Journal de Saint-Laurent

Garantie de soumission: Cautionnement et/ou chèque visé de 10%.

Les formules, les conditions des soumissions et les devis du journal pourront être obtenus au bureau du Directeur du Service de l'Approvisionnement, 13001 boulevard Cavenish, Saint-Laurent, durant les heures de bureau à compter de lundi, le 18 novembre 1985 à 9 heures.

Les soumissions seront ouvertes publiquement à la Salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, jeudi le 28 novembre 1985 à 10 heures. Le Conseil n'est pas tenu d'accepter la plus basse ni aucune des soumissions présentées.

Michel Desbiens, ing.
Directeur général
777, boulevard Laurentien
Saint-Laurent, Québec
H4M 2M7

Saint-Laurent
Le 18 novembre 1985.

La Commission Scolaire Jérôme-LeBoyer

APPEL D'OFFRES 84-143 SYSTÈME D'AMPLIFICATION FM/PHONIC EAR/ 3 ÉCOLES

Les documents et conditions de soumission seront disponibles à partir de: lundi 18 novembre 1985, au bureau de M. Robert Gauthier, 550, 53ième avenue, Pointe-aux-Trembles, (Québec), H1A 2T7. (Pour informations: 642-9520, postes 204.)

Date d'ouverture des soumissions: le mardi 3 décembre 1985 à 14 h 00 min., au même endroit.

Pointe-aux-Trembles,
le jeudi 13 novembre 1985.

Jean Tondreau, Secrétaire général

Suite des Avis légaux
on pages A 17, B 9 et C 9

FESTIVITÉS DE LA COUPE GREY MONTRÉAL 1985

Soyez de la fête!

Voici plusieurs des festivités qui marqueront la Semaine de la Coupe Grey!

- Inauguration officielle de la Coupe Grey/Complexe Desjardins 19 nov.
- Soirée aux courses de la Coupe Grey 18 nov.
- Casino au Vélodrome 18 au 23 nov.
- Réception Mademoiselle Coupe Grey 19 nov.
- Conférence de nouvelles des entraîneurs 21 nov.
- Réception de la Ligue Canadienne de Football 21 nov.
- Remise des trophées Schenley 21 nov.
- Réception Player's de la Coupe Grey 21 nov.
- Déjeuner du gouvernement provincial 22 nov.

- Gala Mademoiselle Coupe Grey 22 nov.
- Danse au Holiday Inn 22 nov.
- Déjeuners des célébrités 20 au 23 nov.
- Souper-rencontre des anciens joueurs Alouettes/Concordes 22 nov.
- Danse "Rendez-vous" 22 nov.
- Danse "A Montréal ça bouge" 23 nov.
- Déjeuner "l'ambiance d'Edmonton" 23 nov.
- La fameuse musique Rock 'N Rodeo et Western de Calgary 22 nov.
- Déjeuner des athlètes chrétiens de la Coupe Grey 23 nov.
- Souper de la Coupe Grey 23 nov.
- Soirée rétro et danse disco 22 nov.

- Déjeuner de la Coupe Grey CKGM avec Ralph Lockwood 20 au 23 nov.
- Soirée CJAD des années 50 et 60 23 nov.
- Défilé de la Coupe Grey 23 nov.
- Déjeuner de la Coupe Grey CJAD 24 nov.
- Le brunch de la Coupe Grey 24 nov.

MATCH DE LA COUPE GREY, DIMANCHE 24 NOVEMBRE, À 14H, AU STADE OLYMPIQUE.

Pour obtenir tous les détails—
heures, endroits, billets—des
festivités de la Coupe Grey,
composez le

878-3000 9h-17h
lun.-ven.

Player's



*Marque de commerce—Imperial Tobacco Ltd.

AVIS LÉGAUX
APPELS D'OFFRES
SOUSSIONSVille de
saint-bruno-de-montarville

APPEL D'OFFRES

PROJET 85-26

CONSTRUCTION D'ÉGOUTS
SAINTAIRE ET PLUVIAL,
D'AQUEDUC
ET D'EMPIERREMENT SUR LA
RUE SAGARD

La ville de Saint-Bruno-de-Montarville demande des soumissionnaires pour la construction d'égouts sanitaire et pluvial, d'aqueduc et d'empierrement sur la rue Sagard. Des soumissions scellées, dans des enveloppes portant l'inscription «SOUSSION» et adressées à la soumissionnaire, seront reçues jusqu'à 11:00 h le 5 décembre 1985 et seront ouvertes publiquement le même jour à la même heure, dans la salle du conseil de l'Hôtel de ville, au 1585, rue Montarville, Saint-Bruno-de-Montarville.

Ne seront considérées que les soumissions préparées sur les formules fournies par les Services techniques de la Ville. Ces formules, de même que les plans et devis pour ces travaux seront disponibles à compter du 20 novembre 1985 moyennant un dépôt de cinquante dollars (50\$) payable en monnaie légale du Canada ou par chèque visé. Ce montant sera remboursé aux personnes qui auront présenté une soumission et auront remis les plans et devis en bon état dans les dix (10) jours qui suivront l'ouverture des soumissions.

Toute soumission pour être valide devra être accompagnée d'un chèque visé tiré sur une banque à charte canadienne ou sur une caisse populaire ou d'un cautionnement de soumission et payable à la ville de Saint-Bruno-de-Montarville pour un montant égal à dix p. cent (10%) du montant total de la soumission.

La ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assumera aucune obligation ni envers les soumissionnaires.

DONNÉ À SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
CE 14e JOUR DE NOVEMBRE 1985
HÉLÈNE DRAPEAU, notaire
Greffière

Des milliers de Montréalais
ont visité Sainte-Justine

Malgré la pluie, la journée a été ensoleillée, hier, à l'Hôpital Sainte-Justine. En effet, répondant à l'invitation des organisateurs de la «Journée portes ouvertes», des milliers de Montréalais ont participé avec enthousiasme à des visites guidées visant essentiellement à les familiariser avec le fonctionnement quotidien de cet immense hôpital.

CONRAD BERNIER

L'accueil des guides était chaleureux et l'intérêt des visiteurs manifeste. On offrait à ces derniers trois «circuits de visite». La plupart ont choisi «le circuit des rénovations». Ils ont pu ainsi visiter la nouvelle chapelle, le Centre d'information sur la santé de l'enfant, les cuisines et le département d'ophtalmologie.

Des rénovations substantielles

qui ont exigé des investissements considérables, certes, mais de l'aveu même des responsables de ces visites, «la réussite est indiscutable, voire spectaculaire». L'ancienne chapelle de l'hôpital, par exemple, avait quasiment les dimensions d'une église paroissiale. On pouvait, en tout cas, y asseoir plus de 400 personnes. La nouvelle chapelle, relocalisée au 7e étage, a des dimensions plus modestes — elle peut contenir 100 personnes — mais c'est une belle petite chapelle intimiste, très accessible, très fréquentée, avec de grandes fenêtres qui permettent de jeter un coup d'oeil sur le Mont-Royal, son boisé, l'immeuble central de l'université.

L'espace de l'ancienne chapelle a été complètement récupéré pour loger ce qu'on appelle le Centre d'information sur la santé de l'enfant. On y trouve plus de 15 000 volumes, 3 000 documents audiovisuels, 550 magazines et

journaux spécialisés. Ça couvre trois étages et ça regroupe toutes les bibliothèques, les services audiovisuels, les studios de photographie médicale, les services de graphisme.

Aux cuisines, les améliorations ne sont pas moins considérables. On y a notamment installé des climatiseurs, des unités réfrigérantes rapides, de nouveaux comptoirs-courroie. Au dire du cuisinier et chef d'équipe Léon Delagrave, ces rénovations ont, entre autres mérites, ceux «de rendre les cuisines plus fonctionnelles et de servir aux patients des repas plus chauds».

À l'étage A, bloc 6, le département d'ophtalmologie est installé dans ses nouveaux quartiers. Là, les améliorations ne sont pas seulement substantielles, elles sont carrément radicales! C'est le service des finances et des achats qui logeait là. Après son départ, on a abattu toutes les cloisons et, avec l'aide d'architectes, on a repensé le département de fond en comble. La nouvelle division du local donne une petite salle d'attente, un bureau d'accueil, une petite salle d'opération, des bureaux de médecins et d'infirmières, une salle de conférence, une vidéothèque, un laboratoire de photographie oculaire. En tout et par tout, 17 salles climatisées, insonorisées, qui permettent, enfin, une utilisation maximale d'un équipement sophistiqué que les anciens quartiers ne permettaient pas.

Autre ouragan à Saint-Domingue

Saint-Domingue (AFP) — L'ouragan baptisé Kate s'est rapproché hier de la République dominicaine, provoquant la mise en état d'alerte de l'île, notamment la côte atlantique, par les autorités météorologiques.

Selon le directeur du centre météorologique dominicain, l'ouragan se déplaçait de 10 km à l'heure en direction ouest-sud-ouest accompagné de vents soufflant à 130 km-h, de rafales à

plus de 150 km-h et soulevant des vagues de plus de 4 mètres.

Selon les spécialistes, des pluies très fortes sont à prévoir sur toute l'île pour les prochaines 24 heures et les habitants des régions le plus atteintes ont été invités à écouter régulièrement les bulletins météo radiodiffusés.

Kate est le 11e ouragan repéré par les spécialistes depuis le début de l'année dans cette région.

Décès de « Red »
Gordon, héros de
la Deuxième
Guerre mondiale

TORONTO (PC) — James Reid (Red) Gordon, connu pour ses exploits à titre de prisonnier de guerre canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale, est décédé au cours du week-end des suites du cancer. Il était âgé de 69 ans.

Pilote de l'Aviation royale du Canada, Gordon avait été abattu et capturé en Afrique du Nord le 15 août 1941.

Il a passé près de quatre années dans les camps allemands, s'évadant quatre fois. À chaque fois, il fut repris et placé en détention solitaire.

« Il était doté d'une personnalité très forte et très positive, se souvient l'un de ses amis, M. James Bredin, de Cornwall.

« Je me souviens qu'à l'occasion de Noël, dans l'un de ces camps, tout le monde était déprimé. Il est arrivé et a réussi à faire chanter joyeusement tous les prisonniers. Nous nous sommes subitement sentis comme des millionnaires. »

M. Bredin a ajouté que Gordon, qui était originaire de Niagara Falls, en Ontario, s'était fait des amis parmi les soldats

alliés du monde entier, et même ses geôliers allemands se demandaient: « Où donc est passé le rouquin? »

La première fois, Gordon avait réussi à s'évader deux semaines seulement après sa capture. Il avait sauté d'un train en marche, alors que le convoi quittait une gare autrichienne, près de la frontière yougoslave, mais il fut par la suite repris.

Un mois plus tard, il sautait d'un autre train, accompagné cette fois d'un camarade. Son ami heurta un arbre et subit des blessures qui a fait ralentir leur progression vers la liberté. Cinq jours plus tard, on les capturait.

La veille de Noël, Gordon et un ami se frayèrent un passage à travers une clôture de la prison de Lamsdorf. Quelques jours plus tard, ils furent repris par la police des chemins de fer qui les découvrit à demi gelés dans un wagon à charbon.

Gordon attendit 19 mois avant de tenter une dernière fois sa chance. Coiffés de bérets français, le Canadien et un prisonnier britannique quittèrent tout simplement le camp de Heydekrug par la grande porte.

Q Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES

CDP51446.F

10 décembre 1985

CHARPENTES EN ACIER
GALVANISÉ POUR
APPAREILLAGE
735 KV.Garantie de soumission:
10 000 \$

Les conditions du présent appel d'offres sont définies dans un document qui peut être obtenu gratuitement, du lundi au vendredi inclusivement, de 8 h 30 à 16 h à l'endroit suivant:

HYDRO-QUÉBEC
GROUPE ÉQUIPEMENT
Direction Achats et Contrats
855 est, rue Sainte-Catherine
3e étage
Montréal (Québec) Canada
H2L 4P5
Téléphone: (514) 289-5903

Les soumissions seront reçues jusqu'à 10 h 30 (heure de Montréal), à la date indiquée ci-dessus. Seules les personnes physiques ou morales qui ont une place d'affaires au Québec peuvent soumissionner après avoir obtenu le document d'appel d'offres directement de l'endroit susmentionné.

Les soumissionnaires doivent fournir une garantie égale au montant susmentionné ou à 10% au moins du grand total de leur soumission. La garantie pourra être sous forme d'un chèque visé ou d'un cautionnement fourni par une compagnie d'assurances.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission.

Le directeur,
Achats et Contrats
Michel De Broux

VILLE ST-PIERRE
PROVINCE DE QUÉBECAPPEL D'OFFRES
SYSTÈME INFORMATIQUE

Des soumissions sont demandées pour la fourniture d'un système informatique «CLEF EN MAIN».

Lesdites soumissions seront reçues par le secrétaire-trésorier de la Ville, à son bureau à la Mairie.

69-5e Avenue, Ville St-Pierre, QC
H8R 1P1

jusqu'à 14 h, le jeudi 5 décembre 1985, pour être ouvertes à 14 h 05, le même jour, au bureau du secrétaire-trésorier à l'adresse précitée.

La décision du Conseil sera rendue publique à sa séance du 10 décembre 1985, à 20 h.

Le cahier des charges et autres renseignements peuvent être obtenus à la Mairie, à l'adresse susmentionnée, à compter du 19 novembre 1985.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions. La Ville se réserve le droit d'accepter une soumission en tout ou en partie.

Donné à Ville St-Pierre, ce 18e jour de novembre 1985.

L'assistante du
secrétaire-trésorier,
Danyse Truhen, c.p.o.

AVIS D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que le 24e jour d'octobre 1985, il a été enregistré au Bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Terrebonne, sous le numéro 723630, un contrat de cession et transport par «Paul Grand/Maison Inc.» à Shell Canada Limitée de l'universalité des créances et comptes de livres actuels ou futurs dudit «Paul Grand/Maison Inc.» Cette cession et transport n'affecte en rien les opérations régulières de «Paul Grand/Maison Inc.» et a pour seul but de permettre à ce dernier d'obtenir une marge de crédit avec la société Shell Canada Limitée. Cet avis est donné conformément à l'article 1571d du Code civil de la province de Québec, ce 30e jour d'octobre 1985 par Shell Canada Limitée.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM
Claudette Cross, boîte postale 584, Kahnawake, Québec, J0L 1B0, demandera au ministre de la Justice la permission de changer son nom pour Claudia Cross.
Montréal, ce 17e jour d'octobre 1985.

Seite des Avis légaux
on pages A 16, B 9 et C 9

SIMPSON

Pour elle... foulards
de soie, pantoufles et
gants de tout confort!

Jolis foulards de soie de "Lanvin"
Une superbe collection de modèles
affichant des coloris riches et à la
mode.
\$25

Foulards en soie pure
de "Monique Martin"
Une marque reconnue pour la beauté
de ses foulards et accessoires mode.
Choix de foulards rectangulaires ou en
diagonale en soie, chiffon ou à rayures
satin.
\$15 à \$17

Pantoufles "Isotoner" de "Aris"
Une superbe idée-cadeau signée
"Aris" pour lui dorer les pieds... à la
maison ou à son club d'athlétisme!
Modèles "Antron" nylon/spandex pour
"masser" les pieds; semelles en cuir
dédoublé. Rouge, bleu roi, rose foncé,
ivoire, noir, cerise, blanc, turquoise.
P-TG.
\$25

Gants non doublés "Isotoner 500"
Action "Iso-massage" pour confort
hors pair au volant de sa voiture.
Modèles extensibles à peinture
unique. Brun, marine, noir, gris, beige
chameau, moka. Certains coloris non
offerts dans tous les magasins
Simpson.
\$24

Gants chaudement doublés
"Aris Isotoner"
Gants de style classique avec
double tricot pour lui garder les
mains bien au chaud. Pièces en cuir
véritable. Entièrement lavables. Noir,
brun, beige chameau, gris, marine.
Certains coloris non offerts dans tous
les magasins Simpson.
\$29

Achat en personne seulement
Gants et accessoires mode, 224/230,
centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou,
Laval et St-Bruno.



Simpson c'est bien moi

Contre les armes nucléaires

Chantal Abord-Hudon dépose dans l'urne portative son billet de vote sur l'objectif de déclarer le quartier Snowdon/Côte-des-Neiges zone libre d'armes nucléaires. Une solide majorité (plus de 85 p. cent) des citoyens de ce quartier s'est prononcée ce week-end en faveur d'une zone libre. En conséquence, on charge les conseillers municipaux de réclamer deux choses à l'administration de Montréal: tenir un référendum sur la fabrication, l'essai, le transport et l'entreposage d'armes nucléaires sur le territoire de Montréal et privilégier dans ses affaires commerciales les sociétés qui ne sont pas impliquées dans la course aux armements nucléaires. «Plusieurs grandes villes canadiennes, telles que Toronto, Vancouver et Winnipeg, se sont déjà déclarées zones libres d'armements nucléaires, soutient Andréa Lévy, à droite, organisatrice du référendum. C'est par le changement dans les communautés locales qu'on parviendra à trouver des alternatives à la guerre et qu'on s'acheminera vers le désarmement global».



photo Robert MAILLOUX, LA PRESSE

Alcools cancérogènes

■ TORONTO (PC) — Treize marques de boissons alcoolisées qui contiennent des produits chimiques possiblement cancérogènes seront entreposées dans les locaux de la Société des alcools de l'Ontario pour être possiblement revendues, a déclaré en fin de semaine un porte-parole de la société.

M. Chris Layton a affirmé qu'une enquête gouvernementale sur les vins et spiritueux frelatés doit réévaluer les niveaux acceptables actuellement situés à 500 parties par milliards de carbamate d'éthyle dans les boissons alcoolisées.

«Mais si les limites augmentent, il est possible que les produits retournent sur le marché», a-t-il laissé savoir.

Le gouvernement a ordonné le rappel des 2 500 marques enregistrées par la société dans la province dans le but de les tester.

SIMPSON C'EST SUPER SENSATIONNEL

RABAIS 30%

sur les montres à
quartz les plus recherchées!

Merveilleuses idées-cadeaux!

- Toutes les montres "Bulova"
- Toutes les montres "Cardinal"
- Toutes les montres "Lorus"
- Toutes les montres "Pulsar"
- Toutes les montres "Timex"

Vous ne savez pas quoi offrir à Noël? Ne cherchez plus midi à quatorze heures! Rendez-vous chez Simpson dès aujourd'hui et profitez de ce formidable rabais durant notre plus sensationnelle promotion de montres à date. Sélection des plus imposantes de modèles pour hommes, dames et enfants. Gamme intéressante de prix de vente allant de 24.49 à 206.50

Pour achat en personne
seulement
Montres, 227, centre-ville.
Aussi à Fairview, Anjou, Laval
et St-Bruno.



Hé les enfants... venez rencontrer le Père Noël au Pays des jouets centre-ville, au 7e!

Heures:
Du lundi au mercredi,
de 11h30 à 14h30
Jeudi et vendredi,
de 11h30 à 14h30 et
de 18h à 20h
Samedi,
de 11h30 à 4h30



À Noël

Simpson c'est bien moi